

HISTOIRES FAVORABLES



COMMENT LA SOCIÉTÉ CIVILE PEUT
CONSTRUIRE DE **NOUVEAUX RÉCITS**
DANS UN MONDE TRANSFORMÉ PAR
LA NUMÉRISATION ET LA PANDÉMIE
DE COVID-19



forus

REMERCIEMENTS



Nous tenons à remercier Deirdre de Burca, Bibbi Abruzzini, Thomas Janvier et les autres membres du secrétariat de Forus, ainsi qu'un grand nombre de membres de Forus pour leur aide dans la préparation de ce rapport. Cette publication s'inspire largement et intègre une partie du travail effectué et publié par diverses autres organisations sur les thèmes de l'espace civique, de la numérisation, du Covid-19 et de l'évolution des récits. Les principaux rapports et articles qui sont extraits, cités et utilisés dans l'analyse ont été publiés par Tactical Tech, ICNL, Pew Research Institute, Oxfam, Liberties et Just Labs, entre autres.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

1. LES CHANGEMENTS DE L'ESPACE CIVIQUE - IMPACTS DU COVID-19 ET DE LA NUMÉRISATION.

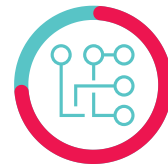


4

L'évolution de l'espace civique

Impacts de COVID 19 sur l'espace civique

- Augmentation de l'activité en ligne
- Surveillance numérique
- Limites à la liberté de réunion et d'expression
- Mesures d'urgence du gouvernement pendant le COVID 19- : Études de cas



5
6

Impacts de la numérisation sur l'espace civique

- Menaces en ligne et défis rencontrés par les OSC
 - Surveillance numérique et restrictions de la liberté d'association et de réunion en ligne
 - Ciblage en ligne des minorités vulnérables
 - Extrémisme en ligne et manque de responsabilité
 - Domination des entreprises et modèles commerciaux extractifs
 - Censure numérique et coupures d'Internet
 - Manque d'accès numérique et d'équité
 - Comment améliorer l'espace numérique
- Ressources numériques pour la société civile



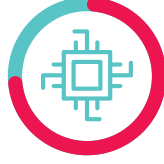
10

Espace civique : Études de cas nationales et régionales

- Faire campagne et changer les récits dans la sphère numérique - Futurevox, Italie

24



2. "NOUS N'ATTENDRONS PAS : LES COMMUNAUTÉS PRENNENT LE CONTRÔLE DE LEUR AVENIR NUMÉRIQUE" par Chris Worman, cofondateur de Connect Humanity Introduction L'accès à l'Internet - un investissement de grande valeur Pour les communautés, par les communautés Financer un réseau communautaire La pauvreté numérique est un problème soluble Recommandations		25 26 27 28 31 33 34
La numérisation : Études de cas nationales et régionales • La nécessité d'une transformation numérique ascendante - REPAOC Afrique de l'Ouest • Promouvoir l'utilisation des technologies numériques en Corée du Sud - KCOC Corée du Sud • La jeunesse indigène et la numérisation "à leurs propres conditions" - CONGOOP Guatemala • Six façons dont la société civile peut façonner la numérisation - TAIWAN AID- Taiwan • Le rôle des technologies numériques dans le soutien des actions de solidarité pour l'Ukraine -LAPAS -Lettonie		35
3. CONSTRUIRE DES RÉCITS ALTERNATIFS POUR RENFORCER L'ESPACE CIVIQUE Le pouvoir des récits publics Narrations dominantes et rétrécissement de l'espace civique L'importance de construire des récits alternatifs		40 41 42 44
Récits : Études de cas nationales et régionales • L'Observatoire des défenseurs des droits de l'homme - UNITAS - Bolivie • Développer des récits pour lutter contre la corruption - POJOAJU Paraguay • Changer les récits pour renforcer l'espace civique en ligne et hors ligne - Pakistan • Radio Praça - les communautés deviennent propriétaires des récits" - PLATONG - Cap-Vert • Comblent le "déficit d'information" sur le travail de la société civile - VANI- Inde • Autorégulation, transparence et responsabilité pour changer les récits - NNNGO- Nigeria • Renforcer les récits positifs en tant qu'action de renforcement - CCONG Colombie • Sur la "dépolitisation et la décolonisation" du langage que nous utilisons - BOND, Royaume-Uni • Utiliser le langage pour élargir plutôt que restreindre l'espace civique - Uganda National NGO Forum (UNNGOF)		45
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 5. RESSOURCES POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE 6. RÉFÉRENCES		59 72 78





Avant-propos de James Savage – Fonds pour les Droits Humains Mondiaux

En tant que directeur du programme Environnement Favorable aux Défenseurs des Droits Humains du Fonds pour les Droits Humains Mondiaux, j'ai eu le privilège de soutenir et d'apprendre des militants, groupes et mouvements de la société civile qui font un travail incroyable pour faire avancer les causes de l'égalité, de la justice et des droits. Mais j'ai aussi vu comment, en réponse, les intérêts particuliers des gouvernements, des entreprises et des acteurs privés se sont tournés vers des moyens de répression de plus en plus sinistres et sophistiqués. Du Salvador aux Philippines, des autocrates en puissance véhiculent un faux récit qui présente la protestation et la dissidence comme des menaces à l'ordre public - plutôt que comme les clés de voûte de toute société saine et fonctionnelle - et mettent en danger la sécurité physique et numérique des militants.

Comme beaucoup d'entre nous l'ont craint dans les premiers jours de la pandémie de COVID-19, ces mêmes mauvais acteurs ont été parmi les premiers à abuser du spectre du coronavirus. En présentant l'urgence sanitaire mondiale comme une menace pour la sécurité intérieure, les autorités gouvernementales ont adopté de nouveaux pouvoirs étendus, promulgué des lois restrictives et accueilli des technologies de surveillance numérique de grande portée, encouragées et facilitées par des multinationales qui ont vu dans la crise une opportunité de profit. Aujourd'hui, alors que la pandémie s'estompe lentement, nous sommes confrontés à un monde transformé. Les lois, les technologies et les récits que les partisans des autorités en puissance ont utilisé pour étouffer la dissidence et consolider le contrôle sont devenus le manuel de référence pour tout, du changement climatique au terrorisme.

Heureusement, des penseurs et des acteurs innovants - comme les réseaux de militants soutenus par Forus - ont déjà commencé à réimaginer les récits des droits humains dans le contexte post-COVID de l'espace civique sécurisé. Pour les bailleurs de fonds des droits humains, les recherches et les recommandations de ce rapport seront essentielles pour fournir le soutien flexible et à long terme dont les organisations communautaires ont besoin. En encourageant leurs compétences narratives et en construisant une vision collective des droits humains, nous pouvons perturber la sécurisation de l'espace civique et façonner un nouveau récit dans lequel la société civile peut s'épanouir, sans restriction excessive, partout dans le monde.

INTRODUCTION



Forus est un réseau mondial dynamique et en pleine expansion, fondé en tant qu'alliance informelle de plateformes nationales d'ONG et de coalitions régionales en 2008.

Aujourd'hui, Forus représente 67 plateformes nationales (PFN) et 7 coalitions régionales (CR). Les plateformes nationales sont mandatées par leurs divers membres pour les représenter et agir en tant qu'interlocuteurs clés auprès des gouvernements nationaux. Les coalitions régionales couvrent l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique australe, l'Afrique centrale, l'Amérique latine, l'Asie, l'Europe et le Pacifique, et offrent aux plateformes nationales un espace de collaboration aux niveaux régional et international. **En travaillant ensemble, les membres, partenaires et alliés de Forus ont permis au réseau d'être reconnu et influent au niveau international dans la promotion d'une gouvernance inclusive et la défense de politiques de développement durable au bénéfice de la planète et de ses habitants**

Nous pensons qu'un espace civique solide et protégé constitue la pierre angulaire d'une gouvernance démocratique responsable et réactive et de sociétés stables. Le terme "espace civique" fait référence à l'espace nécessaire pour que les gens puissent exercer leurs droits civils et politiques de base et leurs libertés fondamentales, y compris les libertés d'association, de réunion et d'expression. Les membres de Forus sont très préoccupés par la tendance négative du rétrécissement de l'espace civique et par les récits néfastes sur le travail de la société civile, si évidents dans différentes parties du monde au cours de la dernière décennie. **L'objectif de ce rapport est d'examiner deux facteurs clés qui ont rapidement transformé l'espace civique à travers le monde ces dernières années, ayant souvent un impact négatif sur les droits et libertés des militants et des praticiens de la société civile et sur leurs environnements opérationnels. Ces facteurs sont, premièrement, la pandémie sanitaire mondiale de COVID-19 et, deuxièmement, l'accélération du processus mondial de numérisation.**

La pandémie mondiale de COVID-19 a rapidement transformé l'espace civique dans divers contextes nationaux et régionaux. Certains gouvernements ont introduit des mesures qui ont restreint les droits fondamentaux - surtout la liberté de réunion et la liberté d'expression - allant au-delà des actions nécessaires pour contrer ostensiblement les effets de la pandémie. Certains ont cherché à faire taire les voix critiques, notamment celles des journalistes et de la société civile. D'autres ont réduit les possibilités de participation des OSC au dialogue civil lié à l'élaboration des politiques. En conséquence, les OSC n'ont souvent pas été consultées sur les principales lois et politiques visant à s'occuper de l'impact de la pandémie. Plusieurs gouvernements ont également intégré les technologies de surveillance dans leurs efforts pour enrayer la propagation du COVID-19.

L'accélération du processus mondial de numérisation a également eu un impact fondamental sur l'espace civique dans les pays du monde entier, transformant rapidement l'espace opérationnel des citoyens partout dans le monde. S'assurer que ses membres et la société civile au sens large ont accès aux technologies numériques pour exercer leur liberté d'association, de réunion et d'expression est une priorité croissante pour Forus. Aujourd'hui plus que jamais, la société civile doit plaider en faveur d'une forme de numérisation inclusive, fondée sur les droits humains et démocratique, qui donnera aux militants les moyens d'agir, au lieu de les restreindre et de les réprimer. Forus et ses membres plaident pour l'importance du respect des droits humains dans l'espace numérique. Du sommet [Tech for Democracy](#) au [Forum de Lisbonne](#) en passant par le [Forum régional Asie-Pacifique sur la gouvernance de l'Internet](#), notre réseau explore le potentiel émancipateur de la technologie numérique pour la société civile dans différents pays du monde. La [campagne #Parlons Digital](#) lancée par Forus et ses membres vise à générer un débat important lié à la numérisation.

Le nombre croissant de dirigeants politiques autocratiques et intolérants qui se surenchérisent en remettant en cause la légitimité, l'indépendance et la crédibilité de la société civile, représente une menace importante pour les plateformes membres de Forus, et la société civile en général. Le grand public a souvent une compréhension limitée du rôle de la société civile dans la gouvernance en général, ou de son rôle essentiel pour rendre les gouvernements publiquement responsables de leurs actions et décisions. Pour cette raison, Forus et ses membres ont commencé à s'engager dans un travail passionnant sur la construction de récits alternatifs. Ce travail vise en partie à mieux expliquer le rôle des OSC dans la société et la valeur publique de leur travail. Comme d'autres qui s'engagent dans ce travail de construction narrative, Forus et ses membres pensent qu'il contribuera à promouvoir des niveaux plus élevés de confiance et d'engagement du public envers la société civile et son travail, et qu'il renforcera finalement l'espace civique et la démocratie dans le monde.



Forus tient à remercier son partenaire, **Connect Humanity**, qui a contribué à la rédaction d'un chapitre de ce rapport intitulé "Nous n'attendons pas: Les communautés prennent le contrôle de leur avenir numérique". Nous partageons la vision de Connect Humanity d'un avenir où la pauvreté et les fractures numériques ont été résolues partout, où l'accès universel au numérique est devenu la norme, et où les personnes du monde entier peuvent utiliser les technologies numériques de manière à les rendre autonomes et à améliorer la qualité de leur vie.

Enfin, nous tenons à remercier les différentes plateformes membres de Forus et nos partenaires externes, le Fonds pour les Droits Humains Mondiaux et Future Vox, pour avoir apporté leurs idées, leurs expériences et leurs recommandations à ce rapport. Nous espérons que la communauté des donateurs, en particulier, entendra l'appel urgent de nos membres en faveur du type de mécanismes de financement flexibles qui seront essentiels pour que le travail innovant, expérimental et orienté vers le processus de construction de récits alternatifs puisse avoir lieu. Si les organisations de la société civile comme Forus s'engagent à défendre et à élargir l'espace civique, nous sommes conscients que sans le soutien de gouvernements et de donateurs progressistes, nous ne parviendrons pas à atteindre cet objectif. Nous espérons que les réseaux, les mouvements sociaux, les décideurs politiques et la communauté des donateurs s'associeront à ce travail alors que la société civile s'engage dans un voyage créatif et collectif de construction de récits alternatifs dans le but de défendre et d'étendre l'espace civique et de contribuer à renforcer la démocratie dans le monde.



LES CHANGEMENTS DE L'ESPACE CIVIQUE - IMPACTS DU COVID-19 ET DE LA NUMÉRISATION.





L'espace civique

" L'espace civique, ce sont les structures, les institutions et les conditions favorables qui aident les gens à être des citoyens actifs, où les gens peuvent se réunir, s'organiser, s'exprimer et agir individuellement et collectivement. C'est la liberté (et le droit) de se réunir, de s'associer et de s'exprimer, dont certains d'entre nous peuvent jouir plus que d'autres. L'espace civique s'exprime dans la rue, dans les groupes de quartier et les espaces communautaires, les organisations formelles et les mouvements de base ou mondiaux."

Changements dans l'espace civique

Les changements et les transformations de l'espace civique dans différents pays du monde ont des ramifications extrêmement importantes pour les sociétés du monde entier. Le rétrécissement des espaces civiques et la réduction de l'influence de la société civile ont de graves conséquences sur l'efficacité de la gouvernance. La surveillance des procédures gouvernementales et des entreprises s'affaiblit, ouvrant la voie à une transparence et à une redevabilité insuffisante, ce qui a un impact négatif sur les processus officiels de redevabilité, notamment les freins et contrepoids politiques, les systèmes de comptabilité et d'audit, les règles administratives et les procédures juridiques, entre autres. Les OSC sont des agents importants dans la création, la protection et l'expansion de l'espace civique, bien qu'elles ne puissent y parvenir seules.

Ce rapport explore le travail émergent et innovant de construction de récits alternatifs par les OSC, visant à communiquer leurs valeurs fondamentales et leur travail au grand public. Ces activités de construction narrative ont le potentiel de promouvoir une compréhension populaire beaucoup plus profonde du travail des OSC, et de mettre en évidence son indéniable valeur d'intérêt public. La construction de récits alternatifs peut jouer un rôle important dans la lutte contre la propagande négative sur les OSC. Si elle est réalisée efficacement, elle peut contribuer à garantir le soutien du public aux OSC et à leur travail lorsque des tentatives sont faites pour délégitimer, attaquer ou museler certaines organisations de la société civile pour des motifs fallacieux. En d'autres termes, la construction de récits alternatifs par les OSC pourrait contribuer au renforcement de l'espace civique dans différents contextes nationaux en influençant positivement les attitudes et la vision du monde du public en ce qui concerne la société civile organisée et son travail d'intérêt public.



Impacts du Covid-19 sur l'espace civique.

Augmentation de l'activité en ligne

La pandémie de COVID-19 a déclenché un boom de l'activité en ligne et du désir de participer, avec la création de centaines de comptes sur les réseaux sociaux et de projets de cartographie participatifs qui ont coordonné l'aide et partagé des informations ². Les OSC ont utilisé des outils numériques pour que les gouvernements et les entreprises privées rendent des comptes pendant la crise du COVID-19. La société civile ukrainienne a utilisé ProZorro - une plateforme de données ouvertes créée en 2016 pour suivre de près les dépenses publiques et les achats du gouvernement - pour garder sous contrôle les achats gouvernementaux de ressources essentielles pour le COVID-19, comme les masques chirurgicaux. Ce processus était essentiel pour maintenir des prix transparents et écarter "la manipulation par les entités adjudicatrices et la spéculation par les fournisseurs" ³. Le Projet d'Organisation, de Développement, d'Education et de Recherche (PODER) de l'OSC mexicaine a utilisé le hashtag #EmpresasConTache sur les réseaux sociaux pour " identifier les entreprises qui défiaient les réglementations du travail pour réduire les salaires et les avantages des travailleurs, les forcer à demander des congés sans solde ou les obliger à travailler dans des conditions de travail à haut risque avec la menace de licenciement. " ⁴

La surveillance numérique

Soi-disant animés par l'objectif de protéger la santé et le bien-être de leurs citoyens et résidents, de nombreux gouvernements ont pris des mesures extraordinaires pour répondre à la pandémie de coronavirus. Au moins 80 pays ont adopté des mesures d'urgence, et beaucoup d'autres ont invoqué des mesures préexistantes en cas de catastrophe ou d'urgence pour faire face à la maladie. Certains gouvernements ont intégré des technologies de surveillance dans leurs efforts pour enrayer la propagation du COVID-19. Le COVID-19 Civic Freedom Tracker de l'International Center for Not-for-Profit Law ⁵ et d'autres traqueurs fournissent des exemples supplémentaires de l'épidémie de nouveaux pouvoirs et méthodes de surveillance que les gouvernements du monde entier déploient, souvent avec peu de considération pour l'impact sur le droit à la vie privée et les autres droits humains ⁶. Si l'utilisation de tous les outils disponibles par les gouvernements lors d'une pandémie de santé publique était compréhensible, les situations d'urgence - même le COVID-19 - ne doivent pas faire oublier l'obligation des États de prendre en compte les effets plus larges de ces mesures d'urgence sur la société et les droits humains. Malheureusement, dans de nombreux cas, les gouvernements n'ont pas tenu compte des conséquences sur la vie privée et les droits humains de l'utilisation des technologies de surveillance pour lutter contre le COVID-19.



Limites aux libertés de réunion et d'expression

Le Comité Économique et Social Européen a produit un rapport à la demande du Groupe Diversité Europe et impliquant un consortium de quatre partenaires - le Forum Civique Européen, Civil Society Europe, le Centre Européen pour le Droit des Organisations à But Non Lucratif et l'Institut des Affaires Publiques⁷. Le rapport examine comment la pandémie de COVID-19 a affecté le travail des organisations de la société civile à travers l'Europe. Il se concentre également sur la manière dont les solutions mises en œuvre dans les différents États Membres de l'UE ont eu un impact sur la capacité des OSC à exercer leurs droits et libertés fondamentaux. Le rapport est basé sur une analyse approfondie des études et rapports existants, une enquête, des entretiens avec des experts et des groupes de discussion. Il met en évidence une série de façons différentes dont la pandémie a affecté le fonctionnement des organisations de la société civile dans l'Union Européenne.

Sur le plan positif, le rapport conclut que les organisations de la société civile ont fait preuve d'une grande souplesse pendant la pandémie. Nombre d'entre elles ont été les premières à pouvoir réorganiser leurs activités pour répondre aux besoins des communautés locales. Il s'avère que les OSC l'ont fait beaucoup plus rapidement que l'administration publique ou le secteur privé. En outre, la pandémie a modifié le mode de fonctionnement de nombreuses organisations de la société civile, notamment en déplaçant leurs activités en ligne. Cela a conduit à une accélération de la numérisation du secteur. Tout cela a permis à de nombreuses OSC d'atteindre de nouveaux publics ou de réaliser leur travail plus efficacement à une plus grande échelle. Il est également devenu plus facile de créer des coalitions d'organisations, d'échanger des expériences et de développer des positions communes sur les mesures prises par les autorités. En outre, tout cela a permis d'accroître la visibilité des organisations de la société civile dans la société et la compréhension du rôle qu'elles jouent au quotidien. Cela a été considéré comme un atout très important sur lequel les OSC pourraient construire leur position à l'avenir.

Toutefois, la pandémie a également eu de graves conséquences négatives sur le fonctionnement des organisations de la société civile. 82 % des personnes interrogées dans le cadre du rapport ont constaté un impact négatif de la pandémie sur l'ensemble du secteur des OSC dans leur pays. La pandémie de COVID-19 a également touché financièrement de nombreuses organisations de la société civile. Les fondations et les associations ont été les plus touchées, car les solutions proposées par les différents gouvernements pour atténuer l'impact de la pandémie n'étaient généralement pas adaptées à leurs besoins. La situation des OSC travaillant dans les secteurs les plus touchés par la pandémie, notamment dans les pays où les formes de soutien adéquates garanties par l'État font défaut, était également très mauvaise.



Mesures d'urgence gouvernementales pendant le COVID-19 : études de cas

Les études de cas ci-dessous fournissent quelques exemples de la surveillance excessive exercée par les gouvernements et des nouveaux pouvoirs et méthodes de surveillance que les gouvernements du monde entier ont déployés pendant la pandémie de COVID-19, souvent sans tenir compte de l'impact sur les OSC ou sur les gens ordinaires, ni de leur droit à la vie privée et des autres droits humains.⁸

En Pologne

les personnes devant être mises en quarantaine ont eu le choix : soit recevoir des visites inattendues de la police, soit télécharger " l'application de quarantaine à domicile 9 ". L'application exige que les utilisateurs s'inscrivent d'abord en prenant un "selfie". L'application leur demande ensuite de télécharger des selfies depuis leur domicile dans un délai de 20 minutes. Les selfies sont traités par un logiciel de reconnaissance faciale et l'emplacement est comparé aux informations GPS du téléphone de l'utilisateur. Ces données sont partagées avec les agences gouvernementales et la police. Si les selfies ne sont pas téléchargés à temps ou ne confirment pas que l'utilisateur est chez lui, la police est envoyée sur place et peut infliger une amende équivalente à une fois et demie le salaire mensuel de l'intéressé.

En Corée du Sud

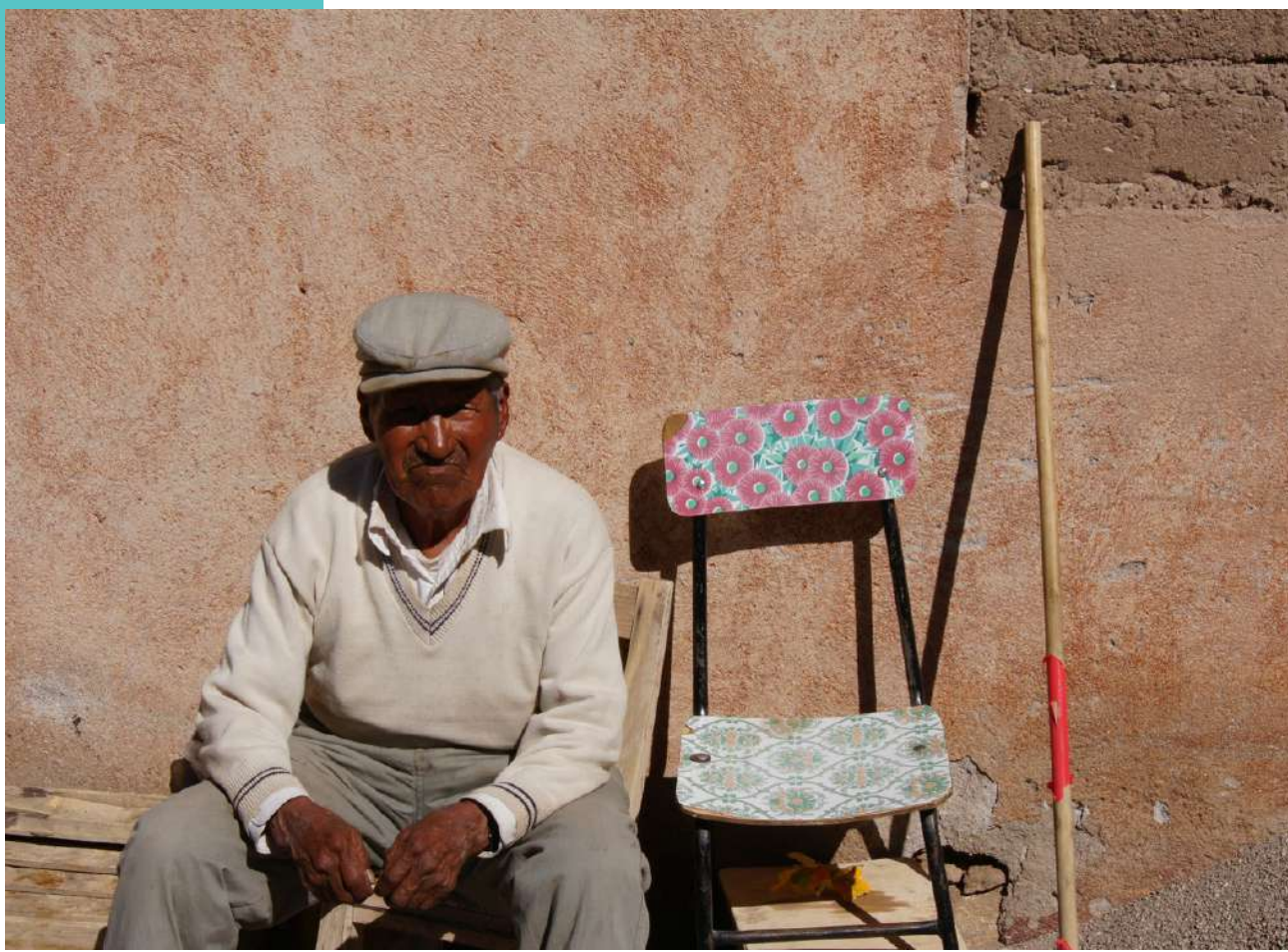
le gouvernement a utilisé l'historique de localisation des smartphones, les transactions par carte de crédit, les dossiers d'immigration et les images de vidéosurveillance pour créer des comptes détaillés sur les allées et venues d'une personne. Ces informations ont été combinées avec les données du système de surveillance existant en Corée du Sud et du réseau de caméras de vidéosurveillance pour produire des comptes détaillés de la vie des individus, y compris les bus qu'ils prenaient et même s'ils portaient des masques en présence d'autres personnes. Ces informations ont été publiées, entraînant un harcèlement en ligne.¹⁰ Cela a conduit la Commission Nationale des Droits Humains du pays à s'inquiéter de l'exposition excessive des informations privées des patients et à demander de nouvelles lignes directrices sur la surveillance des pandémies.¹¹

Hong Kong

a mis en place un système d'auto-isolément obligatoire pour tous les voyageurs entrants. Pour surveiller leurs mouvements, les personnes doivent télécharger l'application "StayHomeSafe" et porter un bracelet électronique connecté à cette application. Les personnes sont invitées à marcher le long du périmètre de leur maison, ce qui permet aux autorités d'obtenir un plan de leurs espaces privés.¹² L'application demande aux utilisateurs de prendre et de télécharger des photos d'eux-mêmes portant les bracelets à des moments aléatoires. Les dispositifs de surveillance personnelle de ce type permettent aux États d'accéder à tout moment aux données personnelles et aux allées et venues des citoyens et des résidents.

En Arménie

les entreprises de télécommunications sont tenues de fournir aux autorités les relevés téléphoniques de leurs clients, y compris les numéros de téléphone et le lieu, l'heure et la date de leurs appels et de leurs SMS.¹³ On ne voit pas bien comment le fait de savoir quelle personne est appelée, ou à qui on envoie des messages, aidera les autorités à identifier les personnes atteintes du COVID-19. Si l'utilisation épidémiologique de ces données n'est pas immédiatement évidente, les implications d'une mesure aussi radicale sur la vie privée le sont.





① Impacts de la numérisation sur l'espace civique

L'espace civique n'est pas seulement un espace pour se réunir, s'exprimer et s'associer ; l'espace en ligne est également devenu une agora moderne où les gens pratiquent la démocratie directe - aux niveaux national, régional et mondial - inaugurant une nouvelle ère de renouveau démocratique ¹⁴

Les technologies numériques sont devenues un élément fondamental de la capacité des OSC à collaborer, à sensibiliser et à mobiliser leurs membres. Les fonctions essentielles des activités des OSC, telles que les voyages, l'organisation d'événements, la collaboration avec d'autres acteurs et la sensibilisation, sont rendues possibles et médiatisées par des outils numériques centralisés, gratuits ou peu coûteux, qui non seulement créent des traces de données, mais fonctionnent également selon un modèle économique basé sur les données. Les mécanismes permettant de recevoir des fonds et d'obtenir un soutien, qu'il s'agisse de transactions financières, de dons, d'adhésion ou de participation, laissent tous des traces en ligne dans un environnement en réseau qui peuvent être surveillées, exposées ou appropriées. Dans un environnement politique instable et changeant, il est essentiel de comprendre comment ces données sont collectées et utilisées pour prendre des décisions éclairées et évaluer les risques potentiels pour l'avenir. ¹⁵

L'espace numérique peut être un catalyseur important pour une participation politique civile plus large dans les espaces physiques. Lorsque l'espace pour un tel travail est attaqué, surveillé, restreint ou rétréci, cela a des répercussions sur la participation civique en général. La numérisation de l'espace civique est en fin de compte inestimable pour améliorer la gouvernance en obligeant les responsables publics et les entreprises privées à respecter les normes les plus strictes. Les mécanismes de redevabilité tels que "la budgétisation participative, le suivi des dépenses publiques, le contrôle de la prestation des services publics, le journalisme d'investigation, les commissions publiques et les conseils consultatifs de citoyens" peuvent être mieux utilisés par les OSC grâce aux espaces civiques numérisés, car ils sont accessibles à un plus grand nombre de personnes et s'appuient sur des bases de données transparentes à source ouverte.



Menaces en ligne et défis auxquels sont confrontées les OSC

Au fil des ans, les demandes gouvernementales de données provenant des utilisateurs de réseaux sociaux et les concernant se sont multipliées, tout comme les arrestations et la criminalisation d'organisations et de militants sur la base de leur comportement sur les réseaux sociaux. Une fois encore, ce qui se passe en ligne ne reste pas en ligne - en fait, cela a parfois de graves répercussions physiques sur la sécurité et le bien-être des militants et du personnel des OSC. Les attaques et les restrictions numériques affectent les individus et leurs familles, et peuvent jouer un rôle dans la décision de continuer à faire leur travail, de changer de tactique ou de démissionner. Les restrictions en ligne peuvent également avoir un effet paralysant sur la société civile qui est à l'avant-garde de la promotion des droits humains et des libertés.¹⁶

De plus en plus de recherches sont désormais disponibles pour étudier les principaux impacts et défis pour la société civile liés à l'interaction entre la technologie et l'espace civique. Par exemple, l'ICNL est une organisation qui mène des recherches pour recueillir les meilleures pratiques et identifier les défis liés à la technologie et à l'espace civique.¹⁷ Il travaille en étroite collaboration avec un réseau mondial de partenaires pour élaborer des normes et des standards internationaux, régionaux et nationaux afin que les nouvelles technologies protègent les libertés fondamentales et créent un environnement favorable à la société civile. Il vise également à améliorer la maîtrise des technologies par les acteurs de la société civile afin qu'ils puissent participer de manière significative à l'élaboration des politiques qui affectent l'espace civique.



On connaît mieux les ouvertures et fermetures de l'espace civique en ligne dans les pays du Nord que dans les pays du Sud. Cependant, un nombre croissant de rapports permet une analyse comparative des ouvertures et fermetures de l'espace civique en ligne en Afrique. L'un de ces rapports présente les conclusions de dix rapports nationaux sur le paysage des droits numériques concernant le Zimbabwe, la Zambie, l'Ouganda, le Soudan, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya, l'Éthiopie, l'Égypte et le Cameroun.¹⁸ L'étude analyse comment les ouvertures et fermetures d'espaces civiques en ligne en Afrique affectent les droits numériques des citoyens. Elle montre que : (1) lorsque l'espace civique se ferme hors ligne, les citoyens réagissent souvent en ouvrant un espace civique en ligne ; (2) lorsque l'espace civique s'ouvre en ligne, les gouvernements prennent souvent des mesures pour fermer l'espace en ligne ; et (3) la réduction des droits numériques qui en résulte rend impossible le type de gouvernance inclusive défini dans les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le rapport documente 65 exemples d'utilisation de technologies numériques pour ouvrir l'espace civique en ligne et 115 exemples de techniques utilisées pour fermer l'espace civique en ligne. Les cinq tactiques les plus utilisées pour fermer l'espace civique en ligne en Afrique sont la surveillance numérique, la désinformation, la fermeture d'Internet, la législation et les arrestations pour discours en ligne.

Surveillance numérique et liberté d'association et de réunion en ligne

Les plateformes de réseaux sociaux sont devenues un outil à part entière pour les OSC qui en dépendent pour partager des informations, communiquer et s'engager avec leurs partisans, organiser des événements, mesurer l'impact et la réponse sur la base des analyses de ces plateformes, et même collecter des dons. Bien que ces plateformes se soient avérées utiles, elles ont également suscité des inquiétudes quant à la collecte de données, qui sont analysées et utilisées par les sociétés elles-mêmes, par des sociétés tierces ou par les gouvernements.

Les demandes gouvernementales de données provenant des utilisateurs de réseaux sociaux et les concernant ont augmenté au fil des ans. Selon le Rapport Transparence de Facebook (Meta) de 2018¹⁹, l'entreprise a reçu 103 815 demandes de données de la part de gouvernements, qui peuvent aller d'un historique complet à la liste des adresses IP à partir desquelles un utilisateur s'est connecté à Facebook, en passant par les détails personnels derrière un compte.²⁰



La technologie numérique fait désormais partie intégrante de l'exercice des droits de réunion et d'association pacifiques. En servant à la fois d'outil et d'espace, la société civile est en mesure de tirer parti de la technologie numérique pour faire progresser les droits humains et innover pour le changement social. Ces plateformes sont devenues des outils cruciaux pour la mobilisation et l'action collective ainsi que des espaces virtuels où les groupes marginalisés qui font face à de sévères restrictions pour opérer dans des lieux physiques peuvent former des assemblées et des associations en ligne. Le 12 juin 2019, le rapporteur spécial de l'ONU, Clément Voule, a publié un rapport sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association à l'ère numérique.²¹ Le Rapporteur Spécial a constaté que de nombreux gouvernements ne remplissent pas leurs obligations en vertu du droit international. Son rapport conclut que les mesures gouvernementales restreignant l'espace en ligne sont devenues trop courantes. En outre, son rapport souligne le rôle des entreprises technologiques qui agissent comme des gardiens de la capacité des gens à exercer leurs droits en ligne, créant ainsi une série de problèmes nouveaux et complexes. Son rapport aborde certains de ces défis, en mettant l'accent sur l'élaboration de conseils pour préserver et étendre l'espace civique numérique.

Le rapport a constaté que :

*" Les lois qui criminalisent les contenus en ligne continuent de proliférer, ce qui a pour effet de refroidir les activités de plaidoyer et de mobilisation. De nombreux gouvernements ont eu recours à la fermeture de l'accès aux réseaux et services de communication pendant les élections et les manifestations publiques, et au blocage de sites web, y compris d'organisations de défense des droits humains. Faisant preuve d'une maîtrise sophistiquée des outils techniques émergents, certains États - et des acteurs tiers malveillants - ont accru le recours à la surveillance numérique et au harcèlement en ligne contre les acteurs de la société civile, les défenseurs des droits humains, les dirigeants politiques de l'opposition et ceux qui prévoient d'organiser des rassemblements publics pacifiques. "*²²

Ces mesures risquent clairement d'éliminer le nouvel espace numérique dans lequel les individus et les acteurs de la société civile peuvent travailler ensemble pour poursuivre des objectifs communs.



En ce qui concerne la répression basée sur le numérique et l'utilisation de la surveillance et de la collecte de données pour imposer des restrictions, il y a un manque frappant de redevabilité. Parmi les principaux défis à relever pour que le pouvoir en place rende des comptes dans ces cas, citons : ²³

- Les méthodes utilisées pour surveiller les OSC ont tendance à être opaques ou secrètes, à l'insu des organisations cibles, du grand public et, le plus souvent, à l'insu d'un juge ou d'une autorité de contrôle. Même lorsqu'un pays dispose d'une procédure judiciaire pour mettre une organisation sur écoute, la cybersurveillance soit ne dispose pas des lois nécessaires, soit est encadrée dans le cadre plus large du "renseignement" et du "contre-terrorisme".
- Un manque de lois et de règlements clairement définis traitant de la procédure permettant à l'acteur gouvernemental d'obtenir un mandat ou une autorisation d'un organe judiciaire indépendant. Il existe également peu d'institutions ou d'organes auxquels les organisations ou les individus peuvent recourir pour dénoncer en toute sécurité la surveillance, exiger l'accès à une aide juridique via un avocat, ou demander une enquête en cas de suspicion.
- La nature clandestine de nombreuses attaques donne à l'acteur la possibilité de rejeter l'accusation sur d'autres adversaires, sur des acteurs engagés ou simplement sur "l'inconnu", ce qui rend la redevabilité difficile à atteindre.
- L'inaction des plateformes et des entreprises technologiques face à ces préoccupations et accusations, en particulier lorsqu'un gouvernement ou un parti politique puissant est impliqué.
- La dépendance des plateformes technologiques (par exemple les plateformes de réseaux sociaux) aux autorisations gouvernementales pour opérer : une puissante carte de négociation entre les mains de régimes de bonne volonté.
- La coopération entre certaines plateformes et les gouvernements, qui se traduit par un maintien de l'ordre de la plateforme pour les meilleurs intérêts d'un gouvernement contre les voix critiques, les organisations de la société civile qui ne suivent pas les intérêts politiques du parti au pouvoir ou la liberté de la presse.



Le ciblage en ligne des minorités vulnérables

Les minorités vulnérables sont les groupes qui sont confrontés à des risques plus importants en ligne en raison de leur sexe, de leur race ou de leur orientation sexuelle. Les femmes sont généralement plus vulnérables au harcèlement en ligne, et les femmes politiquement actives le sont encore plus. Les femmes journalistes, par exemple, sont soumises à davantage d'abus en ligne que les hommes journalistes lorsqu'elles parlent de sujets controversés ou expriment des opinions. Elles sont ciblées en raison de leur sexe. C'est également le cas des OSC axées sur les droits des femmes, qui sont prises pour cible à la fois hors ligne et en ligne, notamment par le biais d'attaques par déni de service distribué (DdSD), de piratages de sites web, de fuites d'informations personnelles, de nouvelles fabriquées, de menaces directes et de faux rapports contre le contenu de Facebook entraînant la suspension de leurs pages. Les attaques numériques se traduisent parfois par des violences physiques, lorsque des acteurs enhardis par les discours de haine diffusés sur les plateformes en ligne finissent par menacer gravement non seulement la voix mais aussi la vie des personnes concernées.

For years “doxing” was used against feminist and women’s rights activists and organisations; more recently, it has been adopted by far-right extremists to attack those they consider adversaries, including students, journalists and university professors. Doxing is one of many ways of compromising a CSO and thereby shrinking space for their activities. Slander and smear campaigns, intimidation, blackmailing, and threats to both the individuals and the organisation, and in some cases their families and close network, are other means to attack civil society or intimidate activists.²⁴

Extrémisme en ligne et manque de redevabilité²⁵

L'Internet est devenu un espace de politique et de confrontation à une échelle beaucoup plus grande qu'il y a cinq ou dix ans. Les révélations de lanceurs d'alerte tels qu'Edward Snowden et les scandales tels que ceux impliquant Facebook et Cambridge Analytica ont rendu les gens beaucoup plus conscients de l'évolution de l'espace en ligne. Il est clair qu'il y a de nombreux groupes aux extrémités du spectre politique qui sont devenus assez astucieux dans l'utilisation et l'abus de la technologie.

Le grand public s'attend à ce que les entreprises technologiques rendent des comptes et soient redevables des problèmes qu'elles créent par le biais de leurs plateformes et services en ligne, mais cela ne se fera pas tout seul. En ce qui concerne la répression numérique et l'utilisation de la surveillance et de la collecte de données pour imposer des restrictions, l'absence de redevabilité est frappante. Les plateformes technologiques dépendent de l'autorisation des gouvernements pour fonctionner, de sorte que les plateformes en ligne et les entreprises technologiques sont lentes à réagir, si tant est qu'elles le fassent, face aux accusations de surveillance, de discours haineux, de harcèlement en ligne et d'attaques, en particulier lorsque des gouvernements puissants ou d'autres forces politiques sont impliqués.

Certains experts prédisent que les espaces publics en ligne s'amélioreront considérablement d'ici à 2035 si les réformateurs, les grandes entreprises technologiques, les gouvernements et les militants s'attaquent aux problèmes créés par la désinformation, les fausses informations et les discours toxiques.²⁶

D'autres s'attendent à des problèmes persistants, les outils et forums numériques étant utilisés pour exploiter les faiblesses des gens, attiser leur colère et les éloigner les uns des autres. Les militants numériques qui s'efforcent de réformer l'espace numérique veulent redéfinir les espaces en ligne de manière à faciliter le débat, à renforcer la civilité et à assurer la sécurité personnelle. Une sélection de ces initiatives a été décrite dans un article publié en 2021 dans le magazine *The Atlantic* par Anne Applebaum et Peter Pomerantsev²⁷

De nombreuses institutions se tournent désormais vers l'utilisation de plateformes conçues pour faciliter un discours plus civilisé et engagé. Le Brésil a adopté des plateformes comme *Mudamos*, qui permet aux citoyens de proposer des lois et qui est utilisée systématiquement et en permanence pour "l'élaboration participative des lois", c'est-à-dire pour permettre aux citoyens ordinaires de participer au processus législatif. Taiwan a fait participer le public à la cocréation de 26 textes de loi nationaux, mais ce qui est peut-être encore plus intéressant, c'est la création d'un "réseau d'attachés de participation" pour former les fonctionnaires à travailler avec le public dans une forme plus conversationnelle d'engagement démocratique rendue possible par la technologie, sur une base permanente.²⁹

Domination des entreprises et modèles commerciaux extractifs

"Pour la plupart des gens, y compris la société civile, utiliser l'internet signifie recourir à des plateformes et systèmes commerciaux tels que Google et Facebook. Le plus grand changement a été la centralisation de ce qui était auparavant un système distribué où chacun pouvait gérer ses propres services. Désormais, nous dépendons de services centralisés, exclusifs et contrôlés. Et ceux qui, au départ, n'étaient pas très présents, comme les entités étatiques ou les entreprises, sont maintenant dominants".³⁰

Le public a une prise de conscience grandissante, et il existe une critique croissante du modèle actuel de l'Internet, hyper-corporatif et relativement peu réglementé. Une nouvelle classe d'individus et de sociétés extrêmement riches est apparue, qui, en fait, possède désormais l'infrastructure de la "sphère publique" et dispose d'un énorme pouvoir de lobbying sur le gouvernement. L'existence de ces systèmes a, en même temps, favorisé la création de sphères médiatiques alternatives où l'extrémisme et les discours haineux continuent de proliférer.

Certains critiques, comme Shoshanna Zuboff, ont fait valoir de façon convaincante que la technologie est complètement enchevêtrée dans le capitalisme de dernière génération ou que la lutte contre l'inégalité et la haine et contre de nombreux autres problèmes (p. ex. le changement climatique) nécessitera un démantèlement ou un remaniement radical du capitalisme³¹. D'autres prétendent que la technologie sera utilisée pour consolider le capitalisme plutôt que pour aider à défaire ses composantes les plus nuisibles.



"Une redéfinition des priorités de l'intérêt public par rapport au profit privé exige un changement de la culture générale de l'opportunisme technologique en une culture de la technologie dans l'intérêt public.

"Le problème bien ancré ici n'est pas la 'nature humaine', la technologie ou la réglementation - c'est le capitalisme. À moins que nous ne le renversions avant 2035, les espaces numériques continueront d'être détenus et contrôlés par des entreprises à la recherche de profits qui prétendront être légalement tenues de dépenser le moins possible pour 'servir le bien public' - parce que cela nuit au rendement des actionnaires. La croissance des entreprises chinoises de réseaux sociaux sur les marchés occidentaux signifie qu'il existe des entreprises motivées par des impulsions autres que purement lucratives, certes, mais la vision du "bien" qu'elles sont tenues de servir est celle de l'État chinois. Il ne s'agit pas d'un modèle de "bien public" qui s'adresse à des publics occidentaux ou à des idées occidentales du "bien".³²

D'autres critiques affirment que la transformation des espaces numériques et l'amélioration de la vie numérique nécessiteront une collaboration : la technologie du secteur privé, le gouvernement et les organisations à impact social s'associant dans une combinaison de réglementation et de normes. Ils considèrent que les gouvernements jouent un rôle essentiel dans l'alignement des incitations qui permettront aux organisations à but lucratif et à impact social de se réunir pour contribuer à une transformation positive des espaces numériques.³³



Censure numérique et coupures d'Internet ³⁴

Dans les pays où les gouvernements exercent une mainmise sur la dissidence, les plateformes technologiques constituent pour les OSC un débouché important pour les campagnes et la construction de la solidarité. Dans le même temps, les restrictions arbitraires imposées à ces plateformes peuvent constituer un obstacle important à leur travail.

Des acteurs étatiques et non étatiques ont limité le travail des OSC en coupant de manière permanente ou temporaire les services liés à l'Internet. Bien que les Nations Unies **aient publié une déclaration** en 2015 déclarant que les "kill switches (coupe-circuit)" d'Internet constituent une violation manifeste du droit international des droits humains, même en période de conflit, ils sont encore mis en œuvre dans le monde entier. À la suite de manifestations nationales en 2016, les trois entreprises de télécommunications du Maroc **ont interdit** l'accès à la VoIP sur les réseaux mobiles, ce qui a eu un impact sur la communication sur WhatsApp, Viber et Skype. Les citoyens ont donc été contraints de s'en remettre aux services locaux fournis par les entreprises de télécommunication. La même année, Etisalat a **coupé l'accès** de l'Égypte à Free Basics, les services Internet gratuits de Facebook, dans le cadre d'une tentative du gouvernement de faire taire la dissidence dans les semaines précédant l'anniversaire du soulèvement de 2011 et de la chute du régime de Moubarak. Les gouvernements d'Égypte et des Émirats Arabes Unis ont également **censuré** Signal, dont les militants dépendent fortement pour communiquer et collaborer. En janvier 2018, les autorités iraniennes ont **perturbé l'accès à Internet** dans tout le pays et ont bloqué Instagram et l'application de messagerie cryptée Telegram, qui avaient joué un rôle déterminant pour permettre aux militants et aux figures de l'opposition d'atteindre leurs électeurs et leurs partenaires internationaux.

En 2020, l'Inde est arrivée en tête de la liste des 29 pays qui ont bloqué l'accès à Internet malgré l'augmentation de la demande pendant le COVID-19. ³⁵ Pourtant, au cours de l'année 2020, 29 pays ont intentionnellement fermé ou ralenti leurs communications internet au moins 155 fois, selon un nouveau rapport publié par Access Now. ³⁶ En 2021, Access Now et la coalition #KeepItOn ont documenté 182 coupures d'internet à travers 34 pays. ³⁷ Cela a montré une résurgence spectaculaire de cette forme oppressive de contrôle par rapport aux 159 fermetures enregistrées dans 29 pays en 2020. Les coupures d'Internet sont toujours dangereuses, et l'année 2021 a mis en évidence à quel point elles peuvent l'être. Le monde a vu des gouvernements mettre en place des coupures tout au long de manifestations, de troubles civils, de guerres et de crises. Tout a commencé avec les autorités **d'Éthiopie**, du **Myanmar** et **d'Inde** qui ont coupé l'Internet pour réprimer la dissidence et affirmer leur contrôle sur les populations. Les frappes aériennes israéliennes dans la **bande de Gaza** ont fait tomber des tours soutenant des infrastructures de communication essentielles, ainsi que les salles de rédaction d'Al Jazeera et de l'Associated Press, tandis que l'escalade de la censure en **Russie** annonçait ce qui allait venir. ³⁸



Un récent rapport d'Access Now, intitulé "[Le retour de l'autoritarisme numérique: coupures de l'Internet en 2021](#)", fait la lumière sur l'évolution de la Russie vers l'autoritarisme numérique au cours de l'année dernière. Il s'agit d'explorer comment les actions antérieures ont conduit à la réalité d'aujourd'hui, avec le blocage de Facebook, d'Instagram et de Twitter, et, plus récemment, la suppression des références à l'Ukraine et à Kiev dans les manuels scolaires.

Les organisations de surveillance affirment que la censure, la régulation de l'information et l'isolement du monde extérieur sont les éléments de base de la descente d'un gouvernement dans l'autoritarisme numérique - et que la coupure d'Internet est un outil tout-en-un éprouvé qui permet d'atteindre le contrôle ultime en une seule action rapide.³⁹

Les statistiques suivantes sont tirées d'un rapport d'Al Jazeera sur les coupures d'Internet dans le monde :⁴⁰

La plupart des arrêts : Inde

Les autorités indiennes ont coupé l'Internet 109 fois au cours de l'année 2020, principalement dans le Cachemire administré par l'Inde, qui a représenté près de 90 % de toutes les coupures d'Internet en Inde l'année dernière. Les coupures ont été utilisées pour supprimer les voix dissidentes. La Cour Suprême de l'Inde a ordonné un examen des coupures d'Internet au Cachemire, déclarant qu'elles étaient inconstitutionnelles et violaient les règles indiennes en matière de télécommunications.

"Aucun gouvernement ni aucune autorité ne fait la charité en rétablissant les services 4G", a déclaré M. Singh. "Lorsque le gouvernement a rétabli les services 4G, tout le monde a commencé à faire la fête, mais le fait est que ce n'est pas de la charité. C'est notre droit et celui de tout le monde, car il est garanti par la constitution indienne."

Outre l'Inde, les gouvernements du Myanmar, du Pakistan, du Bangladesh, du Kirghizistan et du Vietnam ont également bloqué l'accès à Internet en 2020.

Le Myanmar a imposé l'une des plus longues coupures enregistrées à ce jour, qui s'est poursuivie de 2019 à 2020 et en 2021 dans certains États.



Coupure d'Internet en Europe

Lors des élections biélorusses d'août 2020, le gouvernement a bloqué les canaux de médias sociaux, notamment WhatsApp, Telegram, Viber et Twitter, ainsi que les VPN et les navigateurs Tor.

Malgré cela, des manifestants sont descendus dans la rue pour contester la victoire présidentielle d'Alexandre Loukachenko. En conséquence, le gouvernement a imposé une coupure totale d'Internet de la nuit du 9 au 12 août 2020.

Les chaînes Telegram sont devenues très importantes pour les citoyens car c'était la seule plateforme qui fonctionnait un peu. Elle est devenue la principale source d'information pour de nombreuses personnes.

Coupures d'Internet au Moyen-Orient.

Le pays ayant connu le plus de coupures d'Internet au Moyen-Orient en 2020 était le Yémen, un pays embourbé dans un conflit armé et une crise humanitaire. Ces coupures ont exacerbé la situation, rendant très difficile l'accès à l'information et à la communication par les yéménites et par les organisations internationales qui tentent de travailler dans le pays.

La Jordanie a connu trois coupures nationales en 2020. Le gouvernement a restreint Facebook Live lors d'une manifestation du syndicat des enseignants en juillet et août 2020. Le ministère de l'éducation a également bloqué les applications de communication telles que Telegram, WhatsApp et Facebook pendant les examens nationaux.

Parmi les autres pays du Moyen-Orient qui ont fermé l'Internet figurent la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Iran, l'Égypte et l'Algérie.



Coupures d'Internet en Afrique

Les services Internet et de télécommunication ont été interrompus dans plusieurs pays africains, notamment au Burundi, en Éthiopie, en Guinée, au Kenya, au Mali, au Soudan, en Tanzanie, au Tchad, au Togo et en Ouganda.

En Éthiopie, 100 millions de personnes ont été plongées dans un black-out médiatique complet pendant deux semaines à la suite des manifestations qui ont suivi le meurtre du musicien oromo Haacaaluu Hundeessaa.

Au Kenya, au moins deux interruptions d'Internet ont été signalées en 2020 après la destruction de deux tours de télécommunications dans le comté de Mandera par le groupe armé somalien, al-Shabab.

Coupures d'Internet en Amérique latine.

Des coupures d'Internet ont également eu lieu au Venezuela, en Équateur et à Cuba.

En 2020, le gouvernement cubain a bloqué l'accès à Telegram, WhatsApp, Twitter et d'autres plateformes de réseaux sociaux pendant trois jours à la suite de rare grandes manifestations publiques décriant les restrictions des libertés civiles.

Les gouvernements ont justifié les coupures d'Internet en invoquant, entre autres, les désinformations, les mesures de précaution, la sécurité publique et la sécurité nationale.

Les raisons réelles de ces coupures sont l'instabilité politique, les élections, les manifestations, la violence communautaire, le contrôle de l'information et la tricherie aux examens.

En outre, sept pays, dont l'Inde, la Guinée, le Belarus, le Burundi, le Kirghizstan, la Tanzanie et le Togo, ont coupé l'Internet pendant une période électorale en 2020.

Accès numérique et équité

"Au cours de l'année écoulée, nous avons appris à quel point le numérique est essentiel pour la communication et la continuité des activités en cas d'urgences mondiales comme la pandémie de COVID-19. Au cours de la première vague, plus de 1,5 milliard d'apprenants qui ont dû quitter les salles de classe en raison des confinements mondiaux n'ont pas pu poursuivre leurs études car ils n'avaient pas de connexion. Si leurs foyers avaient été connectés, les perturbations auraient été minimales. Être en ligne est vital et bon pour les sociétés" ⁴¹

Le manque d'accès numérique pour tous reste un défi important en termes d'efficacité du processus mondial actuel de numérisation. De nombreux travaux de recherche démontrent que, dans de nombreux pays, la fracture numérique exacerbe d'autres inégalités manifestes en matière de santé, d'aide sociale, d'emploi, de scolarisation et bien plus encore. La moitié de la population mondiale n'est pas encore connectée au numérique et, en conséquence directe, de nombreuses personnes risquent d'être victimes d'exclusion et de marginalisation sociale et économique. ⁴²

La pleine participation aux processus de numérisation exige une combinaison d'accès à l'Internet, d'accès aux outils appropriés, d'accès aux communautés d'apprentissage et de création de politiques numériques pertinentes. Cette combinaison - que l'on peut qualifier "d'infrastructure numérique minimale viable pour une numérisation inclusive" - est à la fois fondamentale pour pouvoir mettre en œuvre des technologies de pointe inclusives et réalisable grâce à une collaboration intersectorielle entre les gouvernements et les entreprises. ⁴³

Les gouvernements doivent également permettre le développement de la capacité numérique de leurs populations, en mettant l'accent sur la société civile en tant qu'intermédiaire et fournisseur de services essentiels. Il s'agit d'un défi commun en matière de développement, qui est particulièrement aigu dans les pays moins développés. La communauté internationale doit fournir des financements et des programmes publics afin d'accroître l'accès du public aux technologies et outils numériques et sa connaissance de ceux-ci, dès le plus jeune âge et dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie. Le renforcement des capacités doit permettre de combler le fossé des compétences techniques entre les générations plus âgées et les plus jeunes et permettre aux générations plus âgées de se familiariser avec les nouvelles technologies numériques. Les donateurs internationaux doivent soutenir la société civile partout dans le monde pour développer des outils numériques fiables pour le militantisme civique et la participation politique.

Comment améliorer les espaces numériques ⁴⁴

La technologie est intégrée dans tous les aspects de la vie des gens, y compris le militantisme et la participation civique. Il est important que les OSC, les militants et leurs communautés acquièrent une meilleure compréhension de l'impact des technologies numériques sur leur travail et de la tendance au rétrécissement de la société civile au niveau mondial.

Les technologies de l'information et de la communication ont un rôle énorme à jouer en tant qu'outil d'autonomisation dans le changement de pouvoir et la décolonisation de la société civile pour générer ses propres solutions, connaissances et transferts d'informations. Il est essentiel de renforcer les compétences numériques des organisations communautaires et défendre la confidentialité et l'équité des données dans les activités de plaidoyer et de programmation. Mais pour mieux y parvenir, les OSC doivent acquérir une compréhension de base des développements technologiques émergents et de leurs implications pour les droits numériques et l'équité en général.

Malgré une littérature de plus en plus abondante sur l'impact de la technologie sur la société civile, une analyse holistique au niveau des praticiens sur la façon dont la technologie exacerbe la restriction des militants, des organisations de la société civile et des mouvements sociaux fait encore défaut. Les tendances mondiales plus larges qui restreignent l'espace opérationnel des groupes de défense des droits sont étroitement liées aux technologies basées sur les données, qui sont instrumentalisées par les gouvernements et les acteurs non étatiques pour réduire l'opposition et la dissidence. Il est essentiel que les organisations de la société civile s'attachent en priorité à comprendre le rôle des technologies numériques dans les restrictions imposées à leur environnement opérationnel et à la sécurité et au bien-être de leurs membres.

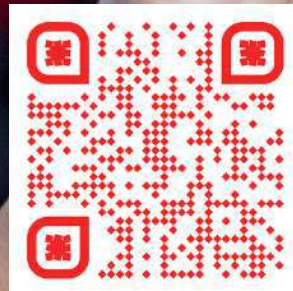
En 2035, qu'est-ce qui constituera les espaces numériques ? Aujourd'hui, il s'agit de sites, de services de streaming, d'applications, de technologies de reconnaissance et d'une multitude de divertissements sur écran (tactile). Mais à mesure que nous nous dirigeons vers des mondes miroirs, comme Things That Think qui commencent à penser plus fort et de manière plus transparente, que l'IA et l'apprentissage fédéré commencent à peupler nos mondes, nos pensées et nos comportements, les espaces numériques vont se transformer. C'est déjà le cas avec les soins médicaux à distance, la robotique et les voitures à conduite autonome. Dans le contexte de l'accélération du changement climatique, les technologies numériques seront utiles pour organiser le retrait massif de l'humanité des zones côtières, pour organiser des camps de réfugiés pour un grand nombre de personnes, pour administrer les soins médicaux, pour administrer les migrations de masse et l'allocation des ressources, etc. D'autre part, les criminels continueront d'utiliser les outils et les réseaux numériques pour la traite des êtres humains et le trafic sexuel, pour l'exploitation en ligne des personnes vulnérables, en particulier des enfants, pour la fraude, pour la violence et le trafic de drogue, pour l'augmentation des attaques via le cyberspace par des acteurs étatiques et non étatiques, et pour les tentatives croissantes de façonner et de manipuler le discours politique par des moyens informatiques.

Les OSC doivent créer des réseaux plus solides et travailler en étroite collaboration avec des OSC expertes en technologie et en droits, des universitaires et des chercheurs afin de comprendre ces questions et ces lois, de contester les récits des grandes entreprises technologiques sur la magie des technologies émergentes, et de promouvoir et développer des recherches et des corpus de connaissances plus locaux ou régionaux sur les développements numériques. Les OSC ont également la responsabilité morale collective de comprendre et de tirer la sonnette d'alarme sur les dommages sociaux et les résultats négatifs des technologies non éprouvées. ⁴⁵ Des progrès doivent être réalisés en matière d'accords internationaux établissant des normes de comportement civil, de protection des droits et d'application de la loi dans les environnements en ligne, et de construction d'espaces en ligne qui permettront aux gens d'exercer leurs libertés démocratiques, voire de construire la démocratie à partir de la base.

ÉTUDES DE CAS



**ÉCOUTEZ LE PODCAST "UN ESPACE
POUR NOUS" POUR ACCÉDER À
L'INTERVIEW**



Italie

Faire campagne et évolution des récits dans la sphère numérique

FUTUREVOX



"La fracture numérique en Italie est l'une des pires d'Europe, car ce pays a l'une des populations les plus âgées et les taux d'alphabétisation numérique les plus bas. Chez Futurevox, nous divisons le militantisme numérique en ligne en trois catégories : (i) communication à sens unique ; (ii) mobilisation coordonnée ; (iii) organisation décentralisée. Notre perception est que 90% du militantisme en ligne se trouve dans la première catégorie, 10% dans la deuxième, et la troisième est un résidu négligeable, car très peu comprennent l'importance de l'organisation décentralisée en Europe, et en Italie en particulier, par rapport à d'autres contextes nationaux.

La société civile dans l'espace numérique est considérablement faible en Italie, car elle ne dispose pas des ressources et de l'expertise technique nécessaires pour atteindre le terrain de jeu de la communication des entreprises et des institutions. Par conséquent, la société civile apparaît fragmentée, numériquement en retard et avec peu de ressources pour avoir un impact significatif.

Dans ce contexte, afin de promouvoir des récits alternatifs sur le travail de la société civile, nous avons développé une méthodologie appelée le guide du militantisme en 7 étapes, qui comprend "Le voyage du héros", une session entière sur l'élément de narration/récit public. Nous demandons aux participants de nos ateliers d'identifier 7 éléments clés dans le récit : le monde brisé, le héros, le mentor, le don, l'ombre et la vision. Une fois qu'une équipe est alignée sur ces éléments, elle a plus de chances de réussir dans son travail de militantisme.

Nous pensons que toute campagne de militantisme doit commencer par l'écoute des défis et des aspirations locales, sinon elle est vouée à l'échec. Par conséquent, les contributions de la base locale sont le point de départ, et à partir de là, nous développons l'image, une description de la cible de notre campagne pour adapter le message que notre campagne portera.

Dans l'ensemble, nous pouvons dire que la perception de la société civile s'est améliorée en Italie à la suite de la pandémie de COVID-19, probablement parce que les OSC ont comblé un vide là où les institutions italiennes n'ont pas réussi à atteindre la population. En ce qui concerne notre travail, l'adaptation des actions militantes hors ligne a été un défi, mais nous avons réussi. Le défi consiste désormais à éviter la spirale du slacktivisme, c'est-à-dire l'utilisation excessive des réseaux sociaux ou des pétitions en ligne, caractérisée par le fait qu'elle implique très peu d'efforts ou d'engagement.

Les ressources sont très limitées pour les campagnes grand public et presque inexistantes pour les projets d'aide aux groupes marginalisés. Or, c'est précisément le défi de Futurevox : nous travaillons avec le Movimento Invisibili, un mouvement de base qui est parti des travailleurs migrants exploités dans le secteur agricole et qui s'étend désormais à toutes les formes d' "invisibilité", ce qui, dans le cas des sans-papiers, est encore plus extrême que la marginalisation. Nous avons aussi récemment soumis une demande de financement de l'UE pour un projet d'inclusion des NEETS (Jeunes sans emploi et hors système scolaire) dans les groupes locaux de décision et de jeunesse habituellement dominés par les étudiants universitaires.

Notre principale recommandation est de faire le point sur ce qui se passe dans l'espace numérique et de réagir par des actions audacieuses et des ressources adéquates pour soutenir la société civile dans son rôle clé de défense d'une société pluraliste et démocratique. Les défis ne se limitent pas aux "fausses nouvelles" (qui ont dominé le débat numérique depuis le Brexit et les élections américaines de 2017), mais aussi à l'infrastructure numérique elle-même et à la disproportion des ressources dont dispose le secteur privé par rapport à la société civile."

2.

"NOUS N'ATTENDRONS PAS : LES COMMUNAUTÉS PRENNENT LE CONTRÔLE DE LEUR AVENIR NUMÉRIQUE"

Par Chris Worman, co-fondateur de Connect Humanity





Introduction

Si les technologies numériques se sont avérées des outils essentiels pendant la crise de Covid-19, la pandémie a également révélé l'ampleur et le coût de la fracture numérique, avec près de la moitié de l'humanité toujours hors ligne et à l'écart d'un monde qui se numérise rapidement. L'Internet a été à la base d'une grande partie de notre réponse collective, facilitant tout, de la recherche des contacts aux soins de santé à distance, en passant par le passage radical au télétravail. Pourtant, les énormes investissements dans les innovations numériques réalisés par les Nations Unies, l'Organisation Mondiale de la Santé et les gouvernements nationaux au cours de cette période n'ont pas grand-chose à voir avec les trois milliards de personnes qui n'ont toujours pas accès à l'Internet ou les milliards d'autres qui ne disposent pas d'une connectivité abordable et fiable pour en bénéficier réellement.

Lorsque la pandémie a éclaté, TechSoup - un fournisseur de technologies aux groupes de la société civile - a interrogé ses membres sur la manière dont ils étaient affectés par le Covid-19. Sur les quelques 12 000 organisations qui ont répondu, quatre sur cinq ont déclaré que leurs services avaient été interrompus parce que leurs communautés n'avaient pas accès à Internet. Cela signifie que des millions de personnes parmi les plus marginalisées du monde ont été privées d'une aide vitale au moment où elles en avaient le plus besoin parce que, en tant que société, nous avons laissé s'ouvrir un fossé large et profond entre ceux qui ont accès à l'Internet et ceux qui ne l'ont pas.

La technologie numérique est à la fois l'un des outils les plus puissants dont nous disposons pour résoudre les grands défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, et pourtant hors de portée pour la moitié de l'humanité. Les personnes les plus susceptibles d'être hors ligne sont les voix marginalisées qui ont le plus besoin d'être entendues. Ce déficit d'accès limite la quête de progrès et de justice de notre société.

La pandémie a clairement montré que, que nous travaillions principalement sur les secours d'urgence en cas de catastrophe, l'alphabétisation des enfants, les soins de santé reproductive ou le changement climatique, nous devons tous être des défenseurs de l'équité numérique. Le travail collectif de la société civile mondiale dépend de la capacité de nos circonscriptions à accéder à tous les avantages de la connectivité, et de la capacité de nos organisations à tirer pleinement parti de l'architecture d'information fondamentale et des outils d'organisation fournis par l'Internet.

Afin d'accélérer les progrès dans les 17 Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, de l'éradication de la faim à la création de villes durables, en passant par la promotion de l'égalité économique et de l'égalité des sexes, nous devons atteindre l'objectif 9C, qui prévoit l'accès universel à l'Internet d'ici 2030. La crise du Covid-19 a mis en évidence le coût de la fracture numérique - elle doit aussi être un point de ralliement pour la combler et atteindre l'équité numérique.

Équité numérique

Disposer d'une connexion Internet rapide et fiable est fondamental, mais la véritable équité numérique doit être globale afin que chacun dispose des outils nécessaires pour participer pleinement à notre société, notre démocratie et notre économie. Cela signifie au minimum :

L'infrastructure

Avoir un accès fiable à une connexion rapide et stable et aux bons appareils est l'étape fondamentale sur la voie de l'équité numérique.

Compétences numériques

Pour tirer le meilleur parti de l'Internet, les gens doivent avoir les compétences nécessaires pour utiliser les outils numériques et naviguer sur l'Internet en toute sécurité.

Accessibilité

Même lorsque l'Internet est disponible, le coût reste un obstacle majeur à l'accès. Réduire le coût de la connexion est essentiel pour permettre à chacun d'accéder aux avantages de l'Internet.

Contenu

L'utilité de l'Internet dépend du contenu qu'il contient. Un contenu pertinent au niveau local est essentiel pour encourager les gens à utiliser et à profiter de l'Internet. Cela permet d'élargir la base d'utilisateurs et d'encourager les investissements dans les réseaux.

Politique

Un environnement politique sain est nécessaire pour encourager des marchés efficaces, compétitifs et réactifs pour le haut débit, alors qu'une mauvaise politique peut bloquer les opérateurs et permettre aux fournisseurs de services historiques de surfacturer et de fournir un mauvais service aux clients.



Accès à l'Internet - un investissement de grande valeur

La réalisation de l'accès universel à l'Internet d'ici 2030 nécessitera un engagement financier important de la part d'une série d'organismes privés, publics et philanthropiques. Les estimations concernant la connexion des personnes non connectées vont de 428 milliards de dollars (Alliance pour un Internet Abordable) à 2000 milliards de dollars (Boston Consulting Group). Quel que soit le chiffre retenu, les retombées financières et sociétales de l'investissement dans l'accès à l'Internet seront largement compensées par l'investissement initial. La Banque Mondiale estime que l'augmentation du taux de pénétration de l'Internet de 35 % à 75 % seulement dans les pays en développement permettrait d'ajouter jusqu'à 2 000 milliards de dollars au PIB et de créer plus de 140 millions d'emplois. Les avantages économiques prévus de l'extension de la connectivité dans les pays développés sont similaires. Et au-delà des grands chiffres du PIB, il existe un large éventail d'avantages socio-économiques, allant de l'amélioration des résultats en matière de santé et des possibilités d'éducation à de nouvelles possibilités d'engagement civique et de redevabilité gouvernementale.

Malgré l'énorme opportunité, les capitaux commerciaux et gouvernementaux actuellement attribués sont insuffisants pour atteindre l'accès universel. Les pays démocratiques risquent de céder cet espace à la Chine, qui est le seul pays à investir sérieusement dans l'expansion de l'infrastructure Internet à l'étranger. Si l'initiative du G7 Build Back Better World (B3W), dirigée par les États-Unis, et la Global Gateway de l'UE ont toutes deux promis de canaliser les investissements des secteurs public et privé vers le développement numérique, les engagements sont restés vagues jusqu'à présent et n'ont pas atteint le niveau d'ambition nécessaire pour accélérer suffisamment les progrès en vue d'atteindre l'accès universel d'ici 2030.

Un des défis consiste à générer des capitaux suffisants, un autre à s'assurer qu'ils sont investis dans les projets qui peuvent faire la plus grande différence. L'argent actuellement disponible pour financer l'infrastructure Internet va généralement aux opérateurs traditionnels, perpétuant un système qui n'a pas réussi à connecter les personnes les plus difficiles à atteindre. Ces opérateurs ont tendance à être plus efficaces pour connecter les populations concentrées à revenus élevés dans les centres urbains qui offrent les meilleurs retours sur investissement. Pourtant, lorsqu'il s'agit de personnes vivant dans des zones faiblement peuplées, dans des endroits difficiles d'accès ou dans des communautés à faibles revenus, les opérateurs historiques ont toujours considéré qu'elles étaient trop éloignées ou trop pauvres pour être desservies.

Trois décennies et des milliards de dollars de subventions suffisent à nous montrer que les fournisseurs de services Internet traditionnels ne vont pas, à eux seuls, atteindre tout le monde. La plupart des populations faciles à atteindre que notre marché actuel peut fournir ont déjà été connectées. Nous sommes maintenant dans une phase où des approches différentes sont nécessaires pour connecter tout le monde. Les investissements doivent financer les modèles qui peuvent combler les lacunes laissées par les opérateurs traditionnels. Ces solutions existent déjà et elles se trouvent au sein même des communautés.



Three decades and billions of dollars in subsidies is enough to show us that traditional internet service providers alone are not going to reach everyone. Most of the easy-to-reach populations that our current market can provide for have already been connected. Now we are now in a phase where different approaches are needed to connect everyone. Investment needs to fund the models that can fill the gaps that traditional operators have left. These solutions already exist and they lie within communities themselves.

Pour les communautés, par les communautés

Dans le monde entier, des réseaux communautaires réussissent à connecter certaines des populations les plus difficiles à atteindre. Il s'agit aussi bien de coopératives et de réseaux gérés par les communautés dans des zones reculées avec un petit nombre de clients que de réseaux municipaux à large bande détenus et exploités par les villes, qui fournissent une fibre rapide à des dizaines de milliers de résidents.

Ces modèles sont ancrés dans les communautés qu'ils servent et ils comprennent et conçoivent les besoins des gens. Leur objectif premier est de fournir aux gens l'Internet fiable et abordable dont ils ont besoin pour participer à la vie numérique, plutôt que de maximiser les rendements pour les actionnaires. Il existe des centaines de modèles réussis déjà opérationnels, où les communautés mal desservies ont pris en main leurs besoins numériques, fournissant souvent certains des meilleurs services aux coûts les plus bas.

Ammon, Idaho

Aujourd'hui, les 17 000 habitants de la petite ville d'Ammon, dans l'Idaho, située dans le Midwest américain, ont accès à l'un des débits les plus rapides et aux prix les plus bas du pays. Auparavant, les habitants et les entreprises de la ville étaient mal desservis par les opérateurs traditionnels du haut débit qui, en raison de sa géographie et de sa faible densité de population, considéraient la communauté comme un investissement peu attrayant. Reconnaisant que le marché seul ne fournirait pas un accès adéquat, le conseil municipal a construit un réseau de fibre optique à accès ouvert pour réduire l'investissement initial en infrastructure requis par les opérateurs et encourager un marché local compétitif. Aujourd'hui, les clients se connectent à des vitesses de l'ordre du gigabit avec des forfaits à partir de 9,99 dollars par mois.

Acre, Brésil

L'Acre, un État situé dans la forêt amazonienne au nord-ouest du Brésil, abrite certaines des communautés les plus isolées du monde. Jusqu'à ces dernières années, elles ne disposaient d'aucune connexion Internet. C'est là que le groupe à but non lucratif Rhizomatica a travaillé avec les communautés pour développer HERMES, un système qui utilise les réseaux radio à haute fréquence - une technologie déjà utilisée dans la région - pour fournir des fonctionnalités Internet permettant aux gens d'échanger des courriels et des messages vocaux, de transférer des données et des fichiers vidéo, et d'explorer l'Internet mondial. L'introduction de l'accès à l'Internet a contribué à améliorer le commerce, à alimenter la réponse de la région au Covid-19 et à lutter contre l'exploitation forestière illicite. HERMES a maintenant été déployé dans des endroits reculés du Brésil et de l'Amazonie équatorienne.

La technologie créée dans les villes du Nord n'a pas permis de relever les défis de la connectivité auxquels sont confrontés les habitants des zones rurales du monde entier. Dans les endroits dépourvus d'options de connectivité viables, il est crucial de concevoir des alternatives en collaboration avec les communautés pour s'assurer que leurs besoins sont satisfaits." - Peter Bloom, fondateur de Rhizomatica

Mankosi, Afrique du Sud

Ce village isolé du Cap occidental d'Afrique du Sud abrite le premier fournisseur de services Internet appartenant à la communauté du comté. **Zenzeleni** (traduit par "faites-le vous-même" en isiXhosa) a démarré en 2012 et était initialement un intranet local sans fil fournissant des services vocaux gratuits aux presque 6 000 résidents du village. Détenu, exploité et régi entièrement par la communauté locale, Zenzeleni a ajouté une connexion Internet externe et s'est depuis transformé en un réseau communautaire performant fournissant aux habitants de Mankosi et au-delà un accès Internet abordable et fiable, aux mêmes vitesses que celles des centres urbains du pays.

Les modèles communautaires tels que ceux-ci disposent de la flexibilité et des structures incitatives les mieux placées pour connecter les communautés que les opérateurs traditionnels ont mal desservies. Pour atteindre les ODD 2030, nous devons repenser la façon dont l'Internet est construit, transformer le marché et investir dans ces réseaux communautaires qui font le travail. Mais une telle transformation ne peut se faire seule. Nous avons besoin d'institutions qui promeuvent ces modèles et qui peuvent fournir les mécanismes de financement qui peuvent leur permettre de se développer et de changer d'échelle.



Financement des réseaux communautaires

Les outils et les modèles permettant d'accélérer l'équité numérique existent. Mais l'environnement favorable à la mise en place de ces réseaux communautaires fait défaut, qu'il s'agisse de mécanismes de financement appropriés ou de politiques appropriées.

Les communautés qui veulent construire leurs propres réseaux sont généralement inhibées par le manque de capitaux suffisants et de capitaux appropriés. Les opérateurs établis qui veulent construire un nouveau réseau de fibres optiques ou un câble sous-marin peuvent accéder à des centaines de millions de dollars à des taux compétitifs parce qu'ils ont des garanties bien établies et que les financiers sont habitués à leur façon de travailler. À l'autre extrémité, il existe un certain financement philanthropique, mais le plafond des subventions est généralement à six chiffres. Entre ces deux pôles se trouve un "milieu manquant" de types de financement nécessaires à la création de réseaux communautaires. Un projet qui a besoin de 10 millions de dollars pour financer l'infrastructure du dernier kilomètre afin d'apporter un accès rapide, fiable et abordable à l'Internet chez les gens a peu de chances de trouver un prêteur, laissant les résidents sans autre choix que de vivre avec un service inadéquat, voire sans accès du tout. La mise en place de mécanismes de financement pour soutenir ces modèles pourrait transformer la façon dont l'Internet est construit, exploité et détenu dans le monde entier.

Ce problème de financement n'est pas propre au haut débit et les solutions ne le sont pas non plus. Dans de nombreux secteurs, on trouve des modèles qui, parce qu'ils sont nouveaux, qu'ils ne promettent pas des rendements élevés ou qu'ils n'entrent tout simplement pas dans un moule familier aux financiers, ont besoin d'un financement alternatif pour fonctionner. Les banques vertes en sont un bon exemple. Créées avec pour mission d'accélérer la transition vers une énergie propre, les banques vertes investissent dans des projets portant sur des technologies, des marchés et des zones géographiques qui, autrement, ne seraient pas financés. Tout en investissant dans des projets qui produiront un rendement, ces banques considèrent l'impact au-delà de l'intérêt, poursuivant une mission principale d'atténuation du changement climatique et, généralement, des objectifs secondaires comme le service aux communautés à faible revenu.

Connect Humanity fait pour l'équité numérique ce que les banques vertes font pour l'énergie renouvelable. Nous fournissons un financement numérique durable pour financer les réseaux communautaires à large bande qui peuvent aider à connecter le prochain milliard et le dernier milliard. Comme nous l'avons décrit précédemment, nous adoptons une approche globale de l'équité numérique car ce défi concerne une véritable équité et pas seulement l'inclusion, en veillant à ce que tous les individus et toutes les communautés disposent des technologies de l'information dont ils ont besoin pour participer pleinement à notre société, notre démocratie et notre économie.



Nous identifions les opportunités qui ont des bases prometteuses et nous travaillons avec, et non pour, les communautés locales pour les réaliser. Si une communauté en a besoin, nous accompagnons les projets de bout en bout, de la découverte à la planification, la construction et la mise en œuvre.

Au centre de notre modèle se trouvent deux outils financiers : un fonds philanthropique et un fonds de prêts. Notre fonds philanthropique est généralement utilisé pour financer des subventions de planification, permettant à une communauté d'évaluer les besoins locaux et les opportunités du marché, de concevoir le réseau et d'analyser le capital nécessaire pour mener à bien le projet. Ce processus est une opportunité cruciale pour l'engagement de la communauté, pour découvrir ce que les gens veulent, pour identifier les capacités de la main d'œuvre locale et les activités d'alphabétisation numérique nécessaires, et pour construire le soutien local (et les futurs clients).

La phase de planification ouvre la voie à l'accès aux fonds nécessaires à la construction d'un réseau, en réduisant les risques liés au capital futur par l'établissement d'une solide analyse de rentabilité et en montrant qu'un projet est viable sur le plan financier et opérationnel. Il s'agit d'une forme de diligence raisonnable pour notre fonds de prêts, dans le cadre duquel nous effectuons des investissements à faible taux d'intérêt allant de 300 000 à 50 millions de dollars, adaptés aux besoins d'un projet. Dans de nombreux cas, nous apportons d'autres sources de capitaux provenant d'organismes publics comme les banques de développement et d'investisseurs privés. Cette approche de financement mixte est la clé pour lever les capitaux de taille et de structure appropriées nécessaires pour accélérer l'équité numérique.

Les communautés peuvent résoudre ce problème, mais les gouvernements, les institutions financières multilatérales, les investisseurs d'impact et les organismes philanthropiques doivent engager les fonds nécessaires pour que cela soit possible. De nombreuses institutions financières sont à l'aise pour émettre des capitaux en grandes quantités, mais sont moins à même de travailler directement avec les projets qui ont besoin de financement. Des organisations comme Connect Humanity peuvent jouer un rôle d'intermédiaire, en s'assurant que les gros investissements sont distribués de manière responsable et durable aux projets qui peuvent faire le plus de différence. Il s'agit d'un modèle bien établi dans d'autres secteurs. Par exemple, Root Capital est un prêteur à but non lucratif qui finance des entreprises et des coopératives agricoles rurales dans des régions pauvres et écologiquement vulnérables d'Afrique, d'Amérique latine et d'Indonésie. En canalisant les fonds des grandes institutions d'investissement, Root Capital a émis 1,6 milliard de dollars de prêts à plus de 750 entreprises, contribuant ainsi à améliorer la vie de près de 10 millions de personnes dans des familles d'agriculteurs. Nous avons besoin de ces modèles de financement innovants si nous voulons changer la façon dont le haut débit est construit et parvenir à l'équité numérique.

La pauvreté numérique est un problème qui peut être résolu

Pendant trop longtemps, trop de gens ont supposé que la connectivité était omniprésente et ont négligé les fractures numériques qui existent entre les pays et au sein de ceux-ci. D'autres ont compris le besoin, mais ont considéré qu'il s'agissait d'un problème que le marché résoudrait, s'il avait suffisamment de temps. Il est clair aujourd'hui que ni l'un ni l'autre n'est vrai. Des milliards de personnes restent mal desservies et le modèle dominant de construction du haut débit ne permettra pas de les connecter. Pour accélérer l'équité numérique, le modèle doit changer.

Les communautés doivent comprendre qu'elles peuvent construire, posséder et exploiter des réseaux à large bande qui répondent à leurs besoins numériques. Nous avons besoin que la communauté Internet - y compris la philanthropie - comprenne qu'il s'agit d'une approche viable et fructueuse. Et nous avons besoin que les investisseurs comprennent que le financement de ces initiatives n'est ni aussi risqué ni aussi compliqué qu'ils ne le pensent - et que des organisations comme Connect Humanity sont prêtes à les aider.



RECOMMANDATIONS



Se concentrer sur l'équité numérique

Adoptez une approche globale de l'accès à l'Internet, en veillant à ce que toutes les communautés disposent d'un accès, d'outils et de compétences abordables afin de pouvoir naviguer et participer pleinement aux sociétés numérisées. La pleine équité numérique est essentielle pour remédier aux inégalités historiques et permettre à l'Internet d'être une force égalisatrice.



Poursuivre une politique et une réglementation efficaces

Travailler en partenariat pour plaider des politiques qui encouragent un marché soutenant une variété de fournisseurs et de modèles d'Internet, et contester les règles qui étouffent la concurrence et conduisent à ce que les communautés soient surfacturées et mal desservies.



Déployer les fonds de service et d'accès universels dans les communautés

Les USAF sont des fonds destinés à étendre l'accès à Internet aux zones mal desservies. Ils devraient être investis pour encourager la diversité des opérateurs, en mettant l'accent sur les réseaux communautaires fournissant la connectivité du dernier kilomètre.



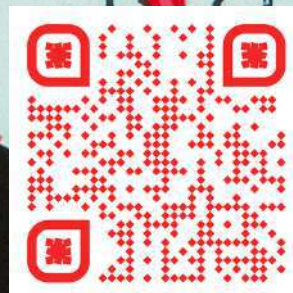
Établir des partenariats sur des mécanismes de financement innovants

Les réseaux communautaires nécessitent un mélange de financements que les mécanismes de financement traditionnels ne prennent pas en charge. Les investisseurs et les bailleurs de fonds peuvent travailler avec des intermédiaires spécialisés qui peuvent adapter la taille et les types de financement adéquats pour soutenir des réseaux communautaires viables.

ÉTUDES DE CAS



ÉCOUTEZ LE PODCAST DE FORUS
"UN ESPACE POUR NOUS"



Afrique de l'Ouest

La nécessité d'une transformation numérique ascendante

REPAOC

"Le service le plus important que nous puissions rendre aux membres à l'heure actuelle est la capacité de travailler en ligne pour accroître à la fois la communication interne au sein du réseau et externe avec les partenaires et les alliés."
(Julien Comlan Agbessi) 66

RECOMMANDATIONS

- La communauté internationale devrait renforcer la collaboration avec les pays du Sud en termes de soutien technique pour l'utilisation des technologies numériques.
- Des possibilités de financement et des ressources devraient être mises à disposition pour le développement des capacités numériques des OSC.
- Les compétences numériques des OSC africaines devraient être cartographiées, et des enquêtes conduites sur leurs perceptions et leurs capacités en termes d'utilisation des outils numériques.

L'Afrique de l'Ouest fait des progrès impressionnants en matière de coopération régionale. Si la récente montée de la violence et des conflits, ainsi que de l'extrémisme et d'autres menaces émergentes, a suscité des inquiétudes quant à sa dynamique future, les efforts de prévention des conflits se sont également améliorés, notamment de la part des organisations de la société civile. Avec l'émergence de la pandémie de COVID-19, les visites de terrain dans les territoires et les réunions internationales sont devenues impossibles, ce qui a eu un impact sur le travail de la société civile et de l'aide humanitaire. Pour que le secteur puisse fonctionner et continuer à apporter son soutien aux communautés, il devient nécessaire de se tourner massivement vers les communications en ligne. En accord avec les principes d'auto-apprentissage et d'apprentissage collectif, le REPAOC, la coalition régionale en Afrique de l'Ouest, a développé une série de formations de ses plateformes nationales membres sur l'utilisation optimale des TIC dans le contexte restrictif des réunions physiques. Cette activité de renforcement des capacités des membres, assurée par le partenaire iT4Life basé à Dakar, a un impact évident sur la qualité des interactions virtuelles avec les autres coalitions régionales, les réseaux internationaux et les partenaires. L'approche est ascendante et le travail est structuré autour des besoins réels des membres.

Plusieurs défis persistent dans la région pour tirer le meilleur parti du processus de numérisation. Juste avant la pandémie de coronavirus (COVID-19), plus de la moitié de la population mondiale (51 %) avait accès à l'internet, contre seulement 30 % en Afrique occidentale et centrale. En raison du confinement strict, de nombreux services clés n'étaient accessibles aux habitants de la région que par l'Internet. Depuis lors, le besoin d'une connectivité universelle, abordable et sûre a augmenté de manière exponentielle.

Pourtant, des défis persistent. Le premier défi concerne l'électricité, essentielle au processus numérique mais qui reste un défi pour 48% des Africains de l'Ouest. Le second défi concerne l'accès à un internet sûr, un aspect qui nécessite à la fois des investissements et une réglementation de la part des pouvoirs publics de la région. En Afrique de l'Ouest, moins de 5% des ménages possèdent un ordinateur, tandis que seulement 41,5% de la population a accès à un réseau mobile.

Dans l'ensemble, la société civile de la région est également confrontée à plusieurs obstacles en termes de fonctionnement et de liberté d'expression. Le REPAOC a identifié le besoin non seulement de renforcer les récits nationaux sur le travail de la société civile, mais aussi de créer des récits internationaux plus sains sur le travail de la société civile africaine et de faire un effort significatif pour améliorer les partenariats. En ce qui concerne la possibilité de mobilité, le traitement inéquitable des OSC africaines en termes de visas de voyage nécessite une attention et une solidarité accrues de la part des organisations et institutions internationales de la société civile, en particulier dans le Nord. Les organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest sont conscientes des enjeux et des défis et de la nécessité d'un changement de paradigme pour des relations gagnant-gagnant en termes de relations internationales. Les pays du Nord ne peuvent pas faire primer leurs intérêts en imposant leur vision du monde à l'Afrique, ou en mettant en œuvre des mesures et des politiques restrictives. C'est vers un partenariat plus égalitaire et horizontal que nous devons travailler ensemble.

Corée du Sud

Faire progresser l'utilisation des technologies numériques en Corée du Sud

KCOC

RECOMMANDATIONS

- Améliorer le cadre de l'Internet en Corée du Sud.
- Permettre à la société civile de jouer le rôle de "connecteur" entre les communautés et les décideurs politiques lorsqu'il s'agit de la numérisation.

"Une autre méthode que nous avons essayée est l'utilisation du métavers. Cette méthode est différente du zoom dans la mesure où une communication bidirectionnelle peut avoir lieu simultanément. Dans notre institution, la plus jeune génération apprend, applique et utilise généralement cette méthode." ⁶⁷
Jaeun SHIN

Selon Freedom House, la Corée du Sud a connu une amélioration de la liberté sur Internet, attribuée au démantèlement des exigences d'enregistrement du nom réel pour les commentaires en ligne pendant les périodes électorales. Cependant, la Cour Constitutionnelle a réaffirmé que la diffamation en ligne était un délit pénal et le harcèlement en ligne, en particulier les nouvelles formes de violence à l'égard des femmes, médiatisées numériquement, se poursuit. Ces dernières années, on a assisté à une prolifération de modèles politiques et réglementaires, la Corée du Sud expérimentant, innovant et partageant ses expériences et pratiques politiques en matière de gouvernance électronique, avec une approche nationale distincte.

Grâce à la mise en œuvre du plan directeur 2021-2025 sud-coréen pour le e-gouvernement, la prestation de services s'est améliorée, la fiabilité et la transparence ont augmenté ; les citoyens peuvent accéder aux données du gouvernement et peuvent soulever leurs problèmes et partager leurs plaintes facilement. Le service d'assistant virtuel du gouvernement coréen, par exemple, fournit aux communautés des informations administratives personnalisées étroitement liées à leur vie quotidienne.

Le COVID-19 a toutefois entraîné l'émergence de "conflits" dus à l'élargissement du fossé numérique. Les organisations de la société civile sont de plus en plus actives pour soutenir les communautés dans l'accès aux outils numériques et plaident pour la transparence en matière de droit à la vie privée et d'utilisation des données. Le KCOC, en tant que réseau d'organisations de la société civile en Corée du Sud, a mis en place un comité spécial pour répondre au COVID-19 et utilise de plus en plus la numérisation pour communiquer sur ses activités, par exemple sur l'impact de la société civile sur la coopération internationale au développement, pendant le processus électoral dans le pays.

Au début de la pandémie, les organisations membres avaient besoin d'acquérir des connaissances de base sur le COVID-19. Pour y remédier, le KCOC a organisé trois webinaires avec des experts en maladies infectieuses. Le webinaire a été diffusé sur YouTube afin que chacun puisse le regarder à tout moment. La communication en ligne de la plateforme est devenue un outil stratégique pour faire avancer des récits clairs sur la société civile dans le pays. Elle ne s'intéresse pas au "nombre de clics" mais plutôt au développement de plusieurs canaux pour différents groupes d'âge afin que l'information soit accessible à toutes les générations. Pour la Journée mondiale de l'aide humanitaire, le KCOC a mélangé les dimensions en ligne et hors ligne pour développer une campagne proche des intérêts des citoyens.

Même si en Corée, la numérisation avait déjà considérablement progressé avant le COVID-19, la pandémie a rendu l'espace numérique aussi important que l'espace physique. Cependant, à côté des résultats positifs, les conflits causés par la numérisation s'intensifient également. Les conflits comprennent un écart grandissant dans l'acquisition et l'accès à l'information par le biais des médias numériques, ce qui élargit à son tour l'écart des possibilités d'activités sociales et de bénéfices économiques. Les différences d'équipement numérique et de capacités d'utilisation entraînent des clivages importants en termes de revenus, de compétitivité et de pouvoir financier. De même, le conflit entre les industries qui ont facilement adopté la numérisation et celles qui ne l'ont pas fait, et le conflit entre ceux qui ont un emploi et les autres qui sont au chômage en raison de la fracture numérique préoccupent les organisations de la société civile.

Guatemala

Les jeunes autochtones & la numérisation "à leurs propres conditions"

CONGCOOP



La coordination des ONG et des coopératives du Guatemala (CONGCOOP) a lancé un centre de formation virtuel pour offrir à ses membres, et aux jeunes autochtones en particulier, l'expertise qui soutiendra le développement d'un nouveau leadership dans le pays.

Le Guatemala compte une population d'environ 16 millions d'habitants, dont 43,8 % sont d'origine indigène maya et plus de la moitié sont des jeunes. L'éducation est l'une des principales faiblesses du pays. La qualité de l'enseignement est médiocre et n'atteint pas une grande partie de la population. En outre, les infrastructures sont insuffisantes et l'accès à Internet est limité.

Les jeunes vont souvent à l'école dès leur plus jeune âge mais sont contraints d'abandonner leurs études pour gagner de l'argent. Pour beaucoup d'entre eux, la scolarisation ne débouche pas nécessairement sur un apprentissage. Le Guatemala compte 22 langues mayas, mais les jeunes autochtones, en particulier, ne trouvent pas de ressources éducatives dans leur langue maternelle.

Avec le soutien de Forus, la CONGCOOP a développé une plateforme d'apprentissage numérique et mis en œuvre un programme de leadership pour les jeunes. La plateforme a également développé des programmes de télévision et de radio pour aider les jeunes peu alphabétisés à s'exprimer, à partager leurs points de vue et des récits alternatifs sans avoir recours aux médias écrits. En ce qui concerne plus particulièrement les jeunes autochtones, leur participation pleine et effective à "l'ère de l'information" doit se faire à leurs propres conditions.

De nombreux progrès ont été accomplis, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant que cet appel ne soit pleinement réalisé. La pandémie de COVID-19 a souligné l'urgence d'accélérer les progrès en matière d'inclusion numérique, mais elle a également mis en évidence les inégalités numériques saisissantes entre les pays et au sein de ceux-ci, en particulier pour les communautés autochtones qui restent mal desservies et n'ont souvent pas les mêmes chances d'acquérir les compétences numériques nécessaires pour tirer le meilleur parti des technologies émergentes.

Malgré un accès limité à l'Internet, la plupart des jeunes autochtones du Guatemala ont un intérêt profond pour le monde virtuel, et disposent d'un téléphone portable, qu'ils utilisent généralement pour communiquer entre eux sur les réseaux sociaux, explorer le monde, recevoir des formations, poursuivre leurs études et partager leur culture. Les espaces virtuels ont permis aux jeunes de développer des initiatives et de stimuler leur créativité. À l'ère du numérique, le monde virtuel peut être un excellent espace pour partager les coutumes, les besoins, les affirmations culturelles et les visions du monde des peuples autochtones. De même, les opportunités numériques peuvent également être un excellent outil pour les jeunes afin de renforcer leur lutte pour réclamer de nombreux droits qui leur ont été refusés en tant que jeunes, en tant que peuples indigènes et en tant qu'êtres humains dignes.

RECOMMANDATIONS

- Les jeunes autochtones devraient avoir la possibilité de partager la culture, les coutumes, les besoins et la vision du monde des peuples autochtones en utilisant les moyens numériques.
- Les jeunes indigènes devraient avoir la possibilité d'accéder à des formations et de poursuivre leurs études en ligne.

Taiwan

Six façons dont la société civile peut façonner la numérisation

TAIWANAID

"La vraie question est de savoir si nous sommes prêts à sortir de notre zone de confort pour apprendre et nous adapter à un nouvel environnement numérique. Pour moi, le problème le plus important est la confiance. Et les OSC de Taïwan gagnent la confiance des gens dans le cyberspace." Jay Hung ⁶⁸



Avec une population totale de 23 millions d'habitants, le nombre d'utilisateurs de technologies numériques à Taïwan est supérieur à 20 millions. La pénétration de l'Internet est de 91 % et celle des réseaux sociaux de 89,4 %. Taiwan Aid estime que la société civile joue six rôles différents par rapport à la numérisation à Taïwan.

Le premier rôle est celui "d'éducateurs", car certaines OSC ont choisi d'investir dans le renforcement des capacités numériques de la société civile et des groupes défavorisés.

Deuxièmement, en créant un site web, en utilisant les réseaux sociaux et en produisant du contenu multimédia, la société civile s'est transformée en une sorte "d'auto-média", diffusant des informations et des récits de manière indépendante.

Troisièmement, les OSC servent de défenseurs pour une politique transparente et des données ouvertes.

Quatrièmement, les OSC jouent le rôle de "gardiens" protégeant les enfants contre la cyberpornographie ou le harcèlement, s'attaquant aux fausses nouvelles et aux rumeurs en ligne.

Cinquièmement, les OSC sont des analystes. Par exemple, "Données pour le Bien Social" est un programme de bourses, générant des données de divers utilisateurs, qui a attiré des centaines de volontaires, experts scientifiques en données, pour aider plus de 40 ONG, et le gouvernement, à développer des outils pour prendre des décisions basées sur les données pour de meilleurs services sociaux.

Sixièmement, nous pouvons tous jouer le rôle de citoyens numériques. Par exemple, Taiwan GOV est la troisième plus grande communauté de collaboration ouverte en ligne au monde, dont les contributeurs sont des développeurs de logiciels, des concepteurs, des militants, des éducateurs, des écrivains, des citoyens et des internautes de toutes les professions se réunissant dans le cyberspace avec l'espoir d'améliorer la société civile taïwanaise par la technologie et la collaboration. Le Covid-19 a accéléré la transformation numérique. Une meilleure utilisation de la technologie numérique devrait permettre aux citoyens d'avoir plus de contrôle au lieu que le gouvernement en prenne plus.

RECOMMANDATIONS

- S'orienter vers des données ouvertes et une politique transparente.
- Construire un meilleur cadre juridique national pour la numérisation.
- Créer des mécanismes de prise de décision numérique participatifs et démocratiques.
- Renforcer la culture numérique à tous les niveaux de la société taïwanaise.

Lettonie

Le rôle des technologies numériques dans le soutien des actions de solidarité en faveur de l'Ukraine

LAPAS

"Je ne pouvais tout simplement pas rester à la maison alors qu'à 1 000 kilomètres de la Lettonie, des femmes et des enfants vivent sans toit. J'ai donc décidé d'aider" Extrait d'un post Facebook écrit par un Letton une semaine après le début de l'invasion russe en Ukraine. ⁶⁹



Depuis le début de la guerre, 21 981 civils ukrainiens ont été enregistrés en Lettonie, selon les dernières informations du Ministère de l'Intérieur. Le petit État balte, qui a des frontières communes avec la Russie et le Bélarus, s'est mobilisé pour soutenir l'Ukraine. Dans l'ensemble, la réaction de la société lettone à l'agression russe a été marquée par un élan de soutien et de solidarité envers l'Ukraine. Depuis l'invasion, le public a fait un don de près de 6 millions d'euros et plusieurs entreprises ont apporté une contribution financière et matérielle. Les citoyens privés et les organisations de la société civile se sont engagés dans un large éventail d'activités de soutien, notamment la fabrication de herses que les forces ukrainiennes peuvent utiliser pour ralentir l'avancée de l'armée russe et le financement du travail des médecins lettons en Ukraine.

Comme le rapporte la LAPAS, Leva Adamsonsone, une créatrice de mode lettone, a codéveloppé, avec des organisations de la société civile, le projet "Eliza", une initiative qui a débuté après le début du conflit. Le projet, qui est actuellement reproduit dans d'autres pays comme l'Estonie, le Danemark, l'Allemagne et les États-Unis, consiste à créer des filets de camouflage pour acheminer l'aide humanitaire et pour couvrir les fenêtres des bâtiments afin de ne pas être détecté. Le projet est entièrement basé sur les dons et le travail volontaire de la société civile lettone. Des bénévoles, mais aussi des écoles, des collectifs et des centres de jour participent à cette initiative qui sert également d'espace fédérateur pour les familles et les membres de la communauté.

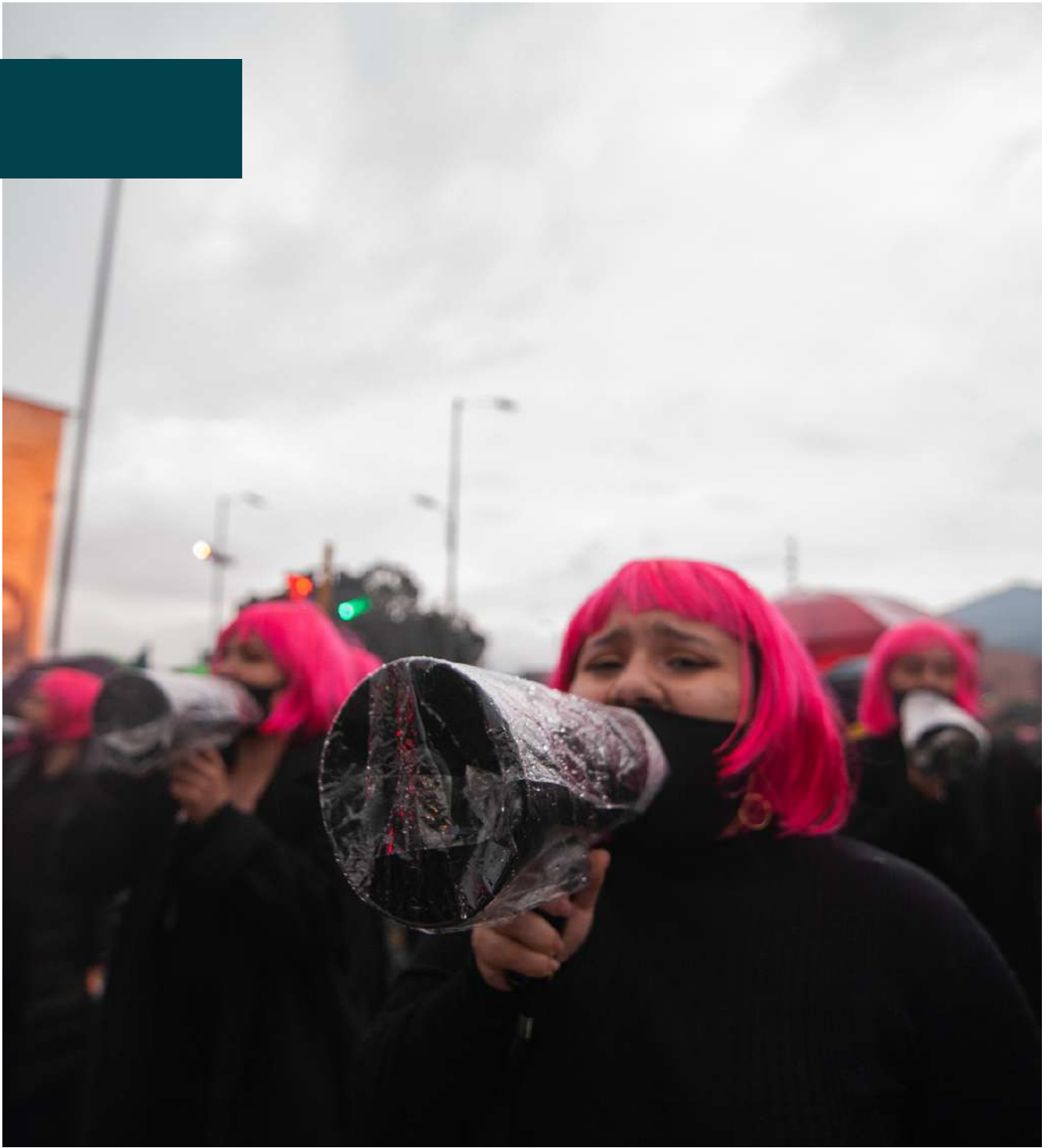
Les plateformes de réseaux sociaux ont été utilisées pour coordonner les activités et montrer la vie en Ukraine depuis l'invasion russe, devenant ainsi "de puissantes munitions dans une guerre de l'information", les gens du monde entier vivant viscéralement la guerre à travers les flux de réseaux sociaux. Le militantisme des hashtags déclenché par le conflit influence la couverture médiatique générale, représentant une "opportunité de transformation pour injecter de nouveaux récits ou pour changer les récits et la façon dont nous parlons de ce qui se passe dans le contexte de cette guerre". Cependant, la guerre en Ukraine s'accompagne d'une menace omniprésente de cyber catastrophe, et si un grand piratage n'est pas encore arrivé, la bataille en ligne continue de s'intensifier, avec des citoyens dans des positions de plus en plus vulnérables, à la fois en ligne et hors ligne.

RECOMMANDATIONS

- Augmenter le soutien et les ressources des OSC impliquées dans l'aide et d'autres initiatives visant à soutenir le peuple ukrainien.
- Veiller à ce que les OSC puissent acquérir les compétences numériques nécessaires pour dissuader et détecter les cyberattaques graves, et accéder à des logiciels de sécurité numérique appropriés pour se protéger en ligne.

3.

CONSTRUIRE DES RÉCITS ALTERNATIFS POUR RENFORCER L'ESPACE CIVIQUE





Le pouvoir des récits ⁴⁶

Dans le contexte de la tendance mondiale croissante au rétrécissement de l'espace civique dans de nombreux pays à travers le monde, les principales organisations de la société civile concentrent de plus en plus leur attention sur l'utilisation du pouvoir des récits pour inspirer une action collective en vue d'un changement positif et pour explorer comment être plus efficace dans la compréhension et la réponse aux changements de l'espace civique dans différents contextes. ⁴⁷

Pourquoi les récits sont-ils importants ? Dans le livre "Pouvoir narratif et action collective", publié dans le cadre d'une collaboration entre Oxfam et On Think Tanks, Isabel Crabtree Condor a interrogé plus de 20 personnes sur leur rôle dans l'élaboration des récits, dans le cadre du travail d'Oxfam sur la protection et l'ouverture de l'espace civique. ⁴⁸ Divers militants ayant contribué à la publication ont fourni les explications suivantes sur l'importance des récits :

"Les récits sont une forme de pouvoir qui peut mobiliser et relier, mais aussi diviser et isoler. Les récits sociaux, publics ou dominants aident à légitimer les relations de pouvoir existantes, à les soutenir ou à les faire paraître naturelles."

Les récits sont constitués de nombreuses histoires, de tweets, de contenus en ligne, de conversations hors ligne. Ils maintiennent en place des idées profondément ancrées sur la société et les gens, pour le meilleur et pour le pire.

Les connaissances narratives et le cadrage du "savoir-faire" peuvent nous aider à ouvrir l'espace civique, à mieux collaborer et à amplifier d'autres voix, ce qui nous aide à faire partie du plus grand "nous" que nous puissions être."

"Les récits sont une interprétation de la réalité qui sert les intérêts du groupe qui les construit. Et elles peuvent avoir un impact très direct sur l'action et le comportement des gens." "

"Les récits concernent le pouvoir invisible : comment les perceptions, les systèmes de croyance et l'idéologie façonnent la façon dont les gens définissent ce qui est "bien" et ce qui est "mal". "Les récits sociaux, publics ou dominants aident à légitimer les relations de pouvoir existantes, à les soutenir et à les faire paraître naturelles. Il est utile de penser aux récits en termes de pouvoir, car alors l'action collective et la collaboration créative sont clairement la seule voie à suivre si nous voulons dévier ou perturber ces dynamiques de pouvoir".



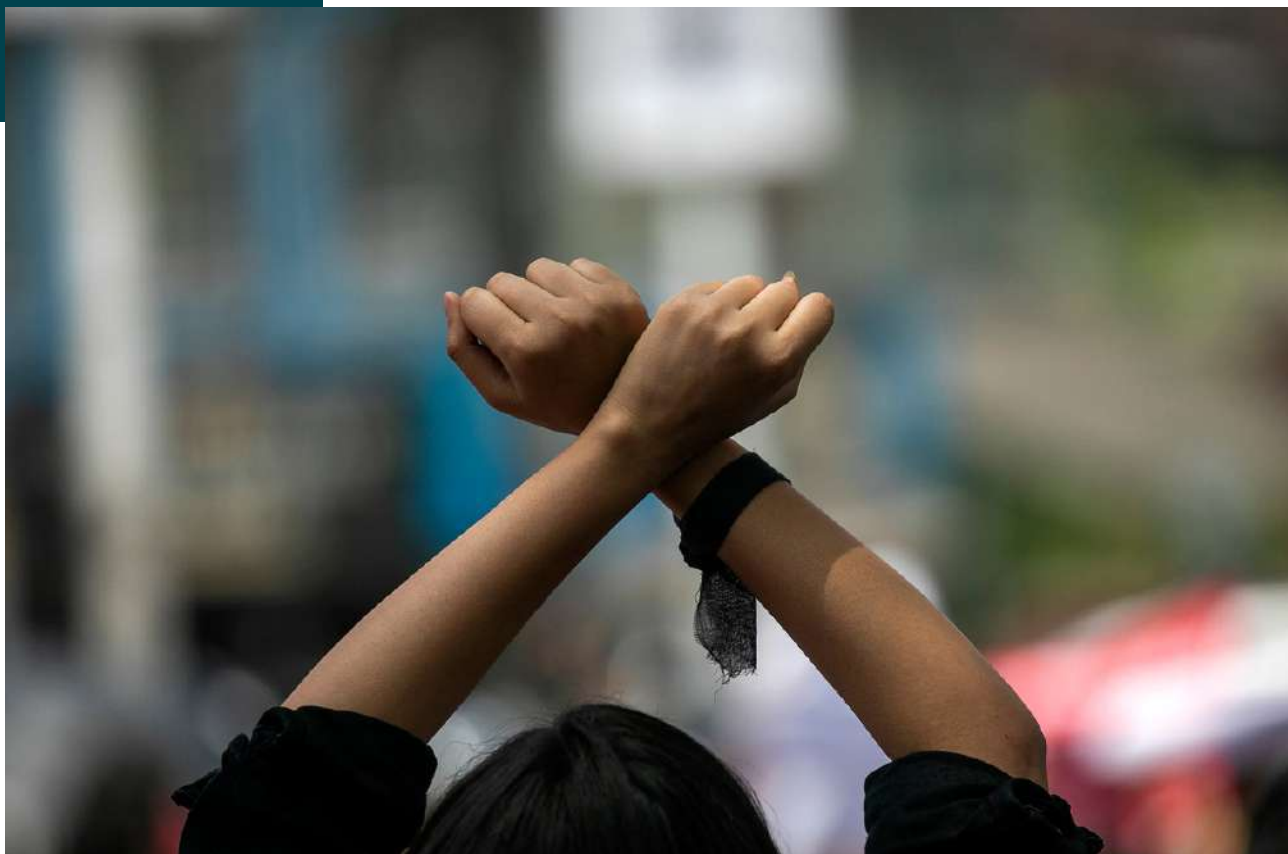
🕒 Récits dominants et rétrécissement de l'espace civique

L'une des principales raisons pour lesquelles les militants de la société civile commencent à construire des " récits alternatifs " est la prise de conscience croissante que les récits dominants promus sapent le militantisme. La diffusion de ces récits de plus en plus dominants et négatifs, qui visent en particulier les militants des droits humains et de l'égalité des sexes, ainsi que les défenseurs de l'environnement, est utilisée par différents groupes pour maintenir en place certaines idées ou certains ensembles de relations de pouvoir existantes.

"Les campagnes de dénigrement tendent à présenter les OSC comme menaçantes, soit en raison des causes qu'elles défendent, soit en raison des groupes qu'elles protègent. Elles sont dépeintes comme une menace pour la sécurité, la culture et la religion, l'économie et l'ordre social "naturel". Ces récits sont susceptibles de dominer le discours public lors des campagnes de dénigrement. Les récits dominants forment le "sens commun" auquel votre public se réfère pour donner un sens aux faits. Lorsque les militants répondent aux campagnes de dénigrement, ils présentent souvent des faits bruts et attendent de leur public qu'il partage la même compréhension qu'eux. Par exemple, les OSC peuvent souligner que le gouvernement a lancé x enquêtes administratives sur les OSC cette année. Les OSC peuvent s'attendre à ce que leur public reconnaisse instinctivement que a) c'est un problème et b) les autorités harcèlent les défenseurs des droits humains dans le but de faire taire les critiques. Mais si le récit dominant dans les médias ou les médias sociaux a été que les OSC sont corrompues, le public peut simplement décider qu'il y a une bonne raison d'enquêter sur les OSC et que le nombre d'enquêtes reflète l'ampleur du problème" ⁴⁹

La popularisation de ces récits négatifs a souvent pour conséquence que les militants et les défenseurs bénéficient d'un soutien et d'une protection publics moindres lorsqu'ils sont victimes d'attaques ou lorsque des efforts sont déployés pour saper ou restreindre leur travail d'intérêt public.

Un nombre croissant d'organisations de la société civile pensent qu'elles peuvent favoriser une meilleure compréhension et un meilleur soutien du public pour leur travail en élaborant leurs propres récits alternatifs et positifs. Cela contribuera à créer une base sociétale plus solide pour le travail d'intérêt public des OSC et à assurer une meilleure protection publique des militants et des défenseurs des droits humains contre les attaques injustifiées des autorités ou d'autres intérêts puissants.



"L'un des moteurs de la fermeture de l'espace civique est lié au pouvoir de certains récits".

"Nous voyons des récits convaincants qui sont liés à des formes anciennes et profondes de pouvoir, de préjugés et de peur. Ils sont utilisés pour saper le travail de la société civile et pour attaquer les militants et les personnes qui revendiquent leurs droits humains. Ils sont également utilisés pour persuader les gens que le statu quo est inévitable, que le changement n'est pas possible et que la participation ou le militantisme sont inutiles. Ils maintiennent en place les idées qui ne servent pas la majorité. La rhétorique populiste est de plus en plus visible. Elle fait appel aux émotions et aux valeurs des gens, parfois même en utilisant le langage des droits humains. Cela nuit aux efforts de solidarité, de paix et de justice sociale."

"Dans de nombreux pays du continent, nous voyons la droite religieuse pousser sa rhétorique anti-avortement, anti-LGBTI, anti-travail sexuel, et les gouvernements y adhèrent. Cela entraîne la mort de personnes ou leur stigmatisation, leur marginalisation, et le fait qu'elles soient considérées comme des citoyens de seconde zone, ou pire, comme des sous-hommes".

"A JASS, nous nous efforçons de comprendre le rôle du pouvoir dans l'aggravation de la persécution des femmes défenseurs des droits humains et comment les récits façonnent cette dynamique du pouvoir. ⁵⁰

"Une partie du rôle d'un récit est de changer les modes de pensée problématiques qui prévalent parmi votre public, ou ce que votre public prend pour du 'bon sens'. Au lieu de présenter des faits nus, un récit explique les faits que vous voulez mettre en évidence de telle sorte que le public les reconnaisse comme problématiques. Pour ce faire, il rappelle au public des valeurs profondément ancrées et stimule l'empathie. Cela encourage le public à reconnaître qu'il partage vos valeurs et votre vision du monde. Le récit montre alors qu'il existe une dissonance entre les valeurs du public et la situation." ⁵¹

Construire des récits alternatifs

Vision d'un monde meilleur

Les pratiques et recherches existantes liées à la construction de récits alternatifs suggèrent qu'au lieu de rejeter ou de contrer constamment les messages négatifs promus par les récits dominants, les OSC devraient s'engager dans la construction de leurs propres récits publics alternatifs et positifs.

"Les récits sont un espace contesté - ou du moins ils devraient l'être - pour les mouvements sociaux et les organisations qui veulent voir le monde changer. Les mouvements sociaux doivent également avoir leurs propres récits s'ils veulent contester le pouvoir et modifier les récits dominants qui façonnent nos sociétés. Des récits qui parlent vraiment et proposent notre vision d'un monde différent."

52

Cocréation de récits alternatifs.

Les organisations de la société civile qui ont mené le travail de construction de récits alternatifs soulignent également l'importance de ne pas "imposer" ces récits aux différents groupes et circonscriptions, mais plutôt de coconstruire des récits avec eux afin de construire des relations et une compréhension nouvelle et différente.

"Le travail narratif consiste à modifier ce qui est "connu" d'un groupe de personnes ou d'une situation. Il ne s'agit cependant pas de "convaincre" les gens, mais plutôt de construire des relations et une compréhension nouvelle et différente. La co-construction de récits peut être un moyen essentiel d'établir des liens avec différents groupes d'intérêt et de créer une solidarité entre les groupes, y compris ceux qui n'avaient pas au départ la même perspective ou le même accord. Il s'agit autant d'écouter les histoires que de raconter des histoires."

53

Construction de mouvements

Les récits peuvent mobiliser et relier, mais aussi diviser et isoler. Les récits sociaux, publics ou dominants contribuent à légitimer les relations de pouvoir existantes, à les étayer et à les faire paraître naturelles. Il est utile de penser aux récits en termes de pouvoir, car l'action collective et la collaboration créative sont alors clairement la seule voie à suivre si l'objectif est de détourner ou de perturber ces dynamiques de pouvoir.

” Les connaissances narratives et le savoir-faire en matière de cadrage peuvent nous aider à ouvrir l'espace civique, à mieux collaborer et à amplifier d'autres voix, ce qui nous permet de faire partie du plus grand "nous" possible. Ce travail dépasse le cadre d'une seule organisation ou d'un seul secteur. Pour modifier ou changer les récits figés qui maintiennent le statu quo, il faudra une collaboration et une action collective créative à une échelle jamais vue auparavant” ⁵⁴

Les OSC impliquées dans la construction de récits alternatifs sont également encouragées à chercher à établir des partenariats plus mutuellement bénéfiques avec d'autres organisations. La mise en commun des ressources est considérée comme offrant de meilleures possibilités de s'attaquer aux problèmes et d'avoir un impact collectif. Les OSC sont encouragées à établir ces liens avec d'autres OSC locales, ainsi qu'avec des OSC nationales, régionales et internationales. Une coordination efficace, le partage des ressources et une communication transparente sont considérés comme importants pour renforcer la solidarité, qui est un facteur clé de la résilience de la société civile et un atout précieux dans la poursuite de la démocratie, de la paix, du développement durable et des droits humains.

Ne laisser personne de côté.

Le pouvoir des mouvements et le potentiel transformateur du pouvoir collectif sont également vraiment importants à comprendre lors de la construction de nouveaux récits. Le travail de construction de récits relève d'une approche et de stratégies collectives pour le bien commun et ne peut donc pas être réalisé par des individus seuls. Le pouvoir collectif implique de se demander : "Qui a été laissé de côté avant" ? Qui n'a pas participé à l'élaboration des stratégies lorsque ces droits ont été obtenus la première fois ? Au fur et à mesure que de nouveaux récits se construisent, l'attention est donc portée sur la manière dont les différentes voix et le pouvoir collectif peuvent contribuer à faire en sorte que personne ne soit laissé de côté.



L'importance des cadres narratifs. ⁵⁵

Les militants impliqués dans la construction de récits alternatifs soulignent le rôle essentiel des "cadres narratifs". Par exemple, une campagne de dénigrement peut alléguer que les OSC sont des agents étrangers payés par des gouvernements ou des philanthropes avec des intentions malignes pour nuire aux intérêts nationaux. Et dans cet exemple, le cadre dominant qu'ils ont entendu à propos des OSC par le biais d'une campagne de dénigrement est qu'elles sont des agents étrangers. En contredisant directement un cadre ou en utilisant un format qui casse les mythes, la désinformation risque de s'imposer lorsqu'elle est entendue par des personnes autres que celles qui la soutiennent déjà. Si les OSC réagissent en prouvant qu'elles sont indépendantes de leurs donateurs ou que ces derniers soutiennent des causes conformes aux obligations légales du pays, ce message ne modifie pas l'image selon laquelle les OSC ont des liens avec l'étranger, ce qui risque d'avoir des connotations négatives. Au contraire, il maintient le cadre centré sur les OSC ayant des liens avec l'étranger et tente de prouver qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Mais les gens ont tendance à penser en fonction de cadres. Les faits qui entrent en conflit avec les cadres ont tendance à "rebondir" et ne parviennent pas à faire évoluer les attitudes ou les mentalités des gens. Les gens ont tendance à s'en tenir au cadre dominant et à rejeter les faits qui ne sont pas compatibles avec celui-ci. Il est donc important de prêter beaucoup d'attention aux cadres narratifs existants lorsque l'on tente de construire des récits alternatifs.

L'importance de l'expérimentation, de l'innovation et des approches ascendantes.

L'objectif global de la construction de récits alternatifs est d'influencer positivement les perceptions et les attitudes du public, et cela prend du temps. Il est important que les initiatives de construction de récits alternatifs adoptent une approche à plus long terme, et que des opportunités régulières soient intégrées au processus pour le retour d'information, la réflexion, l'innovation et l'expérimentation. ⁵⁶ Le travail expérimental réalisé par JustLabs sur la construction de récits alternatifs est très instructif à cet égard. ⁵⁷ Malheureusement, leurs conclusions indiquent que les mécanismes de financement actuels n'encouragent pas l'innovation et l'expérimentation, car ils ont tendance à soutenir des projets à plus court terme (2-3 ans maximum) avec des objectifs clairement définis à atteindre. Il y a donc un travail considérable de plaidoyer à mener dans ce domaine, pour essayer d'influencer les donateurs afin qu'ils s'assurent que le financement fourni permette et soutienne une construction narrative efficace, en s'appuyant sur l'expérience et les idées d'organisations telles que Just Labs qui ont mené ce type de travail.

ECHOUE, ou une première tentative d'apprentissage, est quelque chose que James Savage, du Fonds Mondial pour les Droits Humains Mondiaux, encourage les bailleurs de fonds à ne pas se contenter d'être enthousiastes, mais être incités et rendre possible.⁵⁸ Il suggère quelques points clés à garder à l'esprit pour les financeurs qui souhaitent soutenir le travail de changement narratif :

- Se concentrer sur le *processus*, et non sur le produit, et financer le processus. Le travail sur le changement des normes, des perceptions et des courants profonds de la société a des délais et des mesures de changement différents !
- Incluez le risque, les résultats imprévisibles et l'expérimentation. Le " succès " est redéfini par l'apprentissage, les itérations et les " ECHECS " précédents.
- Comprenez l'objectif d'un bailleur de fonds comme " l'accompagnement d'un parcours d'apprentissage et la construction d'un pouvoir narratif ", et traduisez-le directement dans un cadre de redevabilité axé sur les changements et l'apprentissage plutôt que sur l'impact.
- Donnez des ressources aux acteurs locaux du changement narratif & favorisez la connexion pour un soutien mutuel, l'apprentissage et la collaboration. Beaucoup de petites initiatives peuvent être la réponse.
- Soutenir une infrastructure de travail narratif avec les moyens de disperser largement et d'immerger profondément dans le temps des récits qui façonnent la manière dont les normes sociétales sont établies.

"Soyez le récit"

L'une des principales conclusions du travail de construction narrative des principales OSC, et de Just Labs en particulier, est que, pour tenter de répondre efficacement aux récits nuisibles, les OSC ont intérêt à concentrer leur énergie sur l'action collective et la création de nouveaux récits axés sur leurs valeurs et ce qu'elles défendent. Toutefois, elles ont également constaté qu'il ne suffit pas que les OSC parlent authentiquement de leurs valeurs ou de ce qu'elles défendent, mais qu'elles doivent aussi faire les choses différemment. Ils soulignent que les OSC doivent agir de manière à donner vie à ces valeurs au quotidien, ou s'attendre à être interpellées pour cela. Ils soulignent qu'il est important que les OSC fassent ce qu'elles disent (c'est-à-dire "mettre en pratique ce que vous prêchez") car cela renforce la confiance du public.⁵⁹

Renforcer les relations avec les communautés locales.

Les principales OSC impliquées dans le travail de construction de récits alternatifs soulignent que les personnes que les OSC prétendent représenter ne sont souvent pas à la table ou dans la conversation lorsque les priorités générales sont identifiées. Certaines affirment que les OSC n'ont pas réussi à s'engager réellement auprès des citoyens et à représenter leurs intérêts.⁶⁰ Ils estiment que les OSC doivent changer cette dynamique pour rester pertinentes, résilientes et à l'écoute des besoins sur le terrain. D'autres affirment qu'en élaborant des récits alternatifs et en utilisant des termes et des histoires plus convaincants et plus faciles à comprendre, les OSC peuvent commencer à améliorer la perception que le public a d'elles.⁶¹ Cela peut à son tour ouvrir des opportunités pour renforcer les relations entre les OSC et les partenaires locaux ou les citoyens. Il est affirmé que les OSC doivent donner la priorité à cette connexion pour établir la confiance et la légitimité parmi leur base, et que si cette confiance n'est pas établie, il sera très difficile pour les OSC de lutter contre le rétrécissement de l'espace civique qu'elles connaissent. Il est également souligné que les communautés locales disposent de leurs propres systèmes de connaissances et moyens de production culturelle qui sont essentiels pour mettre en avant de nouveaux récits, pour revendiquer un espace et contester les récits conservateurs dominants qui contribuent à l'oppression et à la marginalisation.⁶²



Trouver des opportunités d'influencer les personnes au pouvoir.

Dans les conversations autour du changement ou du renforcement de l'espace civique, les OSC qui ont été impliquées dans le travail de construction narrative, soulignent le fait que le gouvernement est souvent présenté comme l'ennemi.⁶³ Mais certaines pensent que de nouveaux mécanismes sont nécessaires pour encourager l'État à reconnaître que l'espace civique évolue, et que les gens doivent pouvoir influencer les processus politiques et la prise de décision. Ils pensent que les OSC devraient trouver un moyen de travailler avec les gouvernements locaux qui complètera leur travail. Reconnaisant l'influence du gouvernement sur la société civile, on insiste souvent sur l'importance d'établir une relation entre la société civile et les personnes au pouvoir, lorsqu'une telle relation est possible. Alors que les manifestations sont considérées comme une approche légitime et très efficace dans de nombreux cas, il est affirmé qu'il existe d'autres cas où la société civile et le gouvernement, en particulier au niveau local, peuvent avoir des objectifs similaires et des possibilités de collaboration, par exemple en matière d'éducation ou d'amélioration de la prestation de services. Par conséquent, si les OSC peuvent trouver de petites ouvertures pour coopérer avec les personnes au pouvoir sur des questions non sensibles qui font progresser le développement ou le capital humain, par exemple, cela peut commencer à faire évoluer la mentalité du gouvernement sur la valeur de la société civile en général. Avec le temps, cela peut créer des ouvertures pour influencer des politiques plus larges qui affectent les droits humains, la démocratie et l'espace civique.

Simplifier et communiquer le récit.⁶⁴

L'incapacité des OSC à communiquer l'importance de leur travail en des termes compréhensibles pour les personnes extérieures aux domaines de la démocratie, des droits humains et du développement peut avoir de graves conséquences. Que le public se situe au niveau international, national ou local, le message des OSC et de leurs membres doit être simplifié et plus direct.⁶⁵ Si l'expression "espace civique" ne trouve pas d'écho auprès des gens ordinaires, elle doit être remplacée par des exemples concrets de la manière dont les restrictions entravent la vie des gens. Si le terme "droits humains" est trop abstrait, les OSC devraient parler de la capacité des individus à exprimer librement leurs opinions sans répercussion, ou de la capacité des gens à voter pour le candidat qu'ils préfèrent. Il est également possible de changer les récits dominants en documentant les succès. Les OSC peuvent diffuser un récit positif en faisant connaître leurs réalisations, au-delà des donateurs, aux autorités locales et à la société. En présentant leur travail sous forme de messages pertinents et attrayants, ces organisations peuvent faire sensibiliser à ce qu'elles font et à son importance.

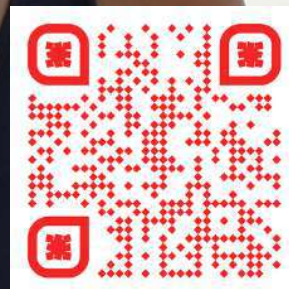
Plaidoyer en faveur d'un financement à plus long terme, et flexible pour le travail de construction de récits.

Les modèles traditionnels de financement des gouvernements et des fondations internationales posent souvent des problèmes par rapport au travail alternatif de construction de récits. La courte durée de la plupart des financements de l'aide internationale (3 à 5 ans) ne permet pas de renforcer les capacités à long terme ni d'assurer la véritable durabilité des projets. Dans ce contexte changeant, où les défis de la société civile en matière de construction de récits et de diffusion nécessitent une planification et un investissement à long terme, l'approche "habituelle" ne produira pas de résultats significatifs. Les OSC devront se battre pour obtenir des options à plus long terme et plus flexibles de la part des donateurs traditionnels. Parallèlement, les donateurs non traditionnels doivent rechercher des modèles de financement alternatifs offrant des investissements à plus long terme et des allocations de fonds plus flexibles, adaptées à l'évolution du contexte. Et en s'efforçant de simplifier le récit et de mieux communiquer leurs histoires, leurs valeurs et leurs besoins, les OSC devraient être en mesure de faire valoir leurs arguments auprès de nouveaux donateurs non traditionnels (particuliers, entreprises, investisseurs d'impact et autres).



ÉTUDES DE CAS

ÉCOUTEZ LE PODCAST DE FORUS
"UN ESPACE POUR NOUS"



Bolivie

L'Observatoire des défenseurs des droits humains

UNITAS

"Nous espérons que celui qui dirigera nos pays prendra en considération le fait que la société civile n'est pas l'ennemi en raison de son rôle de gardien - c'est en fait un ami lorsqu'il s'agit de soutenir la démocratie, le développement et les droits." Susana Eróstequi 70

La Bolivie vit une transition pour les organisations de la société civile avec l'adoption de nouvelles formes de communication. La pandémie de COVID-19 a radicalement changé la façon dont les OSC se connectent à d'autres groupes - tels que les mouvements sociaux - tant dans les zones urbaines que rurales. La fracture numérique rend difficile l'accès à l'information et le partage des pratiques, ce à quoi s'ajoute un espace civique obstrué, ce qui fait que le pays connaît une polarisation sociale et politique qui affecte le travail des organisations de la société civile.

L'UNITAS, la plateforme nationale bolivienne des ONG, travaille sur diverses initiatives numériques visant à élargir l'espace civique dans le pays, à créer des récits alternatifs et à promouvoir le dialogue collectif. L'Observatoire des défenseurs des droits humains de l'UNITAS fait partie du système d'information du projet "Ajouter des Voix, Multiplier les Actions : OSC de défense des droits et réseaux pour la prévention et la protection des groupes spécifiques en Bolivie". L'Observatoire - le premier de ce type dans le pays - collecte, reçoit et contrôle des données sur les violations des droits et des libertés fondamentales provenant de diverses sources. Les données sont stockées et diffusées sur la plateforme numérique avec un tableau qui est mis à jour "en direct", mais elles sont également partagées dans un rapport annuel qui est présenté publiquement, et sous forme de récits et d'articles par le biais de bulletins d'information et de portails d'information alternatifs.

L'Observatoire est un espace virtuel qui rend visible ce qui arrive aux OSC et aux défenseurs des droits humains, afin de dénoncer et de prévenir les restrictions aux droits civils et politiques. Avec le bulletin "Alerta Común" (Alerte commune), l'UNITAS a créé un espace d'action urgente où sont dénoncées des violations spécifiques des droits humains et des libertés fondamentales en Bolivie. Par exemple, en avril 2022, on a partagé le cas du journaliste Luis Muñoz qui a été envoyé à la prison de San Pedro de La Paz simplement pour avoir posté un mème sur les médias sociaux.

En outre, avec "Sumando Voces" (Ajouter des voix), un journal numérique créé par l'UNITAS avec le soutien de l'Union européenne, la plateforme aborde des questions d'intérêt collectif et de pertinence sociopolitique en respectant les "principes de véracité, de transparence et d'inclusion". L'accent est mis sur les histoires liées à la défense des droits, pour les peuples autochtones, les femmes, la communauté LGTBI, les journalistes et l'environnement, ce dernier en tant que question transversale. Grâce à ses plateformes et à sa production de contenu, l'UNITAS façonne les récits sur le travail des organisations de la société civile et déclenche un débat public afin d'avoir un impact sur l'agenda public.

REGARDEZ LA VIDÉO ICI

RECOMMANDATIONS

- Les traités internationaux pour le développement efficace de la société civile auxquels les États et les donateurs ont souscrit doivent être respectés, et le rôle de la société civile en tant qu'acteur clé de la société doit être promu.
- La société civile a besoin d'un financement pour sa durabilité, qui est une condition préalable pour que la société civile puisse remplir son important rôle d'intérêt public.

Paraguay

Développer des récits pour lutter contre la corruption

POJOAJU

"La forme et le contenu des récits alternatifs sont extrêmement importants - les récits doivent à la fois informer et former les gens, les éduquer."
(Raúl Monte Domecq)⁷¹

La pandémie de COVID-19 a eu d'énormes répercussions sur le système de santé du Paraguay, de nombreuses familles ayant dû littéralement camper devant les hôpitaux. Mais malgré les difficultés, "la nécessité est la mère de la créativité" et la société civile s'est adaptée à la sphère numérique. Pourtant, l'espace civique est de plus en plus restreint au Paraguay, notamment dans la sphère numérique. Le pays assiste à une résurgence de la censure et de la surveillance, qui rappelle les tactiques utilisées pendant la dictature qui a pris fin en 1989.

Au Paraguay, on observe une tendance inquiétante de plusieurs politiciens à créer leurs propres ONG pour transférer des fonds et mener des activités illicites - notamment lors de la pandémie de COVID-19 avec détournement de fonds publics. Désormais, le discours que les gens reçoivent sur la société civile est lié à la corruption. En conséquence, la POJOAJU développe des "récits prépositifs" pour élargir l'espace civique et approfondir la compréhension de ce que fait la société civile. Par exemple, il a organisé un groupe de travail avec plus de 35 jeunes qui ont développé des vidéos sur le véritable rôle des OSC en réalisant des interviews et en partageant des histoires individuelles et collectives en ligne.

Dans un rapport récent, la POJOAJU traite de certains aspects essentiels de ces nouvelles formes d'articulation sociale et des défis de la numérisation dans le pays - notamment les avantages et les inconvénients de l'utilisation des réseaux sociaux, ainsi que le traitement des données et l'émergence de menaces pour la vie privée et la sécurité des utilisateurs. Mais le rapport illustre également des exemples d'utilisation des technologies de l'information pour la mobilisation sociale et au profit de l'espace civique.

Pour la première fois, cette année, la POJOAJU avec le soutien de Forus, collaborera avec Red Encuentro en Argentine pour réfléchir à l'environnement favorable aux OSC en réalisant un diagnostic et en formulant des propositions de plaidoyer avec leurs membres dans les deux pays. L'objectif global du projet est que les plateformes nationales améliorent leur capacité à répondre aux restrictions de leur environnement opérationnel, à influencer le débat public et à générer de nouvelles conversations avec les organes de l'État pour la mise en œuvre et la co-construction des politiques publiques. A la fin du projet, une publication sera produite qui pourrait inspirer d'autres OSC dans d'autres pays.



RECOMMANDATIONS

- Les Organisations de la Société Civile doivent développer des récits "prépositifs" porteurs d'espoir qui peuvent servir à renforcer l'espace civique et agiront comme un moyen de rassembler les gens, plutôt que de les diviser.

Pakistan

changer les récits pour renforcer l'espace civique en ligne et hors ligne

AWAZ FOUNDATION PAKISTAN: CENTRE FOR DEVELOPMENT SERVICES

" 13 millions de femmes ne disposent pas d'une carte d'identité nationale informatisée ou numérique. De ce fait, elles n'ont pas pu se faire vacciner contre le COVID en même temps que les hommes. Elles ne pouvaient tout simplement pas s'enregistrer. C'était, en fait, le plus grand défi numérique pendant le COVID".⁷² (Zia ur Rehman)



Les droits civiques, la démocratie, les droits humains et l'État de droit font l'objet de défis majeurs au Pakistan, selon une récente enquête élaborée conjointement par la Fondation Awaz au Pakistan : Centre pour les Services de Développement, JANIC, PDA, ADA et AND. L'enquête a été diffusée auprès de plus de 19 000 membres d'OSC, d'ONG et d'ONGI travaillant au Pakistan. Au Pakistan, les OSC sont confrontées à de graves difficultés et à la perte progressive des acquis du développement en raison de la remise en cause de leur propre existence, due à un environnement juridique restrictif, au manque de viabilité financière et à une image publique négative.

Dans le domaine numérique, les militants sont confrontés à la cyberintimidation, au harcèlement en ligne ainsi qu'à la persécution et à l'emprisonnement. La loi pakistanaise de 2016 sur les crimes électroniques, en particulier, est utilisée pour criminaliser et pénaliser les voix dissidentes et limiter la liberté d'expression. Le Pakistan se trouve dans une phase de transition. Le gouvernement et les OSC utilisent la communication numérique - des certificats de vaccination contre le COVID, à la fiche d'évaluation des citoyens des ODD. Pourtant, 52 % des personnes déclarent ne pas être en mesure de s'exprimer librement. Au Pakistan, les organisations de la société civile sont confrontées à plusieurs défis en raison de la mentalité religieuse et orthodoxe des gens, la plupart de la population pensant que les ONG sont anti-religieuses. D'autres pensent que les ONG travaillent pour promouvoir un programme occidental. Cette perception s'applique en particulier aux OSC qui travaillent sur les droits humains, la communauté transgenre et celles qui demandent la promotion des valeurs démocratiques continuant à faire face à de nombreux défis.

Par exemple, lors de la marche des femmes au Pakistan, le grand public a criminalisé l'action comme étant anti-islamique. Le slogan "mon corps, mon droit" a été mal compris. La communication numérique a permis de développer des récits alternatifs, mais beaucoup de ces récits sont également considérés comme négatifs par le grand public.

RECOMMANDATIONS

- Les autorités de l'État devraient abolir toutes les lois qui criminalisent les droits humains et la voix des communautés qui ont été marginalisées.
- Le gouvernement devrait revoir les politiques coercitives et les cadres réglementaires liés aux ONG et créer des espaces légitimes pour elles afin de garantir la liberté d'expression et d'association.

Cap-Vert

"Radio Praça- les communautés deviennent titulaires des récits"

PLATONG

"L'une des choses à propos des récits dans des pays comme le Cap-Vert où vous avez différents dialectes est de s'assurer que vos récits sont utilisés et sont faits d'une manière si simple que tout le monde peut les comprendre." ⁷³ - Dirce Varela



En Afrique en général, et aux Iles du Cap-Vert en particulier, le processus de numérisation a été une bénédiction et une malédiction. C'est une malédiction parce que dans les pays pauvres, le processus de transformation numérique semble être un facteur d'exclusion supplémentaire. Le coût est souvent trop élevé et l'accès à l'Internet n'est donc pas accessible à tous. La société civile s'est efforcée de faire en sorte que le processus de transformation numérique devienne un instrument d'inclusion et non d'exclusion. Mais la numérisation est aussi une bénédiction, une occasion pour la société civile de s'assurer que tout le monde sait ce qu'elle fait. L'ensemble du processus de plaidoyer a été totalement transformé.

La PLATONG profite de la radio communautaire pour atteindre les maisons des gens tous les jours et pour faire entendre les voix et les valeurs des organisations de la société civile dans les communautés. Bien qu'elle soit considérée comme un "vieux média", la radio communautaire est l'un des canaux médiatiques les plus populaires au Cap-Vert et joue un rôle important dans la société, en particulier dans les districts ruraux. Cette radio permet aux membres de la communauté d'avoir accès à l'information, les questions locales importantes sont abordées, les nouvelles sont diffusées et échangées, ouvrant un marché d'idées et d'opinions et donnant aux gens la possibilité de s'exprimer socialement, politiquement et culturellement.

Avec Radio Praça, les communautés deviennent les journalistes et les propriétaires des récits. Un microphone et un système de son sont placés au milieu de la communauté. Les sujets sont décidés au sein de la communauté et les différentes générations discutent ensemble. Toutes les voix sont documentées et ensuite partagées dans toutes les îles, y compris avec le gouvernement. Pendant la pandémie, en particulier, il était très important de s'assurer que les valeurs et les récits des OSC étaient compris et que les communautés reconnaissaient le pouvoir d'être ensemble. "Ensemble, nous sommes plus forts", était l'un des principaux récits ressentis pendant la pandémie. L'importance de l'utilisation des nouvelles technologies et de l'environnement numérique disponible a également été reconnue, mais par-dessus tout, la solidarité a été le facteur le plus important, et plus encore la "solidarité en action".

RECOMMANDATIONS

- Les OSC doivent s'assurer que l'espace numérique est un espace inclusif, que tout le monde y a accès et peut en tirer parti afin de renforcer la démocratie et la citoyenneté.
- La société civile doit faire attention et avoir le temps de s'arrêter et d'analyser les récits. Elle ne peut pas rester un consommateur passif de récits, ou se contenter de réagir à ceux-ci. La société civile doit être active dans l'analyse des récits et s'assurer que les récits alternatifs créés incluent les voix de tous les laissés pour compte - des personnes handicapées, des victimes et des minorités dont les droits ont été violés.

Inde

Comblent le " déficit d'information " sur le travail de la société civile

VANI

Le langage du secteur, le langage de la société civile, est devenu si compliqué que nous seuls pouvons le comprendre, pas les gens dans la rue et même nos familles ne peuvent pas comprendre ce que nous faisons !" ⁷⁴ - Harsh JAITLEI

RECOMMANDATIONS

- Il est nécessaire que les OSC et d'autres acteurs travaillent à réduire la fragmentation de la société civile, et à encourager une identité collective plus forte, et une action collective.
- Les OSC doivent fournir des informations dans le domaine public, communiquées dans un langage accessible, que les gens peuvent comprendre, afin que le grand public puisse s'informer sur leur travail, et les défis auxquels elles sont confrontées. C'est important car le grand public bénéficie du bon travail de la société civile, mais il n'a aucune idée de la manière dont celle-ci travaille ou fonctionne. Il est important que le public soutienne, aide et guide les OSC, ce qui devrait contribuer à renforcer l'espace civique.

Pendant le COVID, la société civile indienne, comme dans d'autres pays du monde, a été confrontée à des attaques systématiques de l'espace civique. La société civile a été affaiblie par un accès réduit aux ressources. Pourtant, la société civile a augmenté sa charge de travail - initialement pour soutenir les travailleurs migrants, dont certains ont marché et fait de l'auto-stop sur 1 900 kilomètres pour rentrer chez eux après avoir perdu leur emploi lors de la première vague de coronavirus en 2020. Une enquête a révélé que 23 % des travailleurs migrants, soit une personne interrogée sur quatre, ont dû rentrer à pied dans leur village après que le confinement à cause du coronavirus ait menacé leur survie dans les villes et les villages. La société civile, malgré le manque de ressources, est descendue dans la rue pour soutenir les populations locales en leur fournissant de la nourriture, des abris, de l'oxygène et des médicaments.

Il y a un énorme manque d'information lorsqu'il s'agit de comprendre le travail de la société civile. D'autre part, il existe des forces qui diffusent très efficacement des messages très négatifs sur le secteur, et ces récits négatifs risquent de s'installer dans le système. Afin de contrer cette tendance, l'utilisation des réseaux sociaux et la possibilité de créer et de partager du contenu de manière indépendante sont devenues essentielles. Ce type de récit, ce type d'histoires mettant en valeur le bon travail effectué par la société civile doit être mis dans le domaine public, en communiquant avec les communautés en utilisant un langage simple et en évitant le jargon.

Avec le soutien de Forus, le VANI développe un projet basé sur l'apprentissage mutuel et la propriété collective, pour documenter le rôle de la société civile dans l'aide aux communautés pendant la pandémie de Covid-19. La pandémie a mis en évidence les failles des systèmes sociaux, économiques et sanitaires du monde entier, compliquées par des restrictions systématiques de l'environnement favorable à la société civile. Malgré les défis, les OSC, de la base au niveau mondial, sont apparues comme des acteurs essentiels, fournissant même des services de base aux communautés touchées.

Le projet du VANI documentera l'innovation, les collaborations et les partenariats mis en place par les OSC pendant la pandémie, ainsi que la réponse des communautés à leur travail, afin que ces connaissances ne soient pas perdues. Cela se fera par la documentation d'histoires de réussite avec la participation de plus de 30 OSC qui rédigent et valident le rapport qui sera publié en hindi et en anglais. Les conclusions seront partagées par le biais d'une campagne de réseaux sociaux visant à atteindre 6000 personnes, de réunions de plaidoyer avec les décideurs et d'un dialogue multipartite, offrant une plateforme commune aux multiples parties prenantes pour interagir et apprendre les unes des autres. Le rapport sera un outil pour développer un récit positif pour le secteur de la société civile, reconnaissant la collaboration qui a eu lieu et promouvant le rôle des OSC en Asie du Sud et au-delà.

Nigeria

L'autorégulation, la transparence et la redevabilité pour changer les récits

NNNGO

"Nous avons tenté autant que possible de fournir de nouveaux récits autour du travail des ONG et des organisations à but non lucratif en utilisant des infographies et aussi, en développant de courtes vidéos. Nous comptons beaucoup sur notre capacité à pouvoir utiliser les plateformes numériques pour développer ces récits." - Oluseyi Babatunde Oyeibisi ⁷⁵

RECOMMANDATIONS

- Le processus multipartite entre les gouvernements, la société civile, les plateformes de médias sociaux, le secteur privé et les citoyens doit être amélioré. Ces parties prenantes doivent se réunir pour décider comment répondre aux préoccupations de tous les citoyens autour des réseaux sociaux, de la désinformation, des fausses nouvelles et des contenus en ligne. Ces questions doivent être mises en balance avec la nécessité de garantir la liberté d'expression.
- La communauté des donateurs doit soutenir la société civile, afin de pouvoir répondre aux préoccupations relatives à l'espace civique, selon des modalités qui garantissent l'indépendance de la société civile, et qui reconnaissent sa pluralité et sa diversité également.
- Les OSC doivent éduquer les gouvernements sur les différentes typologies d'espace civique. Au Nigeria, nous assistons à une chasse aux sorcières politiques, à des disparitions et à des attaques contre des hommes politiques. L'espace civique n'est pas purement une question de société civile - nous devons tous cartographier ses progrès, en fournissant des solutions sur la façon dont les défis de l'espace civique peuvent être abordés

L'espace civique en ligne au Nigeria est de plus en plus attaqué à cause de l'action du militantisme et des plaidoyers. L'espace civique en ligne au Nigeria a explosé en 2012 avec la manifestation Occupy Nigeria contre les subventions aux carburants, qui est considérée comme l'un des premiers exemples majeurs de mobilisation pour une action civique à l'aide de plateformes de médias numériques. Depuis, d'autres mouvements sociopolitiques ont vu le jour en ligne au Nigeria, notamment les manifestations EndSARS (Coalition contre les brutalités policières), OpenNASS (Demande d'une Assemblée Nationale transparente et ouverte), Ramenez nos Filles et #NorthIsBleeding.

Les organisations de la société civile expriment de plus en plus leurs préoccupations en ligne et ont contribué à populariser l'utilisation des hashtags. Cependant, les récits négatifs, les trolls et les cyberattaques parrainés par le gouvernement, la diffusion d'images truquées et le détournement des hashtags sont très répandus. En 2021, l'interdiction de Twitter et les brutalités policières lors des manifestations #EndSARS ont contribué à la répression continue de l'espace civique au Nigeria.

Dans le cadre du travail stratégique du Réseau d'ONG du Nigéria (NNNGO) sur le renforcement de l'espace civique, ses activités sont centrées sur la promotion de l'autorégulation parmi les organisations de la société civile au Nigeria afin d'améliorer la légitimité, la redevabilité et la transparence, sur la base des lois existantes. Nous sommes convaincus que l'autorégulation, la transparence et la redevabilité contribueront à améliorer les récits sur les OSC. Les organisations à but non lucratif se réunissent au sein de groupes de travail pour prendre l'initiative sur certaines questions soulevées par les citoyens, notamment dans les domaines de la divulgation proactive et de la publication des rapports d'audit, dans l'espoir de créer un mouvement et de contrer le discours sur le manque de transparence du secteur.

Les OSC doivent s'engager de manière visible dans l'élaboration du discours sur la réglementation des organismes à but non lucratif, mais cela ne peut se faire que si les ONG sont légales, transparentes et redevables. Lorsqu'une organisation de la société civile est légitime, transparente et redevable devant les parties prenantes, cela renforce la crédibilité de l'organisation et améliore l'efficacité des engagements avec les donateurs, le gouvernement et le grand public. La transparence et la redevabilité aident les OSC à se conformer aux lignes directrices stipulées et à changer le discours sur les OSC, ainsi que la perception publique de leurs activités et de leur utilisation des fonds. Une plus grande transparence signifie que le public peut facilement vérifier d'où vient l'argent des ONG, et quand et comment il est dépensé. Elle permet aux OSC de mettre en place des mécanismes d'autorégulation internes et des normes qui servent de contrôle à leurs diverses activités. Cela se reflète ensuite dans les stratégies de gouvernance des ONG et dans leurs activités.

Colombie

Renforcer les récits positifs en tant qu'action de renforcement

CCONG

"Tout au long de l'histoire, il y a eu des récits qui prévalent encore et qui représentent des ancrages qui limitent le plein développement de la société" - ⁷⁶ Lina Paola Lara Negrette



En 2021, la Confédération colombienne des ONG - CCONG- a mené à bien l'initiative Narratives pour représenter le rôle des OSC. L'objectif était d'identifier les expressions que les différents acteurs (OSC, secteur public et privé) utilisent pour se référer à ce que sont les OSC et à ce qu'elles font, afin de prioriser les changements nécessaires dans le secteur, pour stimuler son développement et sa capacité d'innovation.

Tout au long de l'histoire, certains récits ont prévalu et constituent des points d'ancrage qui limitent le plein développement de la société. Afin d'élaborer des récits renouvelés sur l'objectif et les actions des OSC, le CCONG a jugé nécessaire d'examiner et d'évaluer les expressions que les différentes parties prenantes utilisent pour décrire le rôle que joue la société civile et les avantages pour le développement qui y sont associés,

La consolidation des récits positifs est considérée comme une action de renforcement qui a un impact réel sur les différents niveaux de capacités des OSC. En réunissant des acteurs de la société civile et des représentants des secteurs public et privé, des informations ont été recueillies sur le point de vue de chacun de ces groupes, sur le rôle actuel des OSC, la direction qu'elles devraient prendre et les différentes compétences à développer pour atteindre leurs objectifs.

Afin de sélectionner des expressions positives parce qu'elles inspirent l'action et créent un nouvel état d'esprit, la CCONG s'est enquis des émotions et des sentiments que les différentes descriptions de rôle évoquaient. Les expressions qui génèrent des émotions de bien-être, de satisfaction et de motivation ont été sélectionnées pour décrire les actions fondamentales qui remplissent le rôle des OSC. Des "mots tueurs" ont également été identifiés, qui sont des expressions qui découragent les possibilités d'action.

Les descriptions positives du rôle qui ont été identifiées comprennent : la contribution au développement territorial durable, la construction de la paix, le travail en complémentarité avec l'Etat, l'aide aux citoyens pour qu'ils exercent leurs droits et remplissent leurs devoirs dans un cadre démocratique, et donner une voix à d'autres personnes sans voix.

RECOMMANDATIONS

- Renforcer & améliorer la démocratie car les gouvernements ont légitimé une démocratie faible en Colombie, qui maintient l'inégalité.
- Il faut davantage de droits humains, de contrôle social et de consolidation de la paix.
- Éviter que les OSC agissent comme des exécutants ou des opérateurs de ressources car cela génère de la concurrence et non une union ou un sentiment d'appartenance à un collectif.
- Un travail plus collaboratif, judicieux et pertinent avec les entités du secteur public, car c'est le meilleur moyen pour les OSC de se faire connaître et d'être appréciées par le grand public.

Ouganda

Utiliser le langage pour élargir plutôt que restreindre l'espace civique

UNNGOF

"La société civile doit développer et utiliser un langage qui soit pleinement apprécié par la population" - Moses Isooba



L'espace civique est rétréci non seulement par les gouvernements mais aussi, paradoxalement, par le vocabulaire et le langage utilisés par la société civile elle-même. La langue de développement utilisée - qui est l'anglais et le français dans la région - ne reflète souvent pas les différentes ethnies et langues des communautés à travers l'Afrique. En Afrique, les gens se remettent encore de la décolonisation et, dans ce processus, ils sont encore affectés par le langage utilisé dans le secteur du développement. Des termes tels que "responsable de bureau" ou "sur le terrain" rappellent l'époque coloniale. Nous devons élargir l'espace civique sans utiliser un langage et un vocabulaire qui ne font que restreindre l'espace que nous essayons d'élargir.

L'UNNGOF, dans le cadre du RINGO Social Lab, est un "porteur d'idées" pour un prototype sur le langage et le lexique. L'idée principale de ce prototype est d'explorer l'utilisation de la technologie pour permettre une communication plus inclusive qui soit moins (ou pas) (implicitement) néocoloniale, sexiste, raciste et rendue plus accessible aux praticiens des pays du Sud. L'idée est d'explorer l'application de l'informatique et de l'intelligence artificielle pour corriger et remplacer le jargon (péjoratif), les idiomes et la terminologie "imposés" aux organisations de la société civile impliquées dans l'aide internationale et le développement. Un double parcours sera utilisé pour :

a) s'appuyer sur les propositions existantes et les rassembler et, grâce à un travail supplémentaire, concevoir un "lexique" de termes, mots et expressions acceptables à appliquer par le biais du développement d'un logiciel de recherche et de remplacement de type "Grammarly".

b) entreprendre un essai de traduction en ligne à l'aide de Google Translate ou d'une autre plate-forme non exclusive de développement de documentation généralement utilisée par les ONG d'aide, tant nationales qu'internationales.

La langue définit les termes de l'engagement entre le Nord et le Sud. Dans la mesure du possible, la langue devrait être dépolitisée et décolonisée. Le développement et l'aide humanitaire sont politiques. Mais notre langue doit rester non partisane. Les partis politiques vont et viennent, mais les inégalités subsisteront si notre langage commence à refléter celui des personnes au pouvoir, en particulier si les intentions derrière la rhétorique sont peu sincères.

Royaume-Uni

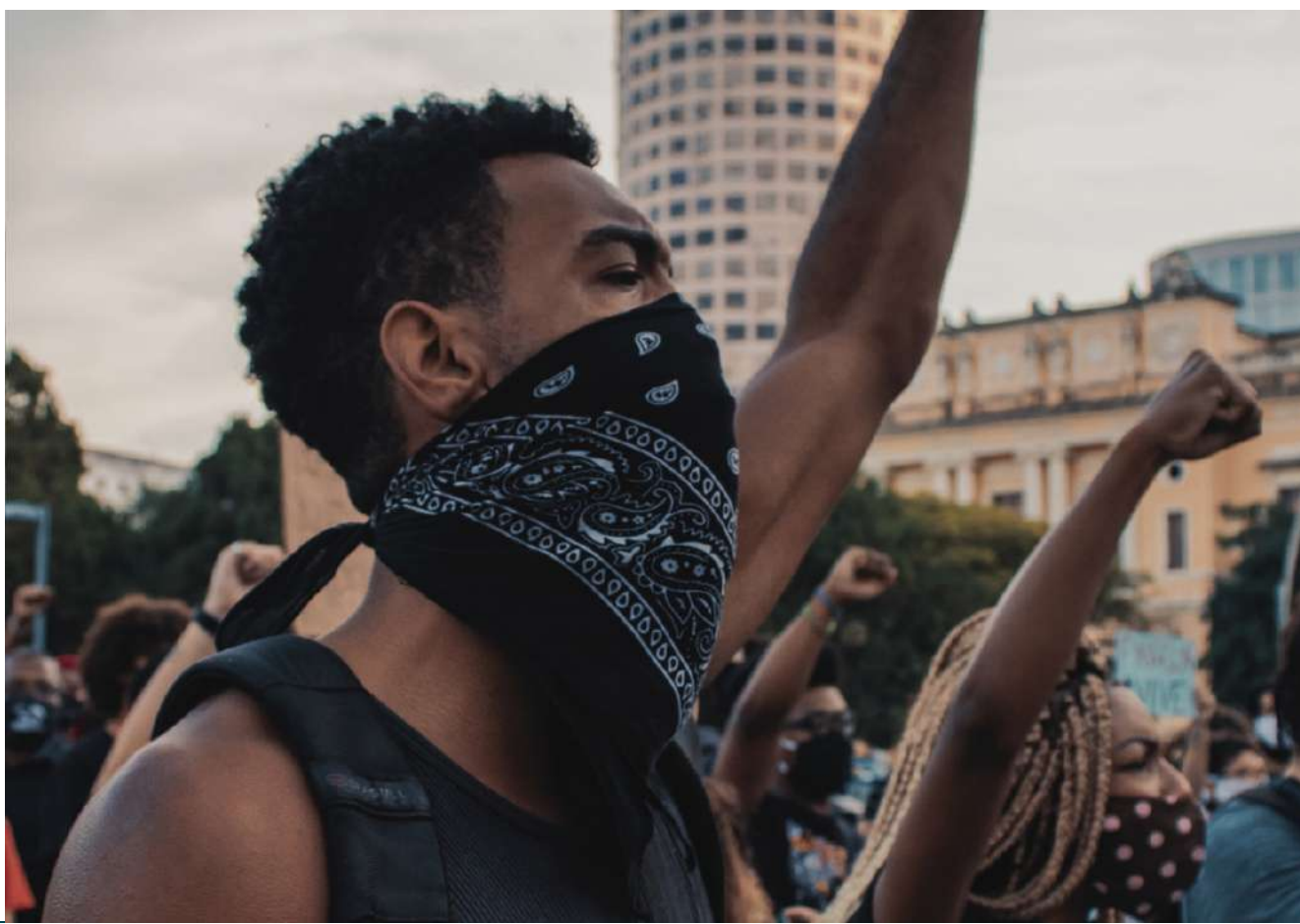
BOND (Réseau Britannique des Organisations travaillant dans le domaine du Développement International)

TROUVER LA RESSOURCE ICI

BOND

La langue détermine les termes de l'engagement entre le Nord et le Sud. Au cours des dernières années, Bond, le réseau britannique des organisations travaillant dans le domaine du développement international, a élaboré un guide linguistique, afin de rendre la communication cohérente avec ses valeurs. La plateforme s'est interrogée : "Le langage utilisé par Bond renforce-t-il la pensée coloniale ou une pensée dépassée ? Le langage de Bond a-t-il évolué pour refléter nos efforts en vue d'être plus progressistes, réfléchis, inclusifs et dirigés localement ? Renforçons-nous le langage politique qui sape notre mission ? Le langage que nous utilisons en public et en privé est-il cohérent avec les valeurs de Bond, qui sont "ouvertes, dynamiques, influentes et collaboratives" ?

Ce travail s'inscrit dans un ensemble de travaux que Bond effectue en interne pour mettre de l'ordre dans ses affaires et pour soutenir le secteur sur plusieurs questions, notamment la transparence et l'équité des salaires, le recrutement inclusif, l'égalité des sexes, le changement de pouvoir, la diversité de la direction et la protection.



PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS





Les OSC sont souvent à l'avant-garde de la défense des droits humains et des libertés fondamentales telles que liberté d'expression, liberté de réunion et d'association, contraindre ceux qui sont au pouvoir de rendre des comptes, prise de conscience, promotion de la participation et faire des changements - autant d'éléments fondamentaux pour les sociétés libres et démocratiques. Malheureusement, partout dans le monde, les restrictions aux libertés d'expression, de réunion et d'association réduisent et transforment l'espace d'action des organisations de la société civile.⁷⁷

Que les défis soient liés à la répression gouvernementale de l'accès à l'Internet, à la surveillance des financements internationaux ou à la méfiance des citoyens à l'égard de termes tels que "droits humains", une chose est sûre : l'environnement opérationnel des OSC a changé pour le pire dans de nombreuses régions du monde. Ce rapport examine plusieurs questions clés qui ont eu un impact sur l'espace civique dans différents pays et régions du monde au cours des dernières années et qui sont susceptibles de le faire dans un avenir prévisible. Il s'agit notamment de la pandémie mondiale de COVID-19 et de l'accélération du processus mondial de numérisation, qui ont tous deux rapidement transformé l'espace civique dans divers contextes nationaux et régionaux.

Jusqu'à présent, les éléments progressistes de la communauté internationale n'ont guère fait preuve d'une approche stratégique globale pour faire face à la crise croissante de l'espace civique dans le monde.⁷⁸ Tout effort à long terme de la part des gouvernements concernés, des donateurs et des autres parties prenantes pour soutenir et renforcer l'espace civique dans le monde doit se concentrer sur le développement des capacités des OSC à plaider en faveur de l'espace civique et à le défendre dans leur pays.

Il s'agit notamment d'aider la société civile à construire ses propres récits publics alternatifs et positifs dans le but de créer des bases sociétales plus solides pour le travail d'intérêt public de la société civile, de renforcer l'espace civique partout et d'encourager une meilleure protection publique des militants et des défenseurs des droits humains qui font l'objet d'attaques injustifiées de la part des autorités ou d'autres intérêts puissants.

L'espace civique

- Partout dans le monde, les libertés d'expression, de réunion et d'association se réduisent et les restrictions accrues transforment l'espace des organisations de la société civile.⁷⁹
- Les changements et les transformations de l'espace civique dans différents pays ont des ramifications extrêmement importantes pour les sociétés du monde entier. Le rétrécissement des espaces civiques et la réduction de l'influence de la société civile ont de graves conséquences pour une gouvernance efficace.⁸⁰
- L'Objectif de Développement Durable 16 (ODD 16) de l'Agenda 2030 engage les gouvernements à protéger les droits et libertés fondamentaux liés à l'espace civique. Toutefois, les recherches menées à ce jour ont démontré que la grande majorité des gouvernements évitent de rendre compte de l'espace civique dans les Examens Nationaux Volontaires (ENV) soumis chaque année⁸¹ au Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) des Nations Unies.
- Ces dernières années, plusieurs questions clés ont davantage impacté l'espace civique à travers les différentes régions et pays du monde et sont susceptibles de continuer à le faire dans un avenir prévisible. Ces questions comprennent la pandémie mondiale COVID 19 et l'accélération du processus mondial de numérisation, qui ont tous deux rapidement transformé l'espace civique.⁸³

COVID 19

- La pandémie de COVID 19 a modifié le mode de fonctionnement des organisations de la société civile, amenant nombre d'entre elles à transférer une partie de leurs activités en ligne.⁸³
- Afin de protéger la santé et le bien-être de leurs citoyens et résidents, de nombreux gouvernements ont pris des mesures extraordinaires pour répondre à la pandémie de coronavirus. Le traqueur COVID 19 du Centre International du Droit des Associations à but non lucratif a révélé qu'au moins 80 pays ont adopté des mesures d'urgence, et que beaucoup d'autres ont invoqué des mesures de catastrophe et d'urgence préexistantes en réponse à la maladie⁸⁴. Certains gouvernements ont intégré des technologies de surveillance dans leurs mesures visant à enrayer la propagation du COVID 19.
- En réponse à la pandémie de COVID, de nombreux gouvernements ont également introduit des mesures qui ont restreint les droits fondamentaux - avant tout, la liberté de réunion et la liberté d'expression. Ils ont cherché à faire taire les voix critiques, notamment celles des journalistes et des militants de la société civile. Plusieurs gouvernements ont également abaissé les normes d'engagement de la société civile dans l'élaboration des politiques et des lois.⁸⁵
- Si le recours au plus large éventail d'outils disponibles par les gouvernements lors d'une pandémie de santé publique était compréhensible, les situations d'urgence - même le COVID 19 - ne devraient pas éviter les obligations des États de prendre en compte les effets plus larges de ces mesures d'urgence sur la société et les droits humains.
- La pandémie de COVID 19 a eu un impact très négatif sur la situation financière de nombreuses organisations de la société civile dans le monde. La situation des OSC travaillant dans les secteurs les plus touchés par la pandémie, notamment dans les pays où les formes de soutien adéquates garanties par l'État font défaut, a également été très difficile.⁸⁶

Numérisation

- L'espace numérique peut être un catalyseur important pour une participation politique civile plus large dans les espaces physiques. Lorsque les espaces numériques sont attaqués, soumis à une surveillance, restreints ou rétrécis, cela a des répercussions négatives sur la participation civique en général. ⁸⁷
- Malgré l'importance du numérique pour la jouissance et l'exercice des droits humains, le rapport 2019 du Rapporteur Spécial des Nations Unies sur les droits à la liberté de réunion et d'association pacifiques à l'ère numérique a constaté que de nombreux États restreignent de plus en plus les libertés fondamentales en contrôlant l'accès à Internet et à d'autres outils numériques et leur utilisation. ⁸⁸
- Au fil des ans, les demandes gouvernementales de données provenant des utilisateurs de médias sociaux et les concernant se sont multipliées, tout comme les arrestations et la criminalisation d'organisations et de militants sur la base de leur comportement sur les réseaux sociaux. ⁸⁹
- Les méthodes utilisées pour soumettre les OSC à une surveillance en ligne ont tendance à être opaques ou secrètes, à l'insu des organisations ciblées, du grand public et, le plus souvent, à l'insu d'un juge ou d'une autorité de suivi. Même lorsqu'un pays dispose d'une procédure judiciaire pour mettre une organisation sur écoute, la cybersurveillance soit ne dispose pas des lois nécessaires, soit est encadrée dans un cadre plus large de "renseignement" et de "contre-terrorisme". ⁹⁰
- Les plateformes de médias sociaux et les entreprises technologiques ont tendance à rester inactives par rapport aux préoccupations et aux accusations relatives au rétrécissement de l'espace civique, en particulier lorsqu'un gouvernement ou un parti politique puissant est impliqué. La dépendance des plateformes technologiques (par exemple les plateformes de réseaux sociaux) aux autorisations gouvernementales pour fonctionner, est une carte de négociation puissante entre les mains de régimes sans scrupules. Cela donne lieu à un degré malsain de coopération entre certaines plateformes et les gouvernements, ce qui se traduit par un contrôle des plateformes dans l'intérêt d'un gouvernement contre les voix critiques, et contre les organisations de la société civile qui ne suivent pas les intérêts politiques du parti au pouvoir ou la liberté de la presse. ⁹¹
- Des acteurs étatiques et non étatiques ont également restreint le travail des OSC en fermant de manière permanente ou temporaire les services liés à Internet. En 2021, Access Now et la coalition #KeepItOn ont documenté 182 fermetures d'internet à travers 34 pays. Leurs recherches ont montré une résurgence spectaculaire de cette forme oppressive de contrôle par rapport aux 159 fermetures enregistrées dans 29 pays en 2020. ⁹²
- On en sait plus sur les ouvertures et fermetures de l'espace civique en ligne dans les pays du Nord que dans les pays du Sud. Cependant, un certain nombre d'études rendent possible une analyse comparative des ouvertures et fermetures de l'espace civique en ligne en Afrique, notamment les conclusions de dix rapports nationaux sur le paysage des droits numériques. L'étude a identifié que les cinq tactiques les plus souvent utilisées pour fermer l'espace civique en ligne en Afrique sont la surveillance numérique, la désinformation, la fermeture de l'Internet, la législation et les arrestations pour discours en ligne. ⁹³
- Un manque d'accès numérique pour 50% de la population mondiale reste également un défi important pour la société civile dans l'accès aux espaces numériques et l'extension de la participation civique. La capacité à s'engager pleinement dans les opportunités de participation civique en ligne nécessite une combinaison d'accès à l'internet, d'outils numériques appropriés et de communautés d'apprentissage favorables. ⁹⁴
- Afin d'accélérer les progrès sur l'ensemble des 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies, qu'il s'agisse d'éradiquer la faim, de créer des villes durables ou de stimuler l'égalité économique et l'égalité des sexes, la communauté internationale doit réaliser l'Objectif 9C, qui permettrait d'offrir un accès universel à l'internet d'ici 2030 ⁹⁵



La construction de récits alternatifs pour renforcer l'espace civique.

- La large diffusion par les gouvernements autoritaires et intolérants, de récits préjudiciables qui ciblent la société civile se traduit souvent par un moindre soutien et une moindre protection du public pour les OSC lorsqu'elles font l'objet d'attaques, ou lorsque des efforts sont déployés pour saper ou restreindre leur travail d'intérêt public.⁹⁶
- Un nombre croissant d'organisations de la société civile estiment qu'elles peuvent promouvoir des niveaux accrus de compréhension de leur travail par le public en construisant leurs propres récits alternatifs. Ce travail peut contribuer à créer une base sociétale plus solide pour le travail d'intérêt public des OSC et devrait également assurer une plus grande protection publique des militants et des défenseurs lorsqu'ils font face à des attaques injustifiées des autorités, ou d'autres intérêts puissants.⁹⁷
- Les pratiques et recherches existantes liées à la construction de récits alternatifs suggèrent qu'au lieu de rejeter continuellement les messages négatifs promus par les récits dominants, les OSC devraient plutôt s'engager dans la construction de leurs propres récits publics positifs.⁹⁸
- Les connaissances narratives et le savoir-faire en matière de cadrage peuvent aider les OSC à ouvrir l'espace civique, à mieux collaborer et à amplifier d'autres voix. Ce travail dépasse la portée d'une seule organisation ou d'un seul secteur. Pour faire évoluer ou changer les récits dominants qui maintiennent le statu quo en place, il faudra un niveau sans précédent de collaboration et d'action collective créative de la part des organisations de la société civile du monde entier.⁹⁹
- Changer les perceptions et les attitudes du public prend du temps. Il est important que les initiatives visant à construire des alternatives adoptent une approche à long terme, et que des opportunités régulières soient intégrées aux processus concernés pour le retour d'information, la réflexion, l'innovation et l'expérimentation.¹⁰⁰ Malheureusement, les mécanismes actuels de financement des OSC n'encouragent pas l'innovation et l'expérimentation, mais favorisent plutôt le travail de projet à plus court terme avec des résultats prédéterminés.



Espace civique

Les gouvernements devraient :

- Protéger, dans la législation et les politiques nationales, les engagements internationaux en matière de droits humains qu'ils ont pris en ratifiant divers traités et conventions internationaux relatifs aux droits humains, en mettant l'accent sur la protection des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion.
- Rendre compte régulièrement des progrès nationaux en matière de renforcement de l'espace civique et de protection des libertés et droits fondamentaux (objectif 16.10 des ODD) dans les examens nationaux volontaires (ENV) soumis au Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) des Nations Unies.
- Accepter d'établir un dialogue ouvert, régulier et structuré avec la société civile au niveau national, à travers lequel les questions clés liées aux politiques et à l'espace civique peuvent être discutées.

Les donateurs devraient :

- Financer le renforcement des capacités des OSC liées à la défense et au renforcement de l'espace civique dans les pays du monde entier, dans le cadre d'efforts à long terme pour soutenir et renforcer l'espace civique à l'échelle mondiale.
- Soutenir les OSC, en particulier dans les pays du Sud, afin qu'elles développent et utilisent des indicateurs locaux et nationaux pour le suivi de l'espace civique, et qu'elles agissent pour défendre et promouvoir l'espace civique.
- Financer le développement ou la consolidation de mécanismes complets de suivi de la société civile, d'indices et de systèmes d'alerte précoce.
- Collaborer pour soutenir le renforcement, ou la mise en place si nécessaire, de mécanismes mondiaux, régionaux sous-régionaux et nationaux avec une participation importante de la société civile pour collecter, suivre, analyser et rendre publiques des données et des informations vérifiables et actualisées, pays par pays, sur les questions d'espace civique.
- Revoir leurs modèles de financement pour mieux soutenir le rôle de la société civile dans le renforcement de l'espace civique. Il convient de développer des modèles de financement alternatifs offrant des investissements à plus long terme et des allocations de fonds plus flexibles, en phase avec les contextes changeants de l'espace civique.



La société civile devrait :

- Plaider pour un espace civique adéquat aux niveaux local, national, régional et mondial et lier son plaidoyer à l'ODD 16 pour lui permettre de jouer son rôle dans la réalisation de la vision positive de l'Agenda 2030.
- Se mobiliser pour que l'ODD 16 soit examiné chaque année par le FPHN des Nations Unies. Cela signifierait que les gouvernements devraient rendre compte des progrès nationaux en matière de protection de l'espace civique et des droits humains dans différents pays du monde chaque année, et maintiendrait la question de l'espace civique en bonne place dans l'agenda politique du FPHN de l'ONU.
- Œuvrer pour que les ENV préparés par les gouvernements pour le FPHN de l'ONU comprennent un rapport d'étape sur la mise en œuvre de l'ODD 16 et, en particulier, sur les progrès réalisés dans le respect des engagements en matière de protection des libertés et des droits fondamentaux (cible 16.10) qui sont essentiels à un espace civique sain.
- Plaider pour l'adoption par les États Membres de l'ONU d'une gamme élargie d'indicateurs d'espace civique dans le cadre du suivi et de l'examen mondial de la mise en œuvre de l'ODD 16.
- Rechercher un soutien pour la mise en place de nouveaux mécanismes de suivi de l'espace civique ou le renforcement des mécanismes existants aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial, avec une participation significative de la société civile, et pour le développement ou la consolidation d'indices complets de la société civile et de systèmes d'alerte précoce.
- Continuer à engager et à pousser pour un dialogue civil ouvert, régulier et structuré avec le gouvernement et d'autres parties prenantes sur les questions clés de politique et d'espace civique.



COVID 19 & Espace Civique

Les gouvernements devraient :

- Mettre en place des comités officiels multipartites et d'experts pour réfléchir à l'utilisation des pouvoirs d'urgence par l'État pendant la pandémie de COVID 19, formuler des recommandations pour la levée de ces restrictions lorsque la pandémie s'atténuera, et superviser ce processus.
- Élaborer des cadres politiques et réglementaires beaucoup plus solides, en consultation avec le plus large éventail de parties prenantes, y compris des mécanismes de surveillance spécifiques liés à l'utilisation des technologies de surveillance, et veiller à ce que la vie privée et les droits humains des citoyens soient protégés, même en période d'urgence.
- Permettre aux citoyens et aux OSC d'accéder à des outils numériques et à des formations pour développer leur culture numérique et les aider à demander davantage de comptes aux gouvernements, aux institutions étatiques et aux entreprises privées en faisant respecter les libertés et les droits civiques dans l'espace numérique à tout moment.

Les donateurs devraient :

- Soutenir les OSC, en particulier celles des pays du Sud, pour qu'elles développent une plus grande résilience et s'assurer qu'elles pourront réagir plus efficacement à l'avenir lorsque des crises, y compris des pandémies, se produiront.
- Soutenir les organisations de la société civile pour identifier les obstacles et les défis auxquels elles ont été confrontées lorsqu'elles ont tenté de répondre au contexte du COVID 19, notamment en faisant face aux restrictions de l'espace civique.
- Soutenir la recherche qui examine comment la pandémie de COVID 19 a eu un impact sur le financement des OSC. Les donateurs devraient examiner comment la manière dont ils fournissent des financements aux OSC peut devenir suffisamment flexible et durable pour leur permettre de continuer à fonctionner efficacement en période de crise.

La société civile devrait :

- Plaider pour que les gouvernements mettent en place des comités officiels multipartites et d'experts pour réfléchir à l'utilisation par l'État des pouvoirs d'urgence pendant la pandémie de COVID 19, formuler des recommandations pour la levée de ces restrictions et faire partie de la supervision de ce processus.
- Poursuivre, après la pandémie, la création de nouveaux outils et plateformes numériques et de projets de cartographie participatifs pour coordonner l'aide et partager les informations dans le but de demander des comptes aux gouvernements et aux entreprises privées.
- Demander aux donateurs un soutien pour renforcer la résilience et la préparation des OSC aux crises, urgences et pandémies futures, par le biais d'un renforcement spécifique des capacités, et par l'octroi d'un financement de base, par opposition à un financement par projet.



Numérisation

Les gouvernements devraient :

- Agir pour garantir une participation civique sûre en ligne, et que la prolifération de nouveaux espaces numériques serve à élargir l'espace civique des citoyens et garantisse la protection des droits humains en ligne.
- Soutenir la société civile pour qu'elle développe des outils numériques sûrs et tire le meilleur parti des libertés de l'espace numérique, tout en atténuant et en traitant les risques auxquels elle est confrontée en ligne, notamment la surveillance, la cyberintimidation et le harcèlement, la désinformation et les fausses informations.
- Impliquer activement les organisations de la société civile, et d'autres acteurs clés, dans l'élaboration des politiques numériques nationales, la conception, la mise en œuvre et le suivi des initiatives connexes ; et veiller à ce que celles-ci soient conformes aux conventions et engagements internationaux.
- Faciliter de nouvelles formes de gouvernance des espaces en ligne et des médias sociaux permettant une plus grande contribution du public, notamment des forums multipartites, qui permettront aux citoyens et aux groupes d'intérêt de participer directement à l'élaboration de la politique numérique et à la fourniture de services numériques.
- S'abstenir de prendre, et cesser, des mesures telles que la coupure de l'accès à l'internet et aux services de télécommunications. L'accès à l'internet et aux services mobiles doit être maintenu à tout moment, y compris en période de troubles civils.
- Veiller à ce que le cadre existant des normes et principes internationaux relatifs aux droits humains guide la conception et la gouvernance des technologies numériques.
- Adopter collectivement une Déclaration universelle des droits numériques, qui pourrait également servir de référence aux experts numériques et techniques, afin que la technologie soit conçue et mise en œuvre de manière à protéger proactivement les citoyens et les droits humains partout dans le monde et à conduire à une transformation numérique centrée sur les personnes et fondée sur des valeurs sur la scène mondiale.
- Permettre à l'ONU de superviser la production d'un rapport régulier sur l'état des droits numériques à l'échelle mondiale, y compris une évaluation de la façon dont les droits numériques sont alignés sur les droits humains et être respectés dans les différents pays du monde. Cette évaluation devrait être basée sur des indicateurs clés élaborés avec la société civile et d'autres parties prenantes, et pourrait être guidée par les cadres de rapport existants sur les droits numériques.
- Garantir l'accès à un internet abordable pour les 50% de la population mondiale qui ne sont pas actuellement connectés et/ou ceux qui ne sont pas en mesure de se connecter en raison des coûts, et le renforcement des compétences numériques pour ceux qui ont accès mais qui sont actuellement incapables de faire un usage significatif de l'internet.
- Veiller à ce que l'autonomisation des communautés mal desservies et sous-représentées via l'inclusion numérique (femmes/filles, jeunes, personnes handicapées, peuples autochtones, populations âgées, etc.) soit au cœur des politiques numériques nationales.



- Se concentrer sur l'équité numérique et adopter une approche holistique des questions d'accès à l'internet, en veillant à ce que toutes les communautés disposent d'un accès abordable, d'outils et de compétences afin qu'elles puissent naviguer et participer pleinement aux sociétés en cours de numérisation.
- Soutenir et encourager les investissements dans les réseaux communautaires afin de garantir la connexion des communautés éloignées et marginalisées qui ont été mal desservies par les opérateurs traditionnels et afin que l'ODD 9 de 2030 sur l'accès universel à l'internet soit atteint. Cela peut être réalisé en donnant à des institutions spécifiques la responsabilité de promouvoir les modèles communautaires et de fournir les mécanismes de financement qui peuvent permettre aux modèles numériques communautaires de se développer à l'échelle.

Les donateurs devraient :

- Mettre à disposition des opportunités de financement et des ressources pour le développement des capacités numériques des OSC.
- Soutenir les projets qui cartographient les compétences numériques de la société civile (en particulier dans les pays du Sud) par le biais d'enquêtes et d'autres outils qui étudient les perceptions, les capacités et les besoins numériques.
- Veiller à ce qu'un soutien technique soit fourni aux OSC du Sud pour l'utilisation des technologies numériques.
- Financer la recherche appliquée pour renforcer la capacité des OSC dans différents pays à surveiller, analyser et contrer efficacement l'impact de la surveillance et de la désinformation.
- Fournir des fonds pour soutenir les programmes des OSC qui sensibilisent et mobilisent l'opinion en faveur d'un espace civique et numérique ouvert, et pour améliorer la capacité des citoyens à exercer, défendre et étendre leurs droits numériques.
- Soutenir l'innovation et le développement de nouveaux espaces civiques numériques/en ligne soutenus par des bases de données transparentes et ouvertes, y compris des mécanismes de redevabilité⁹⁹ tels que la budgétisation participative, le suivi des dépenses publiques, le contrôle de la prestation des services publics, les commissions publiques et les conseils consultatifs citoyens, qui contribueront tous au renforcement global de l'espace civique ¹⁰¹



La société civile devrait :

- Donner la priorité à l'établissement d'une compréhension de base des développements technologiques nouveaux et émergents, des impacts de ces technologies sur le travail des OSC, et des implications de ces technologies pour les droits numériques et l'équité de manière plus générale. La société civile doit identifier les façons dont les technologies numériques posent des restrictions à son environnement opérationnel et à la sécurité et au bien-être de ses membres.
- Construire des réseaux plus solides et travailler en étroite collaboration avec des OSC expertes en technologie/droits numériques, des universitaires et des chercheurs afin de développer une meilleure compréhension des questions et des lois numériques.
- Plaider en faveur de traités numériques internationaux qui protègent les droits humains en ligne, établissent des normes et des standards de comportement numérique et garantissent l'application de la loi dans les environnements en ligne.
- Plaider pour la construction d'espaces en ligne qui permettront aux gens d'exercer leurs libertés démocratiques.
- Plaider pour un agenda numérique inclusif centré sur les personnes dans un monde numérique interconnecté, où personne n'est laissé pour compte.
- Soutenir l'inclusion des femmes et des filles, et des communautés qui sont marginalisées, dans toute leur diversité, dans la transformation numérique, en tant qu'utilisatrices et créatrices de technologies.
- Renforcer les compétences numériques et la sécurité dans leurs organisations, et défendre la confidentialité des données et l'équité dans leur travail de plaidoyer et de programmation.
- Remettre en question les récits des hautes technologies sur les risques liés aux technologies non éprouvées, et promouvoir et développer des recherches et des corpus de connaissances plus locaux ou régionalisés sur les développements numériques.



Construction de récits alternatifs

Les donateurs devraient :

- Se concentrer sur le processus et non sur le produit lorsqu'ils financent le travail de construction de récits alternatifs des OSC.
- Comprendre que l'objectif du financement du travail de construction narrative des OSC doit être " d'accompagner un parcours d'apprentissage et la construction d'un pouvoir narratif " et traduire cela directement dans un cadre de redevabilité axé sur les changements et l'apprentissage, plutôt que sur l'impact.
- Donner la priorité à la dotation des acteurs locaux du changement narratif et favoriser les connexions pour le soutien mutuel, l'apprentissage et la collaboration.
- Soutenir une infrastructure de travail narratif avec les moyens de disperser largement, et d'immerger profondément, les récits dans le temps qui façonnent la façon dont les normes sociétales sont établies.

La société civile devrait :

- S'engager dans la construction de leurs propres récits publics alternatifs et positifs, et ne pas se concentrer uniquement sur la contestation des messages négatifs véhiculés par les régimes autoritaires et intolérants sur la société civile et son travail.
- Poursuivre la construction de récits alternatifs dans le cadre d'une stratégie sectorielle plus large, soutenue par les donateurs, les gouvernements progressistes et les institutions internationales, afin de créer des bases sociétales plus solides pour le travail d'intérêt public de la société civile, de renforcer l'espace civique partout et d'encourager une protection publique accrue pour les militants et les défenseurs qui font l'objet d'attaques injustifiées de la part des autorités, ou d'autres intérêts puissants.
- Ne pas " imposer " de nouveaux récits construits sur différents groupes et circonscriptions, mais coconstruire des récits avec ces groupes afin de construire des relations et une compréhension nouvelles et différentes.
- Utiliser la construction de récits comme une opportunité pour renforcer les relations avec les partenaires locaux et avec les citoyens.
- Ne pas se contenter de parler de leurs valeurs, ou de ce qu'elles défendent dans le cadre des récits alternatifs qu'elle construit, mais faire aussi les choses différemment. Les OSC doivent agir de manière à donner vie à leurs valeurs dans leurs actions et leur travail quotidiens, si elles veulent éviter d'être interpellées pour cela. Il est important que les OSC fassent ce qu'elles disent (c'est-à-dire "mettre en pratique ce qu'elles prêchent"), car cela renforce la confiance du public.

- Veiller à ce que la construction de récits alternatifs par la société civile, visant à renforcer l'espace civique, soit informée par les expériences et les idées d'autres OSC qui ont été à l'avant-garde du pilotage d'approches nouvelles, expérimentales et efficaces de la construction de récits alternatifs.
- Plaider et s'engager dans des initiatives collaboratives à plusieurs niveaux (par exemple mondial, régional, national, local) à mettre en place pour soutenir les OSC intéressées par le développement de leurs compétences en matière de construction narrative, pour rassembler les bonnes pratiques, et pour permettre aux ressources de construction narrative et aux opportunités de développement des capacités pertinentes d'être mises à la disposition de la société civile partout dans le monde.
- Plaider auprès des bailleurs, pour les encourager à fournir un financement flexible et à long terme aux OSC afin de soutenir leur engagement dans la construction narrative efficace et alternative.
- Plaider en faveur d'un accès fiable à Internet, d'outils numériques appropriés et de communautés d'apprentissage numérique pour tous, dans le cadre de la lutte contre la "fracture numérique " et pour une plus grande équité numérique pour tous.



RESSOURCES POUR LA LA SOCIÉTÉ CIVILE



Les ressources de cette section sont destinées aux OSC qui souhaitent en savoir plus sur la numérisation et les récits. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive des ressources disponibles, mais d'une sélection représentative de ce qui est disponible.



Ressources sur la numérisation⁹¹

- Access Now – #WhyID, a global coalition of CSOs, activists, technologists, researchers, lawyers, and other digital identity experts, to fight back against the dangerous wave of centralised digital identity systems appearing around the world, and to advocate for rights-respecting approaches to identity management. Sign the #WhyID open letter.
- <A+> Alliance for Inclusive Algorithms is a global and multidisciplinary feminist coalition of academics, activists and technologists prototyping the future of AI. Call to Action on decolonising tech and creating new models of equality and systems change. Submit your paper.
- Civic Tech Innovation Network (CTIN) is a Community of Practice and action learning network for people with an interest and commitment to leveraging the nexus between technology and civic activism. Learn more about the network.
- CIVICUS Grassroots Revolution and the Shift The Power UK Funders Collective are strategic streams of work aimed at improving funder relations, ways of work and power dynamics with grassroots activists and movements left behind, marginalised and most impacted by structural inequities. Join the grassroots-led movement and learn more about the Youth Action Lab.
- Connect Humanity supports, catalyses, and scales holistic solutions providing people with the internet access and means needed to participate fully in a digital society. Learn more about the support they provide.
- Purposeful is a feminist hub for girls activism, rooted in Africa and working worldwide, calling all girls groups and collectives interested in funding opportunities and connecting with other girl activists in their region. Submit your profile.
- Red S.O.S Aldeas Infantiles: The initiative was created to promote and support spaces for participation, mobilisation and citizenship for young people in Bogota. Learn more.
- Rights CoLab advances human rights by fostering collaboration among experts across the fields of civil society, technology, business, and finance. Fill out the Google form to express interest in engaging with the ‘RINGO’ project.
- TechSoup’s Hive Mind is a cutting-edge online harbour and community of practice gathering activists, journalists, CSOs, teachers, university students, and a wider community interested in learning more about improving media literacy skills online countering disinformation, digital safety and security, and creating positive narratives. Get inspired.



Ressources sur la création de récits alternatifs

- <https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-chan-621020/>
- <https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-chan-621085/>
- Exploring the power of narrative & collective action: Panel Narratives x Civic Space Oxfam Convening, <https://www.youtube.com/watch?v=38vKpCvpzBo>
- <https://www.liberties.eu/en/stories/civic-space-guide/43904>
- <https://narrativeinitiative.org/>
- <https://digitalgrassroots.org/blog/read-the-report-community-leaders-for-internet-advocacy.html>
- <https://www.thisisreframe.org/blog-posts/what-the-south-taught-me-about-predicting-narratives?fbclid=IwAR25dBDIcAqe2oEHHX2Os2PqvUXe-qQ7tHcxmPyU83PnNR7FjTH0UnRfSCo>
- Training on Narrative Building and Storytelling - European Network of Equality Bodies, https://www.archive.equineteurope.org/IMG/pdf/summary_-_training_on_narrative_building_and_story_telling.pdf
- Varun Gauri, 'Public Narratives are Bad Stories about Fears' <https://3quarksdaily.com/3quarksdaily/2021/02/public-narratives-are-bad-stories-about-fears.html>
- How to create positive narratives - Let's do it foundation, <https://letsdoitfoundation.org/2020/11/19/how-to-create-positive-narratives-1-4/>
- A narrative as a mosaic (Thomas Coombes, 2020) , <https://medium.com/new-media-advocacy-project/from-megaphone-to-mosaic-five-principles-for-narrative-communications-c5105c91707>
- Kori Morgan, What makes an effective narrative? - Pen & Pad, <https://penandthepad.com/effective-narrative-22378.html>
- Toward New Gravity - Charting a Course for the Narrative Initiative (2017), <https://narrativeinitiative.org/wp-content/uploads/2019/08/TowardNewGravity-June2017.pdf>
- Butler, Israel. "How to talk about civic space: a guide for progressive civil society facing smear campaigns", Liberties, December 2021.
- Crabtree-Condor, Isabel. "Exploring the power of narrative & collective action: Panel Narratives x Civic Space Oxfam Convening", Youtube, January 2020.



- Nicole Walshe and Anne Mai Baan. “Hope, Play, Relate: Changing narratives for greater solidarity and open civic space”, Debating Development Research, <http://www.developmentresearch.eu/?p=1112>
- <https://narrativeinitiative.org/blog/2021-narrative-reading-list-to-launch-your-2022/>
- <https://www.ariadne-network.eu/more-than-words/>
- <https://www.opendemocracy.net/en/opendemocracyuk/why-human-rights-campaigning-needs-to-change-more-than-just-its-framing/>
- La comunicazione positiva. Narrazioni e strumenti per il cambiamento
- https://www.youtube.com/watch?v=_kbyYQ3BDY0
- https://www.thegoodlobby.it/wpcontent/uploads/2020/07/Narrative_Lab_Deck_ITA.pdf
- <https://hbr.org/2016/03/how-to-build-a-strategic-narrative>
- <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621020/bk-narrative-power-collective-action-part1-080720-es.pdf?sequence=4&isAllowed=y> (SPANISH)
- <https://civicus.org/icsw/media/attachments/2021/05/25/spa-icsw-info-graphic3.pdf>
- Thomas Coombes, SEEING HOPE A Visual Communications Guide for Human Rights, <https://seeinghope.fineacts.co/>
- Thomas Coombes, Hope-based communication, <https://www.hope-based.com/about>
- Narrative power & collective action: conversations with people working to change narratives for social good, <https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-change-narratives-for-social-good>
- Instead of shrinking space, let's talk about humanity's shared future, <https://www.openglobalrights.org/instead-of-shrinking-space-lets-talk-about-humanitys-shared-future/>
- <https://www.techsoupeurope.org/megaphone-webinar-resources-about-hope-based-communication/>
- Webinar with Thomas Coombes: Hope based communications, an antidote to NGO apathy?
- https://www.youtube.com/watch?v=x_6Wfd8L0Ks
- Common Cause Foundation , <https://commoncausefoundation.org/>
- PIRC , <https://publicinterest.org.uk/>



Organisation de la narration

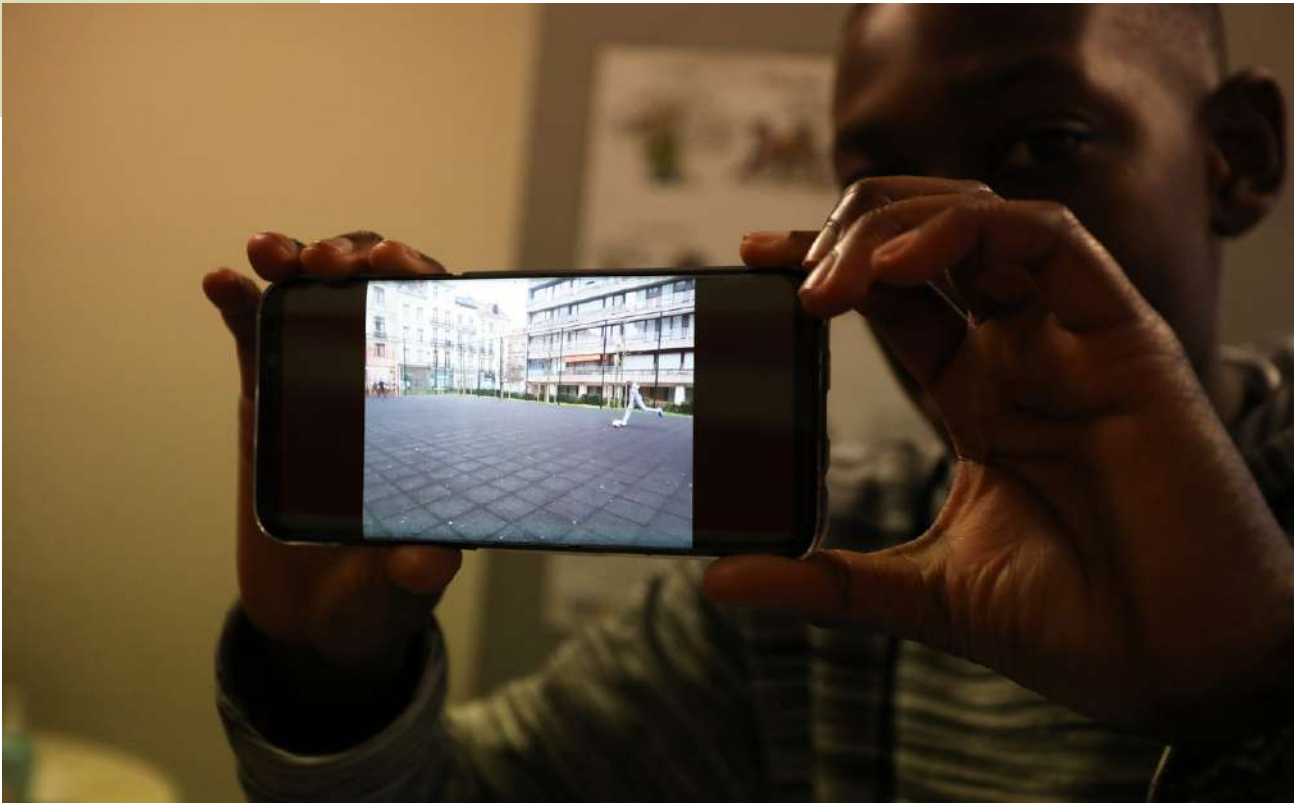
- Building muscle: How positive narratives can beat fake news - MobLab , <https://mobilisationlab.org/stories/moblab-live-how-positive-narratives-beat-fake-news/>
- Micheal D. Jones & Deseraï Crow , Mastering the Art of the Narrative using Stories to share Public Policy, <https://blogs.lse.ac.uk/impactofsocialsciences/2018/07/18/mastering-the-art-of-the-narrative-using-stories-to-shape-public-policy/>

Les récits comme outil pour influencer le changement politique

- <https://bristoluniversitypressdigital.com/view/journals/pp/46/2/article-p217.xml>
- Thomas Coombes, How to change narratives with hope, https://medium.com/@the_hope_guy/how-to-change-narratives-with-hope-52f8a15a3b02
- Thomas Coombes, A Guide to hope-based Communications & Checklist, <https://www.openglobalrights.org/hope-guide/>

Feuille de travail sur le développement de votre voix organisationnelle

- Be The Narrative - Krizna Gomez and Thomas Coombes
- 5 ways civil society can build resiliency as civic space changes - Partners Global
- From Megaphone to Mosaic: five principles for narrative communications - Thomas Coombes
- The Narratives We need - Public Interest Research Centre (PIRC)
- Narrative Lab - Italian Coalition for Civil Liberties and Rights (CILD)

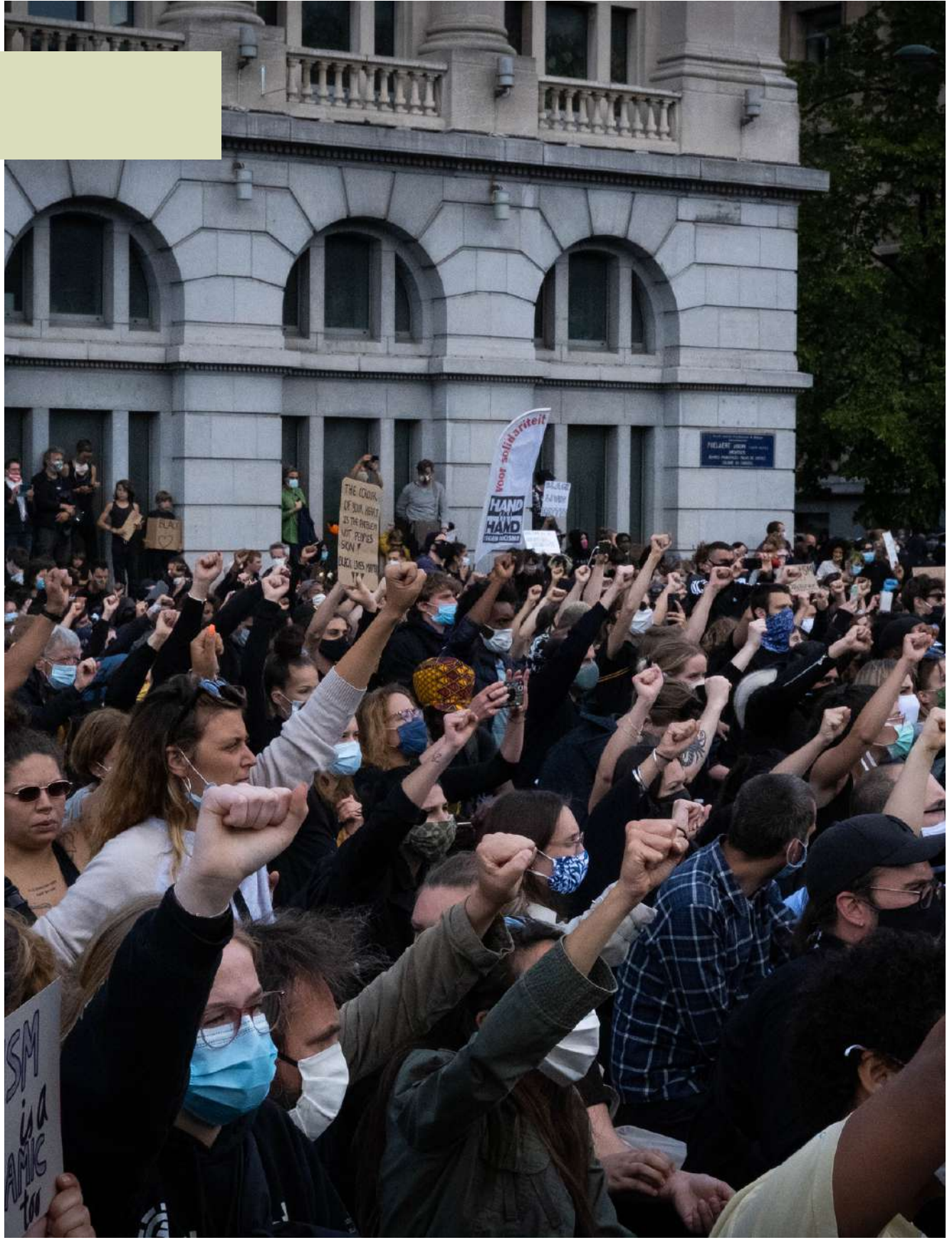


Ressources supplémentaires⁹²

- Anat Shenker Osorio , A Brilliant Way of Living Our Lives: How to Talk About Human Rights - https://cild.eu/en/wp-content/uploads/sites/2/2021/06/NL_HowToTalk_HR_EN.pdf
- Winning The Narrative - Re-taking the Space and Building New Narratives, https://cild.eu/en/wp-content/uploads/sites/2/2020/11/Winning_The_Narrative_Deck_EN.pdf
- Open Global Rights - Positive Narratives to Mobilise for Change , <https://www.openglobalrights.org/positive-narratives/>
- James Logan , New Year, New Human Rights Narrative?, <https://www.openglobalrights.org/new-year-new-human-rights-narratives/> -
- HYPERLINK "about:blank"Thaler Pekar, The Benefits of Building a Narrative Organization , https://ssir.org/articles/entry/the_benefits_of_building_a_narrative_organization
- Oxfam , Narrative Power and Collective Action , <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621020/bk-narrative-power-collective-action-part1-080720-en.pdf?sequence=7>

6.

RÉFÉRENCES





1 The quotation is from Marek Tuszynski, co-founder and creative director of Tactical Tech, a Berlin-based international civil society organisation that engages with citizens and civil society to explore the impacts of technology on society and individual autonomy. See <https://www.civicus.org/index.php/media-resources/news/interviews/3954-online-civic-space-we-shouldn-t-expect-tech-giants-to-solve-the-problems-that-they-have-created>.

2 <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2021/03/09/digitizing-civic-spaces-amid-the-covid-19-pandemic-and-beyond/>

3 <https://www.open-contracting.org/2020/04/07/covid-19-data-driven-monitoring-in-ukraine-how-much-do-masks-cost/>

4 <https://uncaccoalition.org/the-impact-of-covid-19-on-good-governance-and-anti-corruption-efforts-in-latin-america/>

5 <https://www.icnl.org/covid19tracker/>. The Tracker describes itself as “monitoring government responses to the pandemic that affects civic freedoms and human rights, focusing on emergency laws. The tracker is a collaborative effort by the ICNL, ECNL, and our global network of partners”.

6 <https://pandemicbigbrother.online/en/>

7 “The implications of the COVID-19 pandemic on fundamental rights and civic space”, <https://www.eesc.europa.eu/es/our-work/publications-other-work/publications/implications-covid-19-pandemic-fundamental-rights-and-civic-space>

8 <https://www.icnl.org/post/analysis/covid-19-the-surveillance-pandemic>

9 <https://www.privateinternetaccess.com/blog/polands-covid-19-selfie-app-raises-privacy-questions-will-everyone-eventually-be-tracked/>

10 <https://www.bbc.com/news/world-asia-51733145>

11 <https://thediplomat.com/2020/04/south-koreas-experiment-in-pandemic-surveillance/>

12 <https://www.cnn.com/2020/03/18/hong-kong-uses-electronic-wristbands-to-enforce-coronavirus-quarantine.html>

13 <https://www.hrw.org/news/2020/04/03/armenia-law-restricts-privacy-amid-covid-19-fight>

14 <https://www.oecd.org/dac/Digital-Transformation-and-the-Futures-of-Civic-Space-to-2030.pdf>

15 For a number of accounts of these developments, see Tactical Tech’s report, <https://ourdataourselves.tacticaltech.org/posts/shrinking-civil-space-a-digital-perspective/>; Also <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2021/03/09/digitizing-civic-spaces-amid-the-covid-19-pandemic-and-beyond/>; the report by the ICNL, at <https://www.icnl.org/our-work/technology-civic-space-> and the report by Forus on an enabling digital environment for civil society: https://www.forus-international.org/en/extra/hub/resources-publications?modal_page=pdf-detail&modal_detail_id=77151-towards-an-enabling-digital-environment-for-civil-society-full-report&tab=list

16 Marek Tuszynski, <https://www.civicus.org/index.php/media-resources/news/interviews/3954-online-civic-space-we-shouldn-t-expect-tech-giants-to-solve-the-problems-that-they-have-created>

17 <https://www.icnl.org/our-work/technology-civic-space>

- 18 <https://www.ids.ac.uk/publications/digital-rights-in-closing-civic-space-lessons-from-ten-african-countries>
- 19 <https://transparency.fb.com/data/government-data-requests/?source=https%3A%2F%2Ftransparency.facebook.com%2Fgovernment-data-requests>
- 20 <https://ourdataourselves.tacticaltech.org/posts/shrinking-civil-space-a-digital-perspective/>
- 21 UN Report (A/HRC/41/41) Freedom of Association in the Digital Age
- 22 UN Report (A/HRC/41/41), Paragraph 29, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/141/02/PDF/G1914102.pdf?OpenElement>
- 23 This section draws extensively on the report by Tactical Tech, <https://ourdataourselves.tacticaltech.org/posts/shrinking-civil-space-a-digital-perspective>
- 24 See <https://www.ohchr.org/en/stories/2021/03/report-online-hate-increasing-against-minorities-says-expert> and <https://news.un.org/en/story/2021/03/1087412>
- 25 This section draws extensively on the report, <https://www.civicus.org/index.php/media-resources/news/interviews/3954-online-civic-space-we-shouldn-t-expect-tech-giants-to-solve-the-problems-that-they-have-created>
- 26 <https://www.pewresearch.org/internet/2021/11/22/the-future-of-digital-spaces-and-their-role-in-democracy>
- 27 <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2021/04/the-internet-doesnt-have-to-be-awful/618079/>
- 28 <https://www.elon.edu/u/imagining/surveys/xiii-2021/improving-toxic-online-forums-2035/>
- 29 <https://www.economist.com/open-future/2019/03/12/inside-taiwans-new-digital-democracy>
- 30 Marek Tuszynski, of Tactical Tech, <https://ourdataourselves.tacticaltech.org/posts/shrinking-civil-space-a-digital-perspective/>
- 31 Shoshanna Zuboff, *Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power* (2018)
- 32 Jay Owens, <https://www.elon.edu/u/imagining/surveys/xiii-2021/improving-toxic-online-forums-2035/>
- 33 <https://www.pewresearch.org/internet/2021/11/22/public-digital-spaces-will-be-improved-tech-can-be-fixed-governments-and-corporations-can-reorient-incentives-and-people-can-band-together-to-work-for-reform>
- 34 This section draws extensively on <https://ourdataourselves.tacticaltech.org/posts/shrinking-civil-space-a-digital-perspective>
- 35 <https://www.aljazeera.com/news/2021/3/3/mapping-internet-shutdowns-around-the-world>
- 36 <https://www.accessnow.org/>
- 37 “The return of digital authoritarianism: internet shutdowns in 2021” - <https://www.accessnow.org/cms/assets/uploads/2022/05/2021-KIO-Report-May-24-2022.pdf>
- 38 <https://www.accessnow.org/cms/assets/uploads/2022/05/2021-KIO-Report-May-24-2022.pdf>
- 39 <https://www.accessnow.org/keepiton>
- 40 <https://www.aljazeera.com/news/2021/3/3/mapping-internet-shutdowns-around-the-world>
- 41 Nazar Nicholas Kirama, president and CEO of the Internet Society chapter in Tanzania and founder of the Digital Africa Forum.
- 42 <https://www.un.org/press/en/2019/gaef3523.doc.htm>
- 43 https://www.forus-international.org/en/extra/hub/resources-publications?modal_page=pdf-detail&modal_detail_id=77151-towards-an-enabling-digital-environment-for-civil-society-full-report&tab=list

44 This section draws extensively on Janna Anderson and Lee Raini, *The Future of Digital Spaces and their Role in Democracy*, https://www.pewresearch.org/internet/wp-content/uploads/sites/9/2021/11/PI_2021.11.22_2035-Digital-Public-Sphere_FINAL.pdf

45 <https://icscentre.org/tag/digitalisation/>

46 This section draws extensively on Oxfam's book, *Narrative Power and Collective Action: Conversations with people working to change narratives for social good*, <https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-cha-621020/> and on Liberties Messaging Guide for Civil Society, <https://www.liberties.eu/en/stories/civic-space-guide/43904> as well as the work of JustLabs, <https://www.justlabs.org/home>. See also Thomas Coombes, *A narrative as a mosaic* (2020), <https://narrativeinitiative.org/>

47 See also *Training on Narrative Building and Storytelling*, the European Network of Equality Bodies, *How to create positive narratives*, <https://letsdoitfoundation.org/2020/11/19/how-to-create-positive-narratives-1-4/> Let's do it foundation, Krizna Gomez and Thomas Coombes, "Be The Narrative", <https://www.openglobalrights.org/be-the-narrative/>, and Kari Morgan, "What makes an effective narrative?" <https://penandthepad.com/effective-narrative-22378.html>

48 <https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-cha-621020/>

49 <https://www.liberties.eu/en/stories/civic-space-guide/43904>

50 <https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-cha-621020/>

51 Liberties, *How to Talk about Civic Space: A Guide for Progressive Civil Society Facing Smear Campaigns*, https://dq4n3btxm8c9.cloudfront.net/files/SyG95z/Liberties_Civic_Space_Framing_Guide.pdf

52 <https://onthinktanks.org/articles/elena-mejia-julca-the-creative-activist/>

53 <https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-cha-621020/>

54 <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621020/bk-narrative-power-collective-action-part1-080720-en.pdf>

55 This section is drawn from <https://www.liberties.eu/en/stories/civic-space-guide/43904>

56 <https://www.alliancemagazine.org/blog/be-the-narrative-revolutionising-human-rights/>

57 <https://www.justlabs.org/be-the-narrative>

58 <https://globalhumanrights.org/>

59 See <https://www.justlabs.org/publications> and <https://www.alliancemagazine.org/blog/be-the-narrative-revolutionising-human-rights/>

60 Randall Puljek Shank, "Civic Agency in Governance: The Role of Legitimacy with Citizens vs Donors" (2018) 29 *VOLUNTAS*, 870, <https://link.springer.com/article/10.1007/s11266-018-0020-0>

61 <https://www.partnersglobal.org/newsroom/5-ways-civil-society-can-build-resiliency-as-civic-space-changes/>

62 <https://onthinktanks.org/articles/phumi-mtetwa-the-black-feminist-queer-internationalist/>

63 Saskia Brechenmacher and Thomas Carothers, "Defending Civic Space: Is the International Community Stuck?" <https://carnegieendowment.org/2019/10/22/defending-civic-space-is-international-community-stuck-pub-80110>

64 This section draws from <https://www.partnersglobal.org/newsroom/5-ways-civil-society-can-build-resiliency-as-civic-space-changes/>

- 65 See <https://www.partnersglobal.org/newsroom/5-ways-civil-society-can-build-resiliency-as-civic-space-changes/>
- 66 <https://findings2021.monitor.civicus.org/>
- 67 <https://carnegieendowment.org/2019/10/22/defending-civic-space-is-international-community-stuck-pub-80110>
- 68 <https://findings2021.monitor.civicus.org/>
- 69 See <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2021/03/09/digitizing-civic-spaces-amid-the-covid-19-pandemic-and-beyond/>; Also Connie Roggeband and Andrea Kriszan, “The Selective Closure of Civic Space” <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/1758-5899.12973>; and <https://www.wfd.org/commentary/4-things-parliaments-can-do-protect-citizens-democratic-freedoms>
- 70 See <https://cooperation.ca/wp-content/uploads/2022/02/Policy-brief-Civic-space-Final.pdf> and <https://cooperation.ca/sixth-edition-of-progressing-national-sdgs-implementation/>
- 71 See “Secondary impacts of COVID-19: Closing civic space in fragile contexts” (2021) <https://www.undp.org/library/dfs-secondary-impacts-covid-19-closing-civic-space-fragile-contexts>; Also “The implications of the COVID-19 pandemic on fundamental rights and civic space” (2022) <https://www.eesc.europa.eu/en/our-work/publications-other-work/publications/implications-covid-19-pandemic-fundamental-rights-and-civic-space>; and “Sustaining Civic Space in Times of Covid-19: Global Trends” <https://www.giga-hamburg.de/en/publications/giga-focus/sustaining-civic-space-in-times-of-covid-19-global-trends>.
- 72 See the report prepared for the European Economic and Social Committee, The response of civil society organisations to face the COVID-19 pandemic and the consequent restrictive measures adopted in Europe, <https://www.eesc.europa.eu/sites/default/files/files/qe-02-21-011-en-n.pdf>; Also Maya Gros and Norman Eisen, “Digitizing Civic Spaces amid the Covid-19 Pandemic”, <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2021/03/09/digitizing-civic-spaces-amid-the-covid-19-pandemic-and-beyond/>
- 73 See ICNL’s Covid-19 Civic Freedom Tracker, <https://www.icnl.org/covid19tracker/>
- 74 See e.g. “Human Rights Dimensions of Covid-19 Response” (2020) <https://www.hrw.org/news/2020/03/19/human-rights-dimensions-covid-19-response>; “Vaccine Pass and Human Rights Challenges (2021) <https://www.coe.int/en/web/human-rights-rule-of-law/covid19>; and “Human Rights in a Pandemic” (2021) <https://www.iccl.ie/wp-content/uploads/2021/06/Human-Rights-in-a-Pandemic.pdf>
- 75 <https://alternatives-humanitaires.org/en/2020/11/22/the-impact-of-covid-19-on-african-civil-society-organisations/> & <https://fra.europa.eu/en/news/2021/pandemic-exacerbates-challenges-civil-society-faces>
- 76 See <https://ourdataourselves.tacticaltech.org/posts/shrinking-civil-space-a-digital-perspective/> and https://africaninternetrights.org/sites/default/files/Sodfa_Daaji.pdf
- 77 A/HRC/41/41, <https://www.ohchr.org/en/calls-for-input/reports/2019/report-rights-freedom-peaceful-assembly-and-association-digital-age>
- 78 See <https://mashable.com/article/google-facebook-government-user-data-study>, and <https://transparency.fb.com/data/government-data-requests/>
- 79 <https://ourdataourselves.tacticaltech.org/posts/shrinking-civil-space-a-digital-perspective/>
- 80 See “The misuse of social media platforms and other communication channels by authoritarian regimes” [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EXPO_IDA\(2021\)653658](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EXPO_IDA(2021)653658)
- 81 <https://www.accessnow.org/keepiton/> <https://www.aljazeera.com/news/2021/3/3/mapping-internet-shutdowns-around-the-world>
- 82 <https://www.ids.ac.uk/opinions/digital-rights-in-closing-civic-space-lessons-from-ten-african-countries/>
- 83 See the report by Forus, Towards and Enabling Digital Environment for Civil Society, https://www.forus-international.org/en/extra/hub/resources-publications?modal_page=pdf-detail&modal_detail_id=77151-towards-an-enabling-digital-environment-for-civil-society-full-report&tab=list

84 <https://www.accessnow.org/internet-access/>

85 <https://www.liberties.eu/en/stories/civic-space-guide/43904>

86 See <https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-chan-621020/>, Also Thomas Coombes, How to Change Narratives with Hope, https://medium.com/@the_hope_guy/how-to-change-narratives-with-hope-52f8a15a3b02; and MobLab, “Building muscle: How positive narratives can beat fake news” <https://mobilisationlab.org/stories/moblab-live-how-positive-narratives-beat-fake-news/>

87 See, <https://www.liberties.eu/en/stories/civic-space-guide/43904> and the series of articles from Open Global Rights on Positive Narratives to Mobilise for Change, <https://www.openglobalrights.org/positive-narratives/>

88 See Oxfam’s work, <https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-chan-621020/> and <https://policy-practice.oxfam.org/resources/narrative-power-and-collective-action-conversations-with-people-working-to-chan-621085/>; Also Isabel Crabtree-Condor, “Exploring the power of narrative & collective action: Panel Narratives x Civic Space Oxfam Convening” (2020) <https://www.youtube.com/watch?v=38vKpCvpzBo>

89 See <https://www.alliancemagazine.org/blog/be-the-narrative-revolutionising-human-rights/> and <https://www.openglobalrights.org/putting-words-into-action-personal-reflections-on-supporting-narrative-change/>

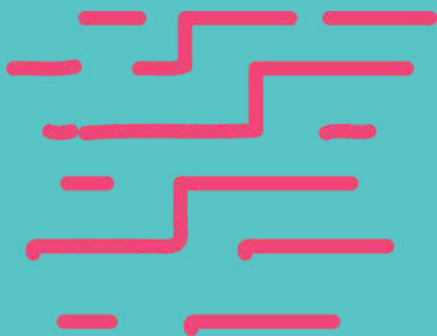
90 On ‘social accountability mechanisms’ see the World Bank Social Development Paper 76/2004, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/327691468779445304/pdf/310420PAPER0So1ity0SDP0Civic0no1076.pdf>

91 These are drawn from Vicky Tongue, Miriam Niehaus, Wolfgang Jamann, Six takeaways for action from Global Perspectives 2021 – Let’s Talk About Power! (2021) <https://icscentre.org/2021/11/>

92 <https://cild.eu/en/narrative-lab/#!community>



forus



<http://forus-international.org/>
contact@forus-international.org
[@Forus_int](https://www.instagram.com/forus_int)
[Forus International](#)
[Instagram - forusinternational/](#)

Forus est un réseau dirigé par ses membres, composé de 66 plates-formes nationales d'ONG et de 7 coalitions régionales de tous les continents, représentant plus de 22 000 ONG actives au niveau local et international sur les questions de développement, de droits humains et d'environnement.



Fondation
de
France

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Agence française de développement et de la Fondation de France. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Forus.

Crédits photos : UNSPLASH, Midia Ninja, Forus, Both Nomads, Melania Torres Melo, Sebastian Barros, Flickr, Sanjog Manandhar.

